



Assemblée générale

Distr. générale
2 février 2009
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Point 132 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

Rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008

Rapport du Secrétaire général

Additif

On trouvera dans le présent additif un complément d'information à la section II du document A/63/698.



Table des matières

	<i>Page</i>
II. Exécution du budget (<i>suite</i>)	5
A. Département des opérations de maintien de la paix	5
B. Département de l'appui aux missions	45
C. Département de la gestion	70
D. Bureau des services de contrôle interne	97
E. Cabinet du Secrétaire général.	99
F. Bureau de l'Ombudsman de l'ONU.	100
G. Bureau des affaires juridiques	101
H. Département de l'information	103
I. Département de la sûreté et de la sécurité.	106

Sigles

BANUGBIS	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
BINUB	Bureau intégré des Nations Unies au Burundi
BINUSIL	Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone
BRSAO	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies
BUNUTIL	Bureau des Nations Unies au Timor-Leste
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
EUFOR	Force de maintien de la paix de l'Union européenne
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FMI	Fonds monétaire international
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
HCDH	Haut-Commissariat aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MANUTO	Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINUNEP	Mission des Nations Unies au Népal
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSIL	Mission des Nations Unies en Sierra Leone

MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MONUA	Mission d'observation des Nations Unies en Angola
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MUAS	Mission de l'Union africaine au Soudan
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUB	Opération des Nations Unies au Burundi
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
OPICS	Système de contrôle intégré du traitement des opérations
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIG	Système intégré de gestion
SWIFT	Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
TIC	technologies de l'information et des communications
UE	Union européenne
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

II. Exécution du budget (*suite*)

A. Département des opérations de maintien de la paix

1. Bureau du Secrétaire général adjoint

a) Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations
45 exposés présentés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale ou aux organes délibérants	52 Le nombre supérieur de produits exécutés s'explique par l'augmentation des besoins en activités de maintien de la paix de l'ONU.
260 réunions ou séances d'information avec les États Membres, les organisations régionales, les « groupes d'amis » et les groupes de contact	375 Le nombre supérieur de produits exécutés s'explique par l'augmentation des besoins en activités de maintien de la paix de l'ONU.
200 exposés sur des questions relatives au maintien de la paix faits à des conférences, des séminaires et d'autres rencontres publiques	350 Le nombre supérieur de produits exécutés s'explique par une augmentation de la demande, émanant d'organisations externes, d'exposés faits par le personnel participant aux opérations de maintien de la paix et par une participation accrue dudit personnel à des conférences, séminaires et autres rencontres publiques.
100 entretiens ou réunions d'information avec les médias	150 Le nombre supérieur de produits exécutés s'explique par le regain d'intérêt pour toute information concernant les questions relatives au maintien de la paix.
9 articles, tribunes libres ou lettres au courrier des lecteurs publiés dans la presse	10 3 lettres au courrier des lecteurs (« Panorama » de la BBC); 3 tribunes libres sur le Darfour (dans <i>Los Angeles Times</i> et dans <i>The International Herald Tribune</i>). En outre, des notes d'information ont été publiées pour 4 tribunes libres parues dans <i>The New York Times</i> , <i>The Independent</i> et <i>The International Herald Tribune</i> .
12 visites dans des pays gros fournisseurs de contingents ou de personnel de police et dans d'autres pays Membres	20 Le nombre supérieur de produits exécutés s'explique par la nécessité de demander des contributions supplémentaires aux pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police du fait de l'augmentation constante de la demande d'activités de maintien de la paix des Nations Unies.

Facilitation de la production de 5 documentaires (non ONU) ayant trait aux opérations de maintien de la paix (entretiens avec les hauts responsables des départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions, organisation de voyages sur le terrain, autorisation d'accès aux bâtiments de l'ONU ou aux départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions; averties, les missions sont prêtes à offrir leur concours)

Élaboration de 5 stratégies de communication thématique en situation de crise, chacune visant à faire face à une situation de crise dans laquelle se trouve une mission

- 11 Documentaires ayant trait aux opérations de maintien de la paix :

1 entretien avec le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix pour l'émission *Quest for Peace* de CNN; 1 documentaire sur les opérations de maintien de la paix en République démocratique du Congo, pour le réseau ABC; 2 documentaires pour l'émission *Panorama* de la BBC (l'un sur le Darfour, l'autre sur la République démocratique du Congo); 1 documentaire sur le Darfour pour Deutsche Welle; 1 documentaire sur le Darfour pour l'émission *Point of View* de PBS; 1 entretien avec HDNet (réseau de télévision à haute définition) pour un documentaire sur le Darfour; 1 message d'intérêt public sur les opérations de maintien de la paix de l'ONU financé par la Fondation pour les Nations Unies; 1 film de 20 minutes de George Clooney au Darfour et en République démocratique du Congo diffusé sur les chaînes de télévision du monde entier via UNifeed, et 2 documentaires pour la chaîne « France 24 » sur l'ONU et les opérations de maintien de la paix, diffusant notamment des entretiens avec le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

- 11 Stratégies de communication thématique en situation de crise élaborées et appliquées par suite de la parution du rapport publié par l'organisation non gouvernementale internationale Save the Children sur l'exploitation et la violence sexuelles subies par les enfants aux mains des travailleurs humanitaires et des soldats de la paix, et portant sur les questions suivantes : trafic d'or à la MONUC et à l'ONUCI (pour l'émission *Panorama* de la BBC); cas d'exploitation et de sévices sexuels à la MONUC, à la MINUL et à la MINUSTAH; indépendance du Kosovo; transfert du personnel militaire de la MINUEE; et agressions perpétrées contre des membres du personnel de maintien de la paix des Nations Unies au Soudan (MINUS), en République démocratique du Congo (MONUC) et au Liban (FINUL). Le nombre supérieur de produits exécutés s'explique par la nécessité de faire face à des situations inattendues survenues dans le cadre d'opérations de maintien de la paix.

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de la conférence de 2008 des chefs de mission	Oui	La conférence de 2008 des chefs de mission a eu lieu du 14 au 16 mai 2008.
Organisation d'un stage de formation à la gestion des dossiers et élaboration des directives à l'intention du personnel du Département	Oui	Les normes sur la gestion des dossiers des Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions requises pour la mise sur pied d'un programme complet de formation sur la gestion des dossiers ont été élaborées comme suit : système de classement des dossiers et orientations des deux départements (deuxième version) (mars 2008); directive révisée sur la gestion des dossiers (mars 2008); procédure opérationnelle permanente révisée pour l'accès aux documents et la déclassification des documents (mars 2008); tableaux d'archivage et orientations révisés en matière d'archivage des dossiers sur les opérations de maintien de la paix et tableaux d'archivage et orientations en matière d'archivage au Siège des dossiers sur les opérations de maintien de la paix (en attente des résultats de la révision par le BSCI et le Bureau des affaires juridiques de juin 2008); directive sur la gestion des courriers électroniques (projet diffusé pour commentaires en juin 2008). Le stage de formation sur la gestion des dossiers a été élaboré en juin 2008.
Achèvement de la reconfiguration des processus du Bureau du Secrétaire général adjoint	Oui	Le projet a été achevé en février 2008, et la reconfiguration a été intégrée dans les procédures opérationnelles permanentes du Groupe de la correspondance et de la gestion des dossiers du Département des opérations de maintien de la paix. En outre, une formation a été dispensée, en février 2008, au personnel administratif du Bureau du Secrétaire général adjoint et du Bureau des opérations.
Conception et lancement d'une stratégie de communication interne pour les départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions	Oui	Lancement réussi d'une stratégie globale de communication interne destinée à annoncer la restructuration des Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions via le câble, l'intranet et le courrier électronique. La stratégie a été appliquée sur le long terme et a contribué à renforcer l'idée d'une approche commune et unifiée pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Les missions y ont été associées pour

	faire en sorte de recueillir leurs vues : les mécanismes de rétroaction se sont multipliés sur le forum public du maintien de la paix sur intranet, qui permet au personnel de faire connaître ses avis sur des questions d'actualité. Des informations sur les progrès enregistrés dans le cadre des missions et des nouvelles d'actualité sur les missions ont également été communiquées dans la section du site intranet du Département des opérations de paix consacrée aux nouvelles sur les missions. En outre, une stratégie de communication extérieure a été élaborée en relation avec la restructuration du Département des opérations de maintien de la paix et la création du Département de l'appui aux missions.
Production d'un tour d'horizon mensuel des tendances observées dans les médias en ce qui concerne le maintien de la paix, comportant une analyse régulière des renseignements publiés dans des blogs et autres sources non traditionnelles d'information	Oui La stratégie de surveillance des médias a été modifiée pour répondre aux besoins opérationnels. Des bulletins d'information quotidiens sur les opérations de maintien de la paix destinés à tous les hauts fonctionnaires et membres du personnel essentiel ont remplacé les tours d'horizon et analyses mensuels. Les tours d'horizon, analyses et nouvelles sur le Web ont été regroupés dans des documents fournissant une couverture spéciale et consacrés à des questions spécifiques, notamment : exploitation et abus sexuels (MONUC, MINUSTAH); rapport de Save the Children; George Clooney, Messenger de la paix; indépendance du Kosovo; et soixantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
Lancement d'un réseau électronique de praticiens de l'information, largement utilisé par les fonctionnaires chargés de l'information dans les missions	Oui Le réseau électronique de praticiens de l'information a été lancé, mais le site Web se trouvait encore, au 30 juin 2008, en construction. Il sera achevé à la fin de janvier 2009.
Production d'un reportage hebdomadaire sur le thème du maintien de la paix et affichage sur le site intranet iSeek	57 Reportages produits lors de la période considérée, notamment articles pour « Staff Voices » et profils recueillis auprès des membres du personnel de maintien de la paix sur le terrain pour le soixantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
Fourniture de conseils d'experts et d'un appui technique à toutes les missions, ainsi qu'aux équipes opérationnelles intégrées du Siège sur les questions touchant aux activités d'information	Oui Réunion annuelle des responsables de l'information organisée conjointement par le Département de l'information et le Département de l'appui aux missions; déclarations et communiqués de presse établis en collaboration

Au moins une visite d'assistance technique effectuée dans une mission récemment créée ou en période d'adaptation pour l'aider dans la période de démarrage ou de transition

Définition de concepts d'opérations en matière d'information et analyse des ressources nécessaires correspondantes pour toutes les opérations de maintien de la paix à venir

Administration et gestion des stocks stratégiques pour le déploiement rapide du matériel utilisé dans les activités d'information

Établissement de tous les profils d'emploi types (100 %) et de toutes les annonces de vacance de poste pour le groupe professionnel des spécialistes de l'information

Vérification des compétences techniques de tous les candidats (100 %) à des postes dans le domaine de l'information dont les dossiers ont été soumis par le Service de la gestion du personnel

avec les missions et le Bureau du porte-parole du Secrétaire général; présentation faite en avril 2008 dans le cadre d'un programme de préparation des hauts responsables avant leur entrée en fonctions, et conseils et orientations sur des questions médiatiques fournis quotidiennement aux bureaux des missions du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions.

- 2 Visites d'assistance technique à la MANUA et à la MINUAD; collaboration étroite avec le Département de l'information pour déployer au Tchad et au Darfour des fonctionnaires chargés d'y effectuer des évaluations techniques.

La mission d'évaluation technique au Tchad et au Darfour a été effectuée, lors de la période considérée, à des fins d'information du public.

- Oui Apport d'une assistance technique au Département de l'information pour la création de centres d'information à la MINUAD et à la MINURCAT; fourniture de conseils au Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité et au Groupe de la déontologie et de la discipline sur des questions liées au recrutement et au mandat des fonctionnaires de l'information.

- Oui Maintien, en collaboration avec la Division de la communication et la Division de l'informatique du Département de l'appui aux missions et avec la Section de la paix et de la sécurité du Département de l'information, de contrats-cadres et de stocks stratégiques pour le déploiement rapide du matériel utilisé dans les activités d'information.

- Oui Le Département des opérations de maintien de la paix a collaboré avec les Départements de l'information et de l'appui aux missions afin d'établir ou de réviser les profils d'emploi types des 12 postes d'administrateur et des 11 postes d'agent du Service mobile pour le groupe professionnel des spécialistes de l'information.

- Oui Examen des compétences techniques des 396 candidats retenus à des postes des classes FS-4 à D-2 offerts dans des missions de maintien de la paix, et formulation d'observations sur la question à l'intention des Départements de l'information et de l'appui aux missions

Fourniture de conseils et révision des prévisions de dépenses et des documents budgétaires concernant les activités d'information

Oui Examen du projet de prévisions dans le cadre de la révision des prévisions de dépenses et des documents budgétaires concernant les activités d'information pour toutes les missions de maintien de la paix de l'exercice 2007/08, et formulation d'observations sur la question à l'intention des départements de l'information et de l'appui aux missions.

Examen de la directive de politique générale sur l'information

Oui Conseils sur les aspects de la directive de politique générale liés à l'information dans la conclusion de mémorandums d'accord entre, d'une part, les pays fournisseurs de contingents et, d'autre part, les Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions, sur des questions concernant la déontologie et la discipline; révision de la composante information des procédures opérationnelles permanentes sur l'exploitation et les abus sexuels; procédures en matière d'information révisées – comme la publication intitulée « Revue annuelle » – en cours d'introduction au Département de l'information, et révision de la politique sur l'appui à la gestion des crises par le Centre de situation du Département des opérations de maintien de la paix (aspects relations publiques)

Établissement ou gestion de contrats-cadres offrant une gamme de produits et de services que les composantes information doivent fournir pendant la phase de déploiement rapide des missions

Administration de 2 contrats-cadres pour les composantes information de toutes les missions, qui servent également à reconstituer les stocks stratégiques pour déploiement rapide de la BSLB

Évaluation des besoins et visites d'assistance technique dans les missions de maintien de la paix, à leur demande

Oui Visites d'assistance technique effectuées à la MANUA (novembre 2007) et à la MINUAD (février 2008)

Évaluation des incidences et de l'efficacité des activités d'information dans les missions et recommandations sur la question

Non L'étude n'a pas été menée à bien car on a privilégié les relations avec les médias et des activités de représentation telles que la participation de fonctionnaires, en qualité d'orateurs, d'invités ou de représentants, à des séminaires, conférences et ateliers. Au 30 juin 2008, l'étude était en cours et sera achevée le 30 juin 2009; elle comportera des recommandations permettant de maximiser l'impact des activités d'information sur le terrain et au Siège.

Création de liens de coopération institutionnels et fourniture d'un appui opérationnel en matière d'information; mémorandum d'accord conclu avec au moins un partenaire

3 Mémorandums d'accord signés avec la Fondation Hirondelle (Radio Okapi), Afropop (programme radiophonique à diffusion mondiale) et la Fondation pour les Nations Unies (campagne du soixantième anniversaire des opérations de maintien de la paix)

Maintien en activité du Centre de situation
24 heures par jour, 7 jours par semaine

Oui Le Centre de situation est resté en activité 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Les principaux services et produits qu'il a fournis lors de la période considérée sont les suivants : suivi des faits importants survenus au quotidien dans le cadre des opérations de maintien de la paix et dans d'autres domaines d'intérêt; présentation en temps utile de rapports fiables sur ces faits; facilitation de services de points de contact et d'interventions en cas de crise; liaison avec des partenaires extérieurs, tels que l'OTAN, l'Union européenne et l'Union africaine, particulièrement en situation de crise; appui technique aux centres d'opérations conjoints et aux centres d'analyse militaire conjointe, notamment un examen consultatif des politiques et directives des deux types de centres; élaboration de bases de données et d'autres instruments de suivi des incidents survenant dans le cadre des opérations de maintien de la paix; et tenue à jour de statistiques sur les décès survenus dans les missions.

Synthèse journalière et rapports spéciaux sur les situations opérationnelles et de crise

Oui Le Centre de situation a établi 251 notes d'information quotidiennes à distribuer à l'interne, au sein des Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions, et à l'extérieur, au sein du Secrétariat; 114 rapports succincts ou communications actualisées sur les faits importants survenus dans le cadre des opérations de maintien de la paix; 30 exposés hebdomadaires sur la situation opérationnelle à l'intention du personnel des Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions ainsi que des pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police; rapports spéciaux établis lors de crises survenues en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, où sont déployées des opérations de maintien de la paix des Nations Unies; rapports analytiques; 20 communications actualisées (dont 5 spéciales) de profils de pays sur des faits ayant touché aux opérations de maintien de la paix en Afrique, et 38 points opérationnels sur l'évolution de la situation concernant les opérations au Secrétaire général.

2. Bureau des opérations

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Présentation au Conseil de sécurité de 45 rapports du Secrétaire général sur des questions de fond pluridimensionnelles	51	Y compris les rapports mensuels sur la situation au Darfour et les rapports demandés par le Conseil de sécurité, qui n'étaient pas prévus	
Rédaction de 65 lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général	52	Lettres sur des questions ayant trait au maintien de la paix	
Élaboration de 160 notes techniques destinées à aider le Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires à établir des communications à l'intention du Conseil de sécurité	193	Notes destinées à permettre d'établir des communications sur des questions relatives au maintien de la paix	
Tenue de 25 consultations avec des pays fournisseurs de contingents	31	Consultations	
Présentation devant le Conseil de sécurité de 45 exposés oraux sur les questions de maintien de la paix	47	Exposés oraux présentés en réponse aux demandes du Conseil de sécurité	
Établissement de 51 notes d'information hebdomadaires sur les opérations de maintien de la paix à l'intention du Conseil de sécurité	51	Notes d'information hebdomadaires	
Fourniture d'informations générales et de conseils sur les questions de maintien de la paix à l'Assemblée générale et à ses divers organes	Oui	Réponses, informations et rapports communiqués au Comité spécial des opérations de maintien de la paix, à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au Bureau des services de contrôle interne, au Corps commun d'inspection et au Comité des commissaires aux comptes	
Fourniture de conseils sur les questions de maintien de la paix aux missions permanentes des États Membres auprès de l'Organisation, aux organismes des Nations Unies, aux institutions de Bretton Woods, aux organismes internationaux et régionaux qui s'occupent de la gouvernance et de la sécurité et aux ONG	Oui	Avis fournis aux États Membres, au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, au PNUD, au HCR, à l'UNOPS, à l'UNICEF, au Programme alimentaire mondial, à la Banque mondiale, au FMI, à l'Union africaine, à la CEDEAO, à l'Union européenne, à l'OTAN, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, aux ONG et aux agences de presse sur les opérations de maintien de la paix en cours ou projetées, sur l'exécution des mandats, sur les mesures d'intégration et les besoins opérationnels	

Réalisation escomptée 2 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Planification intégrée des opérations de maintien de la paix dont la création ou la modification est envisagée	Oui	Planification intégrée pour la MINUS, la MINUAD, la MONUC, le BINUB, l'ONUCI, la MANUA, la MINUSTAH, la MINUK et la MINURCAT
Définition de concepts d'opérations intégrés pour les opérations de maintien de la paix dont la création ou la modification est envisagée	2	Exercices de planification intégrée pour les opérations de la MINUAD et de la MINURCAT
Réalisation d'évaluations globales ou ciblées en vue de la création ou de la modification d'opérations de maintien de la paix	61	Évaluations globales ou ciblées, y compris la planification d'opérations et des voyages vers des sites de missions

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils à 18 opérations de maintien de la paix en ce qui concerne des questions stratégiques, décisionnelles, politiques et opérationnelles	Oui	Conseils fournis à 17 missions de maintien de la paix et à 3 missions politiques spéciales, sous forme de 1 761 directives officielles concernant les orientations, les questions politiques et opérationnelles, et la gestion des situations de crise, et de directives concernant les opérations et les procédures afin d'aider le personnel à s'acquitter de ses fonctions (par exemple, directives du Représentant spécial du Secrétaire général) et de faciliter les activités des missions
Coordination de 14 équipes spéciales et groupes de travail, en collaboration avec des partenaires internes et externes, dans le cas d'opérations de maintien de la paix complexes et multisectorielles	12	Coordination d'équipes spéciales et création de groupes de travail pour la MINUL, la MONUC, l'ONUCI (groupes de travail hebdomadaires intégrés); le BINUB, le BINUSIL (groupe de travail intégré sur les bureaux); groupes de travail pour la MINUEE et la MINUS; groupe de travail pour la MINUAD; groupe de travail pour la MINURCAT; groupe de travail de l'équipe spéciale interdépartementale pour la FINUL; équipe spéciale interdépartementale pour la MINUT; groupe de planification du groupe d'étude intégré pour la MINUSTAH, et groupe de travail de la planification prospective de la MINUK

Conclusion d'accords de coopération institutionnelle ou d'appui opérationnel avec des organisations régionales en vue d'adopter une démarche commune en matière de prévention des crises et de réaction à ces dernières

Non La priorité a été donnée au renforcement d'accords préexistants avec l'Union européenne et l'Union africaine. Toutefois, un programme de partenariat et de travail liant les Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions et le PNUD a été conclu en juillet 2008 entre le Département des opérations de maintien de la paix et le PNUD pour améliorer la gestion des crises et la coordination en cas de crise. En outre, le 23 septembre 2008, la Déclaration de coopération entre les secrétariats de l'ONU et de l'OTAN a été signée par les Secrétaires généraux de l'une et l'autre organisations.

Apport de conseils et d'un soutien opérationnel à l'Union africaine afin de renforcer sa capacité de planification et de gestion à court et à long terme des opérations de maintien de la paix

Oui Apport à la Force africaine d'intervention de conseils et d'un soutien opérationnel sur des questions de doctrine et de politique des opérations et sur leur mise en œuvre, ainsi que sur les besoins de formation; coordination et organisation d'une série de stages de formation destinés aux hauts responsables africains potentiels de missions, en partenariat avec des bailleurs de fonds intéressés; présidence du sous-groupe de l'architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine; participation aux réunions du centre africain d'échanges du Groupe des Huit (Addis-Abeba et Tokyo) sur le renforcement des capacités de l'Union africaine; participation aux réunions de coordination sur la mise en place du système d'alerte rapide à l'échelle du continent; participation aux activités de planification, de gestion et de soutien logistique pour renforcer les capacités régionales de l'Union africaine, et facilitation d'une étude aux fins d'une révision de la structure de la Division d'appui aux opérations de paix de l'Union africaine

3. Bureau des affaires militaires

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils aux États Membres, aux organisations régionales ou internationales, aux organismes des	Oui	Conseils fournis aux États Membres grâce à des échanges quotidiens avec les conseillers

Nations Unies et à d'autres entités participant au maintien de la paix sur les aspects militaires des négociations, accords et opérations de paix, notamment la planification stratégique et opérationnelle, et sur la mise en œuvre des volets militaires des opérations

59 analyses stratégiques et rapports d'évaluation portant sur les grands changements opérationnels survenus dans les missions de maintien de la paix

41 réunions privées organisées (à la demande du Conseil de sécurité) et réunions officieuses avec les pays qui fournissent des contingents visant à examiner les éléments nouveaux, les évolutions prévues et les modifications des mandats des missions de maintien de la paix

Concepts d'opérations pour les composantes militaires de toutes les opérations de maintien de la paix qu'il est envisagé de créer ou de modifier

20 réunions de coordination avec des entités participant au maintien de la paix, tels que l'OTAN, l'Union européenne, la Brigade d'intervention rapide des forces en attente des Nations Unies, la CEDEAO et l'Union africaine, visant à renforcer la coopération

Participation, avec des représentants d'organisations régionales, de centres de prospective et de centres de réflexion, à 15 séminaires sur l'utilisation de la puissance militaire dans les opérations de maintien de la paix

militaires (ou avec les fonctionnaires chargés du maintien de la paix), des missions permanentes et à la coordination hebdomadaire des visites effectuées dans toutes les missions par les délégations militaires

21 Séances d'information sur des thèmes donnés organisées à l'intention des conseillers militaires, des conseillers pour les questions de police et des délégations militaires

43 Analyses stratégiques et rapports d'évaluation portant sur les grands changements opérationnels survenus dans toutes les missions dans le domaine du maintien de la paix

21 Réunions privées et réunions officieuses

Le nombre inférieur de produits exécutés s'explique par le regroupement des réunions tenues avec les pays fournisseurs de contingents, l'augmentation du nombre de réunions tenues avec les conseillers militaires et les conseillers pour les questions de police ainsi que par des entretiens directs avec le Conseiller militaire.

Oui Les concepts des opérations de la composante militaire de la MANUA, de la MINUSTAH, de la MINURSO, de la MINUS, de la MINUAD, de la FNUOD, de la MONUG, de l'ONUCI, de la MINURCAT et de la MINUEE ont été modifiés.

14 Réunions de coordination avec l'OTAN, la Brigade d'intervention rapide des forces en attente des Nations Unies, l'Union européenne, l'Union africaine et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. La mise en place du Bureau d'appui à la Commission de l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité a réduit la nécessité de tenir des réunions de coordination.

8 Séminaires mis sur pied par des organisations partenaires, comme la réunion d'experts sur le maintien de la paix dans le cadre du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, le Programme canadien de recherche sur la sécurité nationale, le Royal College of Defence Studies (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et le Global Public Policy Institute (Suisse)

	Le nombre inférieur de produits exécutés s'explique par une plus grande attention accordée aux visites dans des pays fournissant des contingents depuis peu.
Révision de l'édition de 1998 du tableau de dotations du Système de forces et moyens en attente des Nations Unies	Non La révision de l'édition de 1998 du tableau a été retardée pour pouvoir y inclure les contributions du Groupe de travail de 2008 sur le matériel appartenant aux contingents, réuni en février 2008. La révision a été achevée en décembre 2008.
Révision de la publication sur le processus de planification des opérations militaires, parue en 2001	Non Par manque de personnel, le candidat retenu ayant décliné l'offre d'engagement La révision devrait être achevée au cours de l'exercice 2009/10.

Réalisation escomptée 2 : Réduction du délai de planification et de déploiement des opérations de maintien de la paix créées en application des résolutions du Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise à jour des bases de données sur le Système de forces et moyens en attente des Nations Unies et la réserve de cadres supérieurs disponibles pour les missions	Oui	Mise à jour quotidienne
50 séances d'information, à l'intention des pays qui fournissent des contingents ou sont susceptibles d'en fournir, sur le Système de forces et moyens en attente des Nations Unies, le niveau d'engagement pour le déploiement rapide et la réserve de cadres supérieurs disponibles pour les missions	57	Séances d'information
4 missions d'évaluation dans des pays fournissant des contingents depuis peu	7	Missions d'évaluation au Burkina Faso, au Burundi, en Italie, au Malawi, en Mauritanie, en République-Unie de Tanzanie et en Uruguay. Le nombre supérieur de produits exécutés s'explique par l'augmentation de la demande d'opérations de maintien de la paix.

Réalisation escomptée 3 : Accroissement de l'efficacité et de l'utilité des efforts déployés pour conduire, gérer et appuyer les opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils stratégiques aux officiers supérieurs des missions et, dans ce cadre, organisation de missions de travail au Siège de l'ONU, si nécessaire	Oui	La conférence annuelle des chefs des composantes militaires des missions s'est déroulée du 4 au 7 septembre 2007 pour examiner des questions spécifiques et particulièrement importantes, telles que les difficultés actuelles rencontrées par les missions de maintien de la paix et l'égalité des sexes dans les opérations de maintien de la paix. Lors de leur visite au Siège, les chefs des composantes militaires ont pu rencontrer des fonctionnaires de l'ONU. Des visites de travail au Siège de l'ONU ont également été organisées pour l'ONUST et la MONUC.
Activités quotidiennes de suivi et de soutien des unités militaires	Oui	L'organisation de visioconférences et l'analyse des rapports disponibles, effectuées périodiquement, ont permis d'assurer un suivi et d'offrir un soutien quotidiennement. Les personnes compétentes ont été consultées, selon les besoins, pour évaluer certaines situations particulières.
Rééquilibrage de la répartition hommes-femmes au sein des contingents, parmi les observateurs militaires et au sein du personnel d'état-major grâce à des demandes expresses adressées aux pays qui fournissent des contingents pour qu'ils proposent des candidates	Oui	Le nombre de femmes au sein des contingents, parmi les observateurs militaires des Nations Unies et au sein du personnel d'état-major dans les missions est passé de 1 411 en juillet 2007 à 1 640 en juillet 2008 (soit une augmentation de 16,22 %). Le nombre de femmes parmi les observateurs militaires des Nations Unies est passé de 90 à 92 (soit une augmentation de 2,2 %), celui des femmes officiers d'état-major est passé de 29 à 35 (soit une augmentation de 20,6 %) et celui des femmes au sein des contingents est passé de 1 292 à 1 513 (soit une augmentation de 17,1 %).
Gestion et administration des déploiements, relèves et rapatriements individuels ou collectifs 10 séances d'orientation préalables au déploiement et séances d'information postérieures à l'affectation à l'intention des officiers supérieurs	Oui	Le déploiement, la relève et le rapatriement de 2 860 individus et contingents ont été gérés. 10 Séances d'information sur les relations entre les opérations humanitaires et les opérations militaires organisées à l'intention des officiers supérieurs nouvellement arrivés ou démobilisés

17 visites d'inspection avant déploiement liées à la poursuite de la mise en place et de la modification d'opérations de maintien de la paix

Révision des directives à l'intention du commandant de la force pour 7 missions en cours

2 réunions de coopération intermissions et
1 conférence des chefs des composantes militaires des missions

29 Le nombre supérieur de produits exécutés s'explique par l'augmentation constante de la demande d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Oui Une directive standard à l'intention des commandants des forces a été approuvée et publiée, le 27 juin 2008, par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

2 Réunions de coopération intermissions entre les chefs des composantes militaires de la FNUOD, de l'ONUST et de la FINUL et les chefs des composantes militaires de la MINUL, de l'ONUCI et du BINUSIL tenues, respectivement, en septembre 2007 et juin 2008

1 Conférence des chefs des composantes militaires des missions (du 4 au 7 septembre 2007)

4. Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Division de la police		
Conseils à l'intention des organismes, départements, fonds et programmes des Nations Unies, des organes délibérants des Nations Unies et des États Membres, sur les politiques et procédures relatives à la police des Nations Unies	Oui	53 visites consultatives et techniques effectuées dans des pays fournisseurs de forces de police et 24 exposés présentés au Conseil de sécurité et aux pays fournissant des forces de police sur les aspects des opérations de maintien de la paix concernant la police
		Formation préalable au déploiement assurée pour le personnel de police de 12 États
Conseils sur les questions de maintien de l'ordre pendant la négociation d'accords de paix	Non	Aucune demande d'assistance aux pourparlers de paix n'a été reçue pendant l'exercice.
Élaboration et adoption de cinq concepts d'opérations pour les composantes de police des opérations de maintien de la paix, qui seront intégrés notamment dans les rapports présentés au Conseil de sécurité par le Secrétaire général	5	Les concepts d'opérations pour les composantes de police ont été rédigés et révisés pour 4 missions de maintien de la paix (MINUT, MINUAD, MONUC et MINURCAT) et le BINUB.

Conseils sur les questions de maintien de l'ordre abordées dans 25 rapports du Secrétaire général et dans les résolutions et autres textes du Conseil de sécurité et d'autres organes délibérants des Nations Unies

Distribution à tous les pays fournissant des effectifs de police de deux directives relatives au déploiement d'agents de la police des Nations Unies, y compris les membres d'unités de police constituées, dans les opérations de maintien de la paix

10 voyages effectués dans des pays fournissant des effectifs de police pour les conseiller sur leurs mécanismes de sélection aux fins de la préparation, du déploiement et de la formation des agents de la police des Nations Unies, y compris les membres d'unités de police constituées

Participation à 15 séminaires, ateliers ou conférences sur le maintien de l'ordre, l'état de droit et des aspects connexes des opérations de paix avec d'autres départements, organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des États Membres, des établissements universitaires ou des organisations non gouvernementales

Organisation de cinq réunions avec des pays fournissant des effectifs de police, sur des questions de politique générale, les activités de la Division de la police, la force de police permanente des Nations Unies et des questions transversales liées au maintien de l'ordre qui se posent dans les opérations de paix

Organisation de 19 réunions de pays fournissant des effectifs de police portant sur les composantes de police de 13 missions de maintien de la paix (MINUSTAH, MINUL, MINUS, MINUT, MINURSO, BINUSIL, MONUC, ONUCI, MINUK, MANUA, UNFICYP, MONUG et ONUB)

30 Rapports du Secrétaire général donnant des conseils sur les questions de maintien de l'ordre touchant 8 opérations (BINUSIL, MINURCAT, MINUSTAH, MINUAD, MINUS, MINUK, MINUT et MINUL)

2 Les directives relatives au déploiement d'agents de police, y compris les membres d'unités de police constituées, ont été élaborées pour la MINUAD et la MINUS et distribuées aux pays fournisseurs d'effectifs de police.

11 Visites à des pays fournisseurs d'effectifs de police (Bangladesh, Chine, Égypte, El Salvador, Inde, Indonésie, Japon, Jordanie, Népal, Tadjikistan et Turquie)

23 Les séminaires, conférences et ateliers sur la sécurité, notamment la police et le maintien de l'ordre, ont été coordonnés et organisés conjointement avec l'Australie (1), la Chine (1), le Danemark (1), les États-Unis (2), l'Inde (1), la Turquie (1), l'Union africaine (2), le Centre d'excellence pour les unités de police de stabilité (3), l'Union européenne (3), Interpol (1), l'Université de Princeton (New Jersey) (1), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime(1) et le Siège de l'Organisation des Nations Unies (5).

7 Réunions

5 réunions et séances d'information consacrées à la police et au maintien de l'ordre dans le cadre des opérations de maintien de la paix ont été organisées par le groupe de travail à l'intention des pays fournissant des effectifs de police et du Groupe des conseillers militaires et conseillers pour les questions de police.

2 réunions portant sur la Force de police permanente ont été organisées à l'intention des pays fournissant des effectifs de police pour faire le point sur les opérations et le recrutement.

19 Réunions des pays fournissant des effectifs de police consacrées à chacune des missions suivantes : MANUA, UNFICYP, BINUSIL, MINUT, MINUL, MONUC, MINURSO, MINUK, MONUG, MINUSTAH, ONUCI, ONUB, MINUS, MINURCAT (2), MINUNEP et MINUAD (3).

Service de la lutte antimines

10 réunions d'information à l'intention de 25 États Membres et 10 à l'intention d'un État Membre sur la lutte antimines et les restes explosifs de guerre

Participation à quatre rencontres internationales sur la lutte antimines et les restes explosifs de guerre, éventuellement avec présentation d'un exposé

- 16 Les réunions d'information et exposés ont été organisés à l'intention de plusieurs États Membres : 4 pour le Groupe d'appui à la lutte antimines (plus de 20 pays donateurs); 3 dans le cadre des réunions régionales portant sur la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Convention sur les armes inhumaines); 3 lors des réunions du Groupe d'experts gouvernementaux des États parties à la Convention sur les armes inhumaines; 5 dans le cadre des réunions régionales du processus d'Oslo et lors du lancement du portefeuille de projets de lutte antimines pour 2008.
- 18 Séances d'information individuelles à l'intention d'États Membres : 6 séances organisées à l'intention des représentants du Canada, de la Croatie, de l'Égypte, de l'Italie, de la Slovénie et du Tchad, dans le cadre de la réunion annuelle sur la lutte antimines; 8 séances organisées pendant les tournées de sensibilisation et de mobilisation des ressources effectuées dans les capitales des pays donateurs (Canberra, Copenhague, Dublin, Londres, Stockholm, Tokyo et Wellington); et 4 séances organisées lors de 3 missions effectuées par de hauts responsables en Afghanistan, au Liban, en République démocratique du Congo et au Soudan
- 18 Participation aux rencontres internationales suivantes, éventuellement avec présentation d'un exposé : réunion des États parties à la Convention sur les armes inhumaines; 3 réunions régionales consacrées à la promotion de la Convention sur les armes inhumaines; 3 réunions du Groupe d'experts gouvernementaux des États parties à la Convention sur les armes inhumaines; 1 réunion consacrée à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la protection et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, connue sous le nom de Traité d'interdiction des mines antipersonnel; 1 réunion intersessions consacrée au Traité d'interdiction des mines antipersonnel;

Rapport annuel sur les activités du Service de la lutte antimines, y compris les programmes financés en partie au moyen de quotes-parts

Contribution à l'établissement des sections relatives à la lutte antimines dans les rapports du Secrétaire général sur la MONUC, la MINUS, la FINUL, la MINUEE et la MINURSO destinés au Conseil de sécurité

Établissement ou mise à jour, en collaboration avec des organismes des Nations Unies, de plans d'urgence pour 2 opérations de maintien de la paix dont la création est envisagée

Actualisation du site Web sur la lutte antimines (60 000 visites par mois), par incorporation des rapports sur la question, des documents d'information et des données opérationnelles émanant de cinq programmes de lutte antimines exécutés dans le cadre d'opérations de maintien de la paix

Section consultative du droit pénal et des questions judiciaires, Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et Section de la réforme du secteur de la sécurité

Conseils à l'intention des organismes, départements, fonds et programmes des Nations Unies, des organes délibérants des Nations Unies et des États Membres sur les politiques et procédures relatives aux systèmes judiciaires et juridiques, aux systèmes pénitentiaires, au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration ainsi qu'à la réforme du secteur de la sécurité

5 réunions régionales consacrées au Processus d'Oslo; Cérémonies de célébration du dixième anniversaire du Traité à New York, à Ottawa et à Tokyo

Oui Publié en septembre 2008

Oui 11 rapports du Secrétaire général établis sur la MINUS (3), la FINUL (3), la MINUEE (3) et la MINURSO (2) à l'intention du Conseil de sécurité, contiennent des sections relatives à la lutte antimines.

Comme prévu, le rapport du Secrétaire général sur la MONUC ne contenait pas d'information sur la lutte antimines.

2 Plans

Participation à une mission d'évaluation interinstitutions en Somalie et contribution au rapport d'évaluation, qui a été achevé en septembre 2007. Le déploiement au Tchad a été planifié en coordination avec le PNUD et les autorités nationales.

Oui Selon un échantillon de données des états quotidiens du trafic, le site Web est consulté 44 010 à 97 980 fois par mois.

Oui Exposés présentés lors de 4 réunions de haut niveau du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit présidées par la Vice-Secrétaire générale

Des conseils relatifs au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration ont été donnés régulièrement lors des réunions du groupe de travail interinstitutions portant sur le BINUB, la MINUSTAH, la MONUC, l'ONUCI, la MINUS et la MINUAD; 3 réunions par mois (en moyenne) avec des partenaires du système

des Nations Unies ou des États Membres;
8 exposés présentés aux organes délibérants;
14 réunions du groupe de travail
interinstitutions sur le désarmement, la
démobilisation et la réintégration; 4 réunions du
Sous-Groupe de travail sur la réintégration;
réunion des partenaires du Programme
multipays de démobilisation et réinsertion
(11-13 décembre 2007); conférence sur le
désarmement, la démobilisation et la
réintégration à l'intention du commandement
central de l'armée américaine (15 avril 2008).

Des conseils sur les systèmes judiciaires et
juridiques et sur les systèmes pénitentiaires ont
été donnés régulièrement lors des réunions du
groupe de travail interinstitutions sur le BINUB,
la MINUSTAH, la MONUC, l'ONUCI, la
MINUS, la MINURCAT et la MINUAD;
3 réunions mensuelles (en moyenne) avec des
partenaires du système des Nations Unies ou
des États Membres; 3 exposés présentés aux
organes délibérants; 4 réunions de travail du
Groupe de coordination et de conseil sur l'état
de droit; 4 réunions de l'Équipe spéciale
interinstitutions pour la réforme du secteur de la
sécurité; 2 réunions de travail sur le *Handbook
on Lessons from Strengthening and Reform of
Criminal Justice within Post-Conflict and
Transitional States* financées par l'Institut
américain pour la paix et l'Office des Nations
Unies contre la drogue et le crime; le Haut-
Commissariat aux droits de l'homme a reçu des
conseils sur l'élaboration des instruments de
l'état de droit; 1 réunion de travail sur la
responsabilité pénale des fonctionnaires de
l'Organisation des Nations Unies et des experts
en mission; 10 réunions sur la responsabilité de
protéger; 5 réunions sur l'élaboration d'une
directive sur la détention provisoire dans le
cadre des opérations de maintien de la paix des
Nations Unies; 2 stages de formation à
l'intention de la Force de police permanente des
Nations Unies. Organisation de la première
réunion officielle de pays fournissant du
personnel pénitentiaire.

Des conseils sur la réforme du secteur de la
sécurité ont été donnés régulièrement lors des
réunions de coordination de la mission du
Bureau de l'état de droit et des institutions

Participation à six séminaires, ateliers ou conférences sur la justice, les systèmes pénitentiaires, les aspects des opérations de maintien de la paix relatifs au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration et à la réforme du secteur de la sécurité, avec d'autres départements, fonds et programmes des Nations Unies, des États Membres, des établissements universitaires et des organisations non gouvernementales

chargées de la sécurité; réunions avec l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité au niveau des principaux responsables (3) et au niveau opérationnel (une par mois en moyenne); 3 réunions par mois (en moyenne) avec des partenaires du système des Nations Unies ou des États Membres; 2 réunions (ONG) internationales sur la réforme du secteur de la sécurité; 1 séminaire inaugural des institutions des Nations Unies sur la réforme du secteur de la sécurité, dirigé par le Département des opérations de maintien de la paix, en présence de représentants de plus d'une dizaine de missions et de bureaux de terrain, de membres de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme de la sécurité et de représentants de l'Union africaine; présentation d'exposés sur la réforme du secteur de la sécurité et sur des questions connexes telles que l'égalité des sexes lors de 4 conférences et séminaires (Genève, La Haye, Paris et Washington); 5 séances d'information sur la réforme du secteur de la sécurité à l'intention des États Membres et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

19 Séminaires, ateliers, conférences et réunions

Séminaire : évaluation sur une année de l'application des normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration (26 et 27 mai 2008); retraite annuelle du Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration (28-30 mai 2008); un cours sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration a été dispensé au Center for Stabilization and Reconstruction Studies, (30 mars-2 avril 2008); réunion du groupe de travail d'experts sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration et sur la réforme du secteur de la sécurité (27 avril 2008).

Participation à 2 séminaires sur le renforcement de la justice et de l'état de droit : retraite au niveau opérationnel du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit (juin 2008); tenue d'une réunion au Royaume-Uni sur le relèvement rapide, notamment sur les capacités civiles (juin 2008)

Participation à un séminaire sur le renforcement des systèmes pénitentiaires et à un autre à l'issue d'un conflit, en mai 2008 au Ghana

En collaboration avec le Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité, participation à des réunions avec le Conseil consultatif de l'International Network to Promote Rule of Law, le United States Institute of Peace, le Centre Stimson et les partenaires du Service de la lutte antimines à Washington (mai 2008)

Organisation et coprésidence à la MINUT, avec le Chef de la Section de la réforme du secteur de la sécurité, d'une réunion d'information sur les opérations au Timor-Leste destinée aux États Membres et aux organismes des Nations Unies; organisation à Brindisi (Italie) du séminaire inaugural interinstitutions sur la réforme du secteur de la sécurité; exposés présentés lors de 4 conférences et séminaires sur la réforme et les questions connexes telles que l'égalité des sexes (Genève, La Haye, Paris et Washington); 5 réunions d'information sur la réforme du secteur de la sécurité à l'intention des États Membres et du Conseil de sécurité

Ce chiffre plus élevé que prévu est essentiellement dû au fait qu'il a fallu participer à un certain nombre de manifestations qui n'étaient pas prévues, en particulier dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, ainsi qu'aux réunions sur la création du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, organisées pour renforcer la coopération avec les partenaires ainsi que pour établir le rapport du Secrétaire général sur la réforme du secteur de la sécurité et le présenter aux États Membres.

Examen effectué par le Bureau du Sous-Secrétaire général de 30 plans de mission pour les composantes d'appui droit et système judiciaire, secteur pénitentiaire et réforme du secteur de la sécurité d'opérations de paix

- 24 Les documents de réflexion, rapports et analyses ont été examinés (beaucoup de composantes n'ont pas de plan à proprement parler), notamment par le biais de visites consacrées à l'observation des activités opérationnelles sur le terrain.

Les documents et outils liés aux procédures d'examen, à la planification et aux résultats, y compris les conclusions et les recommandations contenues dans les rapports des missions d'évaluation technique, ont été examinés par le

	Bureau du Sous-Secrétaire général pour faire le point des composantes policières, judiciaires et pénitentiaires de la MINURCAT, de la MINUSTAH, de la MINUS, de la MINUT, de la MINUAD et de la MANUA. Les composantes désarmement, démobilisation et réintégration de la MINUS, de la MINUAD et de la MINUSTAH ont également fait l'objet d'un examen, de même que les composantes réforme du secteur de la sécurité de la MINUS, de la MINUT et de la MONUC.
Participation à cinq ateliers, séminaires ou conférences sur l'état de droit et la sécurité	8 Ateliers, conférences ou séminaires sur l'état de droit et la sécurité à Brindisi (Italie), Genève, La Haye, Lisbonne, Paris (2), Tokyo et Washington
10 réunions d'information sur l'état de droit et les institutions chargées de la sécurité à l'intention des hauts fonctionnaires de départements, de fonds, d'organismes et de programmes des Nations Unies, d'États Membres et d'autres entités	18 Séances d'information, dont 15 à l'intention des États Membres (Allemagne, Canada, Chine, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Guatemala, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Pakistan, Royaume-Uni, Sénégal et Singapour); 3 réunions d'information à l'intention des hauts fonctionnaires de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
Publication d'un rapport du Secrétaire général sur la réforme du secteur de la sécurité	Oui Le rapport du Secrétaire général sur la réforme du secteur de la sécurité (A/62/659-S/2008/39) a été publié le 23 janvier 2008.

Réalisation escomptée 2 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Produits prévus		

Division de la police

30 réunions d'information à l'intention des États Membres sur les questions de police dans les opérations de maintien de la paix et les impératifs particuliers du déploiement rapide de personnel de police très qualifié	15 Réunions et séances d'information dont 13 avec des pays fournisseurs de forces de police consacrées au déploiement rapide des composantes de police, y compris les unités de police constituées
	2 réunions portant sur la Force de police permanente

50 voyages dans des pays fournissant des effectifs de police en vue d'aider à faire passer des examens de sélection aux agents de la Police des Nations Unies déployés individuellement et de mener des évaluations ou des inspections des unités de police constituées

Élaboration par la Force de police permanente des Nations Unies de 3 manuels et de 3 directives à l'intention de la police locale sur les procédures de gestion et d'administration, les procédures opérationnelles et le plan de réforme de la police

Aide à la composante police de deux opérations de maintien de la paix existantes apportée, pendant 3 mois, par l'équipe de la Force de police permanente des Nations Unies, avec le concours de spécialistes (de la formation, de la réforme, des enquêtes et de la communication) et organisation d'activités relatives aux questions pénitentiaires en vue du renforcement des capacités en matière d'application de la législation nationale

Service de la lutte antimines

Exercice d'expérimentation du Cadre de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide avec les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales partenaires

Actualisation du Cadre de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide en fonction des résultats de l'exercice

De grandes réunions mondiales d'information sont organisées généralement tous les trois ou quatre mois à l'intention des États Membres. D'autres réunions peuvent être convoquées si de nouvelles circonstances, survenues au Siège ou sur le terrain, l'imposent. C'est pourquoi le nombre de demandes de réunions d'information officielles ou officieuses émanant d'un État Membre ou d'un groupe de pays – qui ont toutes été prises en considération – n'a pas été aussi élevé que prévu.

53 Voyages dans les pays fournissant des effectifs de police (38 pays anglophones et 15 francophones) pour les aider à sélectionner les membres de la Police des Nations Unies et des unités de police constituées et donner des conseils sur les conditions requises et sur les capacités et les ressources nécessaires. Sur un total de 11 589 candidatures, 3 942 ont été retenues (34 %). Les 7 647 restantes (66 %) ne remplissaient pas les conditions requises.

Oui Élaboration par la Force de police permanente des Nations Unies de 3 directives et de 3 manuels à l'intention de la police locale du Tchad sur les questions de gestion, d'administration et de réforme (mai 2008)

Oui Des membres de l'équipe de la Force de police permanente des Nations Unies ont été déployés, pendant 9 mois à la MINURCAT et 2 mois à la MINUT pour contribuer à la réforme des services locaux de maintien de l'ordre et à la formation du personnel.

Oui L'exercice d'expérimentation a été mené en juin 2008 avec l'appui des organismes des Nations Unies et des ONG partenaires.

Oui Le Cadre de planification a été examiné et des amendements ont été apportés aux mémorandums d'accord créant les conditions favorables, avec le concours de l'UNOPS (décembre 2007) et de l'Agence suédoise de services de secours (janvier 2008).

Section consultative sur le droit pénal et les questions judiciaires

150 entretiens avec des candidats à des postes de gardien de prison sur le terrain

Vérification des qualifications techniques de 200 spécialistes des affaires judiciaires et 50 agents des services pénitentiaires en vue de leur inscription sur les listes de candidats

Élaboration d'un programme visant à trouver des candidats potentiels aux postes de spécialiste des affaires judiciaires et d'agent des services pénitentiaires

170 Entretiens avec des candidats à des postes de gardien de prison qui seront détachés

Plus de 200 Spécialistes des affaires judiciaires agréés

30 Agents des services pénitentiaires agréés

Le nombre de spécialistes des affaires judiciaires et d'agents des services pénitentiaires ayant les qualifications techniques requises et donc inscrits sur la liste de candidats a augmenté, à tous les niveaux professionnels, passant à 415 pour ceux-là et à 62 pour ceux-ci.

Oui Un projet de programme visant à trouver des candidats potentiels aux postes de spécialiste des affaires judiciaires et d'agent des services pénitentiaires a été finalisé en mars 2008 et soumis au Département de l'appui aux missions en vue d'une application conjointe.

Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

Vérification des qualifications techniques de 200 spécialistes du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

Réalisation d'un exercice de simulation interorganisations concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration

Mise au point d'un programme de formation des hauts responsables à l'intention de spécialistes du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

67 Sur 108 candidats présélectionnés par le Département de l'appui aux missions, seuls 67 ont été retenus. Le nombre de candidats est inférieur aux prévisions en raison d'une présélection moins fructueuse que prévu.

Non Les 16 membres du Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration ont défini d'autres priorités au cours de l'exercice. L'accent a été placé sur l'introduction des normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration et sur leur mise à l'essai sur le terrain.

Oui À cet effet, une aide au développement a été apportée; de hauts responsables ont assisté aux cours dispensés par le Swedish National Defence College et le Norwegian Defence International Centre; le Département des opérations de maintien de la paix a organisé une formation à l'intention des hauts responsables des missions.

Section de la réforme du secteur de la sécurité

1 directive du Département des opérations de maintien de la paix sur la réforme du secteur de la sécurité

Non Cette directive n'a pas été élaborée car il a d'abord fallu établir le rapport du Secrétaire général sur la question (A/62/659-S/2008/39) et attendre que ce rapport soit examiné par le Conseil de sécurité (le 12 mai) puis par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix à sa session de fond de 2008 (voir A/62/19, par.104 à 114). Elle devrait être prête avant la fin de l'exercice 2008/09.

1 étude de consultants externes sur les possibilités de restructuration des capacités de réforme du secteur de la sécurité dans le cadre de la structure intégrée des missions

Non Les consultants devraient remettre leur rapport avant la fin de l'exercice 2008/09. La réforme du secteur de la sécurité est un domaine relativement nouveau ne comptant qu'un petit nombre d'experts qualifiés et très recherchés dans le monde entier.

2 séries de directives concernant l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de réforme du secteur de la sécurité dans les situations d'après conflit

Non Ces directives devraient être élaborées avant la fin de l'exercice 2008/09. Elles n'ont pas pu être mises au point plus tôt car il est très difficile de pourvoir les postes approuvés, la réforme du secteur de la sécurité étant un domaine relativement nouveau qui ne compte qu'un petit nombre d'experts qualifiés et très recherchés dans le monde entier.

Création d'une équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité et appui à cette équipe

Oui L'équipe spéciale a été créée et a tenu des réunions de travail bihebdomadaires et mensuelles. Des réunions des principaux responsables sont tenues tous les trois mois. Le Département des opérations de maintien de la paix a secondé l'équipe spéciale en lui fournissant des services de secrétariat et en coprésidant toutes les réunions de travail et les réunions des principaux responsables. Il a aussi, au nom de l'équipe spéciale, dirigé l'élaboration du plan-programme interinstitutions et du rapport du Secrétaire général sur la réforme du secteur de la sécurité, puis organisé en juin 2008, à Brindisi (Italie), un atelier interinstitutions sur la réforme du secteur de la sécurité, avec le concours d'experts venus de 10 missions différentes et de représentants de l'Union africaine.

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations
Division de la police	
Déploiement initial, relève et prolongation de 15 000 agents de la Police des Nations Unies, y compris des membres d'unités de police constituées, dans 17 opérations de paix, y compris les missions politiques spéciales	Oui Déploiement, relève et gestion, dans 19 missions sur le terrain, de plus de 14 000 agents de la Police des Nations Unies, y compris des membres d'unités de police constituées
Instructions et directives, notamment élaboration de plans détaillés d'exécution des mandats, à l'intention des composantes police des opérations de paix, portant sur le mandat qui leur est confié : se charger provisoirement du maintien de l'ordre, aider les services nationaux de maintien de l'ordre à assurer la sécurité ou aider à renforcer les capacités de ces services	Oui 19 missions sur le terrain ont reçu des directives et des conseils relatifs à la réforme des forces de police nationale, essentiellement par le biais de la politique d'appui à l'agrément des agents de police et autres responsables du maintien de l'ordre et de la politique sur la certification les concernant, qui a été adoptée en mars 2008.
Élaboration des politiques du Département concernant notamment : l'évaluation et le renforcement des capacités des services nationaux de maintien de l'ordre; le recensement, l'enregistrement et l'agrément des responsables du maintien de l'ordre; le maintien de l'ordre à titre intérimaire; les attributions et l'organisation des unités de police constituées; la surveillance policière de proximité et les questions connexes clefs	Oui Politique d'appui à l'agrément des agents de police et autres responsables du maintien de l'ordre adoptée en février 2008; politique d'appui à la certification les concernant adoptée en mars 2008. Au cours de l'exercice, il n'a pas été nécessaire de réaménager les unités de police constituées et les politiques de recensement des forces de police. La politique d'évaluation et de renforcement des capacités des services de maintien de l'ordre n'a pas pu être achevée par manque d'effectifs au niveau de l'encadrement et de la planification et parce que l'essentiel du personnel devait s'employer à fournir un appui direct aux opérations sur le terrain.
5 rapports indépendants, factuels et objectifs sur la situation de l'état de droit dans les pays où des opérations de maintien de la paix sont en place, élaborés à l'aide de l'indicateur de l'état de droit	Non L'élaboration du projet de définition d'un indicateur de l'état de droit a été retardée en raison d'une diminution des contributions des donateurs. Elle a débuté le 1 ^{er} juin 2008. Deux rapports seront établis d'ici à la fin de 2009 et trois de plus sur l'état de droit sont prévus avant la fin de 2011.
Organisation de la conférence annuelle des chefs des composantes police en vue de fournir des orientations et des instructions sur les directives et les politiques et de mettre en commun les enseignements tirés et les pratiques optimales	Oui La Conférence annuelle des chefs des composantes police s'est tenue les 7 et 8 février 2008 avec la participation du BONUCA, de la MONUG, de la MANUA, de l'UNFICYP, de la MINUAD, de la MINUL, de la MINUSTAH, de l'ONUCI, de la MONUC, de la MINUK, du

Visites opérationnelles dans 11 opérations de maintien de la paix (MINUSTAH, MINUL, MINUS, MINUT, MINURSO, MONUC, ONUCI, MINUK, UNFICYP, MONUG et ONUB) en vue de conseiller et d'aider la composante police

8 séances d'orientation préalables au déploiement et séances d'information après la nomination à l'intention des chefs des composantes police des opérations de paix

Participation à 4 ateliers ou séminaires de formation préalables au déploiement à l'intention de la Police des Nations Unies et des unités de police constituées

Service de la lutte antimines

Prestation de conseils et approbation des plans de travail pour 5 programmes de lutte antimines (MONUC, MINUS, FINUL, MINUEE et MINURSO)

Évaluations et recommandations semestrielles concernant l'efficacité des programmes de lutte antimines de 5 missions (MONUC, MINUS, FINUL, MINUEE et MINURSO), y compris une mission technique annuelle et un examen annuel des mémorandums d'accord conclus avec les pays fournissant à la fois des contingents et des ressources pour la lutte antimines

Incorporation dans le portefeuille de l'ONU pour la lutte antimines de propositions de projets dans le cadre de 5 programmes (MONUC, MINUS, FINUL, MINUEE et MINURSO)

BINUB et de la MINUT pour procéder à un échange de vues et de pratiques optimales se rapportant aux missions.

- 19 Visites dans les missions (BINUB, MINURCAT (2), MONUC, MINUT (4), BINUSIL (2), MINURSO, MINUSTAH (5), MINUNEP, ONUCI (2), MINUS (2), MINUAD, MINUK (2) et MINUL). (Les visites ayant été effectuées par ordre de priorité en fonction des besoins des missions sur le terrain, il n'a pas été jugé utile de se rendre à l'UNFICYP.)

Le nombre est plus élevé que prévu du fait des besoins opérationnels des nouvelles missions et de l'expansion de la composante police des missions déjà en place.

- 6 Les chefs de la police et les conseillers de police hors classe de la MINUSTAH, de la MINUK, de la MONUG, de la MINUL, de la MINUT et de la MINUS ont suivi une séance d'orientation avant d'être déployés ou une séance d'information après leur affectation.
- 5 Les séances, séminaires et ateliers de formation préalables au déploiement ont été organisés au Ghana (2), en Italie (2) et au Soudan.

- 4 Prestation de conseils et approbation de 4 plans de travail (MONUC, MINUS, FINUL et MINUEE). Au 30 juin 2008, la MINURSO, qui venait d'être dotée de moyens de lutte antimines, n'avait pas encore de plan de travail définitif.

- 5 Évaluations des programmes de lutte antimines de la MONUC, de la MINUS, de la FINUL, de la MINUEE et de la MINURSO, y compris des analyses et des examens réguliers (trimestriels)
- 4 Missions techniques annuelles à la MONUC, la MINUS, la FINUL et la MINUEE

La MINURSO n'a pas fait l'objet d'une mission technique car son programme de lutte antimines venait d'être mis en place.

- 4 Les propositions de projets établies par la MONUC, la MINUS, la FINUL et la MINUEE ont été incorporées au portefeuille de 2008 pour la lutte antimines; son programme de lutte antimines étant de création récente, la

Examen annuel des missions techniques portant sur les pratiques exemplaires et les enseignements tirés de l'expérience, et établissement et affichage électronique des plans de travail de 5 missions (MONUC, MINUS, FINUL, MINUEE et MINURSO)

Formation des formateurs, fourniture de supports et assistance technique en vue de séances d'information sur la gestion de la sécurité en présence de mines en collaboration avec des organismes des Nations Unies, dans 5 zones de mission

Section consultative sur le droit pénal et les questions judiciaires, Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et Section de la réforme du secteur de la sécurité

Organisation de la conférence annuelle des chefs des composantes judiciaires et pénitentiaires afin de proposer une formation et des conseils concernant les politiques et directives et de mettre en commun les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques de référence

Visites dans 5 opérations de maintien de la paix (MINUSTAH, MINUL, MINUT, MONUC et ONUCI) en vue de conseiller et d'aider les composantes judiciaires et pénitentiaires

MINURSO n'avait pas encore le personnel voulu pour soumettre une proposition.

Oui La création d'un système récapitulatif (base de données) des recommandations a permis de systématiser, pour 5 missions, y compris la MINURSO, le suivi de leurs enseignements tirés de l'expérience et, dans une certaine mesure, de leurs pratiques optimales.

Tous les plans de travail se rapportant au programme de lutte antimines ont été incorporés dans le portefeuille de projets de lutte antimines, qui est affiché sur le réseau électronique d'information sur la lutte antimines.

Oui Prestation d'une assistance technique en matière de sécurité et organisation de séances d'orientation à la FINUL, à la MINUEE, à la MINUNEP, à la MINURSO et à la MONUC. Le Service de la lutte antimines a financé la réalisation d'un CD-ROM, qui permet de diffuser des consignes et des supports de formation professionnelle.

Non Un atelier de formation au travail de l'administration pénitentiaire, qui a réuni des experts de la MINUSTAH, de la MONUC, de l'ONUCI, de la MANUA, de la MINUL, de la MINUS et du BINUSIL, s'est tenu à Accra en mai 2008.

(Pour des raisons opérationnelles, la conférence annuelle des chefs des composantes judiciaires et pénitentiaires s'est tenue en septembre 2008, au Siège de l'ONU.)

- 4 Visites opérationnelles à la MINURCAT, à la MINUSTAH, à la MINUS et à la MINUT en vue de conseiller et d'aider les composantes judiciaires
- 5 Visites opérationnelles à la MINURCAT, à la MINUSTAH, à la MINUL, à la MINUS et à la MINUT en vue de conseiller et d'aider les composantes pénitentiaires

Diffusion auprès de toutes les opérations de maintien de la paix de nouvelles directives concernant les domaines suivants : désarmement, démobilisation et réintégration, état de droit et réforme du secteur de la sécurité

Non Les travaux sur le nouveau module des normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration, visant principalement à établir un lien avec la réforme du secteur de la sécurité, ont été reportés jusqu'à la publication, le 23 janvier 2008, du rapport du Secrétaire général sur la réforme du secteur de la sécurité (A/62/659-S/2008/39). Ce module devrait être publié en mai 2009. L'élaboration des politiques sur la réforme du secteur de la sécurité a pris du retard car il a fallu attendre que le rapport du Secrétaire général sur la question soit publié, puis examiné par le Conseil de sécurité (le 12 mai 2008) et par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix à sa session de fond de 2008 (voir A/62/19, par. 104 à 114).

Les directives sur la réforme du secteur de la sécurité devraient être élaborées avant la fin de l'exercice 2008/09. Des directives portant sur les domaines relevant de l'état de droit devraient être finalisées au début de 2009, à l'issue d'entretiens avec le nouveau Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix sur le contexte et la portée de ces directives.

Établissement de rapports types afin d'aider les missions à mieux rendre compte des questions relatives à l'appareil judiciaire et pénitentiaire

Non Un projet type de rapport trimestriel a été élaboré en février 2008. En juillet 2008, les services d'un consultant ont été retenus pour mener à bonne fin l'élaboration des rapports types (mensuels, trimestriels et spéciaux) et d'un modèle de plan de travail. Les rapports types seront arrêtés définitivement au cours de l'exercice 2008/09, après avis des représentants des missions.

Mise au point de méthodes afin de permettre au Siège d'examiner les activités des composantes judiciaires et pénitentiaires des missions

Non Un consultant a été recruté en juillet 2008 pour mettre au point des méthodes permettant d'examiner les activités des composantes judiciaires et pénitentiaires des opérations de maintien de la paix. Ces méthodes seront arrêtées définitivement au cours de l'exercice 2008/09, après avis des représentants des missions.

Mise à jour du Guide de l'appui au système pénitentiaire

Non La mise à jour du Guide de l'appui au système pénitentiaire est prévue pour l'exercice 2008/09, puisque les consultations avec les représentants des missions sur le projet de table des matières n'ont pas pu s'achever avant le 30 juin 2008.

Visites d'évaluation des besoins dans les missions de maintien de la paix et formulation d'avis thématiques autorisés dans les domaines suivants : désarmement, démobilisation et réintégration, et réforme du secteur de la sécurité

Note d'information du Département sur les liens entre le désarmement, la démobilisation et la réintégration et la réforme du secteur de la sécurité

2 visites en Europe afin de trouver des partenaires et de travailler avec eux dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité (Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris et Ministère britannique du développement international à Londres)

3 Visites d'évaluation des besoins à l'ONUCI (février 2008), à la MINUS (février 2008) et à la MINUAD (juin 2008) en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Compte tenu de la difficulté à trouver des candidats qualifiés pour les postes attribués à la réforme du secteur de la sécurité, il n'a pas été jugé utile d'effectuer une visite d'évaluation dans ce domaine.

Non L'élaboration du module des normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration, ainsi que de la réforme du secteur de la sécurité a été reportée jusqu'à la publication, le 23 janvier 2008, du rapport du Secrétaire général sur la réforme du secteur de la sécurité. Les questions qu'il était prévu d'aborder dans le document directif seront prises en compte dans le module, qui sera publié en mai 2009.

5 Participation à 2 réunions du Groupe de travail sur les pratiques des donateurs (Organisation de coopération et de développement économiques/ Comité d'aide au développement), avec présentation d'exposés sur la réforme du secteur de la sécurité

Établissement de contacts réguliers avec le Ministère du développement international (Royaume-Uni), et tenue de 3 réunions avec le personnel du Ministère au Siège de l'ONU et à Londres à la fin de 2007 et au milieu de 2008

5. Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> <i>Observations</i>
Il ressort d'une enquête réalisée auprès des représentants spéciaux du Secrétaire général avant la conférence de 2008 des chefs de mission que la qualité et la ponctualité de l'appui fourni par le Département sont considérées comme « bonnes » dans 80 % des cas.	Non Une enquête sur l'ensemble des activités d'appui aux missions du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions a été réalisée en mai 2008 à l'occasion de la conférence de 2008 des chefs de mission. S'agissant des 12 questionnaires dûment remplis qui ont été reçus, le taux de satisfaction moyen était de 68 %. Le taux de satisfaction le plus élevé a été de 80 %.

Le nouveau site intranet sur les politiques et procédures du Département est consulté régulièrement par 10 000 membres du personnel des missions.

Les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales dans les domaines du VIH/sida, de l'égalité des sexes et de la protection des enfants sont érigés en politiques et procédures dans les missions.

Oui Au cours de la période considérée, le site intranet consacré aux opérations de paix a permis à ses utilisateurs d'accéder à une base de données à l'échelle du système sur les politiques et les pratiques à suivre; plus de 57 093 téléchargements ont été enregistrés et le site a été consulté près de 3 millions de fois.

Oui Des analyses du retour d'expérience en faveur de la prise en compte des questions d'égalité des sexes ont été consacrées à l'appui à l'établissement d'une équipe spéciale pour l'égalité des sexes (ONUCI, septembre 2007), à la réunion annuelle de l'équipe consultative sur l'égalité des sexes (février 2008), à un exercice d'inventaire des charges de travail et des priorités des conseillers pour l'égalité des sexes dans les missions intégrées des Nations Unies (décembre 2007) et à la révision de la durée de l'engagement des spécialistes des questions relatives à l'égalité des sexes et des spécialistes des questions relatives au VIH dans les services intégrés pour les questions relatives au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration (avril 2008) et ont contribué à la mise en place de procédures améliorées et simplifiées afin d'aider les conseillers pour l'égalité des sexes dans les missions sur le terrain, notamment par le biais de la mise sur pied d'une équipe spéciale pour l'égalité des sexes sur le terrain, d'un système de planification des réunions annuelles des conseillers pour l'égalité des sexes et de procédures améliorées pour la hiérarchisation des responsabilités et des tâches des conseillers pour l'égalité des sexes sur le terrain.

Une enquête sur les enseignements tirés de l'expérience des groupes du VIH/sida au sein des missions de maintien de la paix des Nations Unies (mai 2008) a débouché sur une meilleure planification en faveur de ces groupes lors de la mise en route des nouvelles missions ainsi qu'une meilleure conception des programmes de sensibilisation au VIH/sida et de prévention du VIH/sida dans les missions sur le terrain. À la suite du recrutement d'un spécialiste de la protection de l'enfance en janvier 2008, l'élaboration de politiques ayant trait à la protection de l'enfance a commencé avec l'adoption d'une démarche en deux étapes qui

L'ensemble du personnel de maintien de la paix déployé reçoit une formation appropriée fondée sur des supports de formation standard.

Les besoins de formation spécialisée du personnel des Département des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions sont satisfaits par l'application de la stratégie de formation approuvée.

Le Département des opérations de maintien de la paix et les missions prennent des mesures pour combler les lacunes relevées lors des évaluations.

suppose des consultations avec les bureaux sur le terrain et le Siège. Des politiques définitives seront présentées pour approbation aux équipes de direction du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions en février 2009. Une fois que ces politiques auront été approuvées, des procédures fondées sur les pratiques optimales définies et les principes directeurs déjà adoptés, seront élaborées pour le 31 décembre 2009.

Oui Le Service intégré de formation fournit des supports de formation standard aux États Membres et aux institutions de formation partenaires; ces supports sont périodiquement révisés et actualisés à la lumière des changements d'orientation et des faits nouveaux survenant dans le cadre du maintien de la paix, afin de permettre une formation appropriée du personnel de maintien de la paix déployé. Le Service intégré de formation assure en outre régulièrement une formation préalable au déploiement à l'intention du personnel civil de terrain afin de le préparer au déploiement de mission.

Oui Une stratégie globale de formation au maintien de la paix a été approuvée par les équipes de direction du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions en mai 2008. La stratégie prévoit une formation ayant trait à des domaines fonctionnels ou techniques précis qui doivent être décentralisés au profit des bureaux et des groupes du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, du Secrétariat et des bureaux de terrain, afin de renforcer les activités du Service intégré de formation. Conformément à la stratégie, les besoins de formation spécialisée seront établis en fonction des domaines fonctionnels et par des spécialistes, avec l'assistance technique du Service intégré de formation et l'approbation des équipes de direction.

Oui Une fois approuvés par les équipes de direction du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, les rapports d'évaluation sont diffusés au Siège et dans les missions aux fins de suivi; la mise en œuvre des recommandations est revue tous les six mois.

Le Département des opérations de maintien de la paix élabore des directives pour la gestion des partenariats stratégiques.

Bureau du Directeur

Établissement des priorités pour l'évaluation, l'élaboration de politiques et la formation en coordination avec les équipes de direction des départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions.

Oui La note d'information du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions consacrée au dispositif de consolidation de la paix a été approuvée par les équipes de direction en mars 2008 et les documents d'orientation relatifs aux sources de financement des missions au moyen de contributions volontaires ont été rédigés en mars 2008.

Il est prévu que la stratégie du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions relative aux partenariats stratégiques avec le dispositif de consolidation de la paix soit achevée au cours de l'exercice 2008/09.

Oui Évaluation : le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont créé le conseil consultatif pour les évaluations, qui rassemble des fonctionnaires de rang supérieur issus des deux départements. Le rôle du conseil consultatif consiste à conseiller les équipes de direction des deux départements concernant l'allocation des ressources et l'aménagement du temps afin de répondre à leurs besoins. Les recommandations du conseil consultatif sont examinées par les équipes de direction des deux départements, qui déterminent leurs priorités en matière d'évaluation.

Élaboration des politiques : le comité de direction élargi est l'instance de gestion du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions qui examine les politiques et stratégies intersectorielles. Le Groupe des pratiques optimales de maintien de la paix fait office de secrétariat pour le compte du comité de direction élargi et gère le programme d'action des deux départements. Le choix des priorités en matière d'élaboration des politiques est arrêté par ce groupe de gestion à caractère participatif, qui représente la direction des deux départements. Au cours de la période considérée, la priorité a été accordée à l'élaboration des politiques dans la composante appui aux missions (gestion des risques liés aux transports aériens, commissions d'enquête,

gestion des dossiers) ainsi qu'aux domaines intersectoriels (évaluation, autorité, adoption d'une politique en matière de commandement et de contrôle, système de gestion de la sécurité à l'intention du personnel de maintien de la paix en tenue déployé individuellement). Des politiques relatives à des aspects précis ont également été élaborées (agrément pour les responsables de l'application des lois et le personnel des affaires civiles).

Formation : des priorités intersectorielles en matière de formation au maintien de la paix ont été recensées par le biais d'une évaluation des besoins de formation qui a été menée en 2008. En outre, conformément à la stratégie de formation au maintien de la paix, les priorités en matière de formation dans des domaines fonctionnels ou techniques ont été arrêtées par les équipes de direction du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions. Le Service intégré de formation supervise l'ensemble des priorités et des activités relatives à la formation de ces deux départements.

Coordination des activités des sections afin de répondre aux besoins actuels et prévus sur le terrain, en coordination avec les chefs de mission

Oui La coordination a été assurée par le biais de la conférence annuelle des chefs de mission, des stages de formation à l'intention des hauts responsables et des visites périodiques effectuées par les chefs de mission et d'autres cadres de terrain au Siège de l'ONU, ainsi que lors de visites aux missions sur le terrain. Cette coordination a également eu lieu lors des visites d'évaluation aux missions sur le terrain.

Section des pratiques optimales en matière de maintien de la paix

Diffusion dans toutes les opérations de maintien de la paix de 3 nouvelles politiques portant sur les domaines suivants : gestion intégrée des missions, égalité des sexes, VIH/sida, protection des enfants, affaires civiles et pratiques optimales

Oui Les directives à l'intention des conseillers pour l'égalité des sexes et des responsables de la coordination dans ce domaine au sein des opérations de maintien de la paix et portant sur l'intégration d'une dimension sexospécifique dans les activités de la police des Nations Unies ont été publiées le 15 avril 2008 et le 17 juin 2008 respectivement. Les directives sur le rôle et les fonctions des groupes du VIH/sida dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et sur les affaires civiles du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions

Organisation de 3 missions d'évaluation des besoins dans des missions de maintien de la paix et fourniture, à la demande des missions, de conseils techniques spécialisés dans les domaines de l'égalité des sexes, des affaires civiles, de la protection des enfants, des pratiques optimales et du VIH/sida

Création et utilisation sur le terrain de 2 nouveaux réseaux de praticiens permettant aux membres de différentes missions occupant des fonctions analogues de partager leurs connaissances

Publication, en concertation avec les États Membres et avec l'approbation du Secrétaire général adjoint, d'un document de politique générale de haut niveau (doctrine fondamentale) qui définira les principes directeurs des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et remplacera les directives générales de 1995 pour les opérations de maintien de la paix

Présentation de documents d'orientation sur la gestion intégrée des missions aux équipes de direction des missions, notamment une doctrine intégrée et des directives révisées du Représentant spécial du Secrétaire général

ont été publiées le 1^{er} décembre 2007 et le 1^{er} avril 2008 respectivement.

Oui Une mission d'évaluation des besoins en fonction des sexospécificités à l'ONUCI a eu lieu en août/septembre 2007. Une mission d'évaluation des besoins relatifs au VIH/sida ainsi qu'une enquête sur les connaissances, les attitudes et les pratiques en la matière ont été effectuées à la MINUSTAH en mai 2007, et une mission d'évaluation technique auprès de la MINUNEP a eu lieu en décembre 2007.

Des services spécialisés dans les domaines de l'égalité des sexes, de la protection des enfants, du VIH/sida et des affaires civiles ont été fournis sur le terrain de façon permanente. Les conseils dispensés concernaient les orientations budgétaires, la hiérarchisation des activités de programme, les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales.

Oui Deux nouveaux réseaux de praticiens, le réseau de planification (juillet 2007) et le réseau de gestion des approvisionnements en carburants (janvier 2008), ont été lancés au cours de la période considérée. Comptant respectivement 76 et 170 membres, ces deux réseaux mettent en commun dans toutes les missions les compétences et les pratiques optimales acquises.

Oui Les Principes directeurs des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, que l'on désigne également sous le terme de « Doctrine fondamentale », ont été approuvés en janvier 2008 et ont été largement diffusés auprès des partenaires des Nations Unies et des États Membres.

Oui L'intégration des missions a été un élément essentiel d'un certain nombre de documents d'orientation publiés au cours de la période considérée, dont les Principes directeurs des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, le guide pratique pour la mise en train de missions, la politique en matière de commandement et de contrôle et la politique en matière d'affaires civiles ainsi que les supports mis à la disposition des équipes de direction des missions sur le site intranet et par le biais de la formation et des ateliers. La directive révisée du Représentant spécial du Secrétaire général est

Amélioration du site portail intranet du Département en vue de centraliser et de diffuser des directives et instructions dans les missions

en voie d'élaboration et devrait être achevée en décembre 2010.

Non L'amélioration du site portail intranet en vue de centraliser et de diffuser des directives et instructions dans les missions a été retardée du fait des prescriptions supplémentaires applicables aux utilisateurs; elle a toutefois été menée à bien en décembre 2008. D'autres améliorations concernent notamment : la capacité de la base de données sur les politiques et pratiques à traiter des documents multilingues; l'aptitude à afficher des documents selon 3 groupes : orientations, pratiques optimales et autres supports; et enfin, la fonction de recherche sur le site intranet.

Service intégré de formation

3 cours de l'Équipe itinérante des Nations Unies pour l'aide à la formation au maintien de la paix à l'intention des agents en tenue détachés par les États Membres et les organisations régionales

- 1 Un cours de formation des formateurs en Malaisie a rassemblé 40 participants.
Sur les 3 cours de formation des formateurs prévus, un seul a été organisé en raison d'un changement d'orientation stratégique du Service intégré de formation. La stratégie de formation au maintien de la paix, publiée en mai 2008, enjoint au Service intégré de formation de renoncer à la prestation de services en matière de formation et d'agir au niveau stratégique en fixant des normes et en communiquant des directives et des orientations à l'attention des partenaires de la formation au maintien de la paix. Étant donné que la prestation des cours de formation des formateurs ne cadre pas avec la nouvelle stratégie, cette activité a été supprimée. L'appui à la formation fourni aux États Membres par le Service intégré comporte notamment l'apport de normes relatives à la formations préalable au déploiement d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui font actuellement l'objet d'une révision d'ensemble, ainsi que la mise au point de nouveaux matériels didactiques. Ces supports de formation seront mis à la disposition de l'ensemble des États Membres et des établissements de formation au maintien de la paix. De plus, l'appui à la formation apporté aux États Membres et aux établissements de formation au maintien de la paix comportera une assistance fournie sur place par des équipes de formateurs au maintien de la paix et de spécialistes de la question de l'ONU.

2 cours à l'intention des hauts responsables des missions

1 cours à l'intention des conseillers pour les questions militaires et de police détachés par les missions permanentes

2 cours de logistique à l'intention des spécialistes de l'établissement de plans de logistique recrutés sur le plan national

Fourniture d'un appui à 4 exercices internationaux de maintien de la paix organisés par les États Membres

Participation à 6 conférences de formation au maintien de la paix organisées par les États Membres ou des organisations internationales

Présentation de 15 exposés à l'occasion d'activités de formation au maintien de la paix organisées par des États Membres ou des organisations internationales

10 procédures de validation des formations au maintien de la paix dispensées par les États Membres et les organisations internationales et financement de la participation de 80 personnes à des formations agréées

3 Des cours à l'intention des hauts responsables des missions ont été dispensés au Ghana, en Inde et au Nigéria et encore au Ghana et ont rassemblé 72 participants.

Non En raison de la priorité accordée à la mise en œuvre de la stratégie révisée de formation au maintien de la paix (le cours sera dispensé pendant l'exercice 2008/09).

Non En raison d'une redéfinition des priorités qui soit conforme à la stratégie de formation au maintien de la paix (entre autres la réalisation d'une évaluation globale des besoins au Siège, y compris avec les États Membres) et l'apport de spécialistes de la question de parties intéressées et de formateurs/facilitateurs disposant d'une expérience des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

3 Des exercices internationaux de maintien de la paix organisés par des États Membres ont reçu un appui en El Salvador, en Mongolie et en Suède, grâce à l'apport de spécialistes de la question, de parties intéressées et de formateurs/facilitateurs disposant d'une expérience des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

6 Des cours ou des séminaires de formation au maintien de la paix organisés par des États Membres ou des organisations internationales ont été suivis aux États-Unis d'Amérique, en France, en Italie, en Jordanie, au Nigéria et en Suède.

33 Des participants des nouveaux États Membres fournisseurs de contingents ou d'effectifs de police ont suivi 10 cours de formation au maintien de la paix dans 7 centres nationaux de formation au maintien de la paix.

La réduction du nombre d'exposés traduit la suspension à mi-parcours des activités de validation des formations, tandis que les priorités du Service intégré de formation étaient mises en conformité avec les besoins de la stratégie de formation au maintien de la paix.

4 Des procédures de validation visant à évaluer les cours de formation au maintien de la paix ont été menées en Australie, en Croatie, dans la Fédération de Russie et en Ukraine.

8 stages de préparation du personnel civil nouvellement recruté avant son déploiement sur le terrain

7 activités de formation du centre intégré de formation du personnel des missions à l'intention de toutes les catégories de personnel affectées à des missions des Nations Unies et 6 évaluations des formations en cours de mission

- 33 Des participants des nouveaux États Membres fournisseurs de contingents ou d'effectifs de police ont été sélectionnés afin de suivre 10 stages consacrés au maintien de la paix dans 7 centres nationaux de formation au maintien de la paix.

Le chiffre est moins élevé que prévu du fait de la suspension à mi-parcours des activités de validation des formations, tandis que les priorités du Service intégré de formation étaient réévaluées pour les mettre en conformité avec les besoins de la stratégie de formation au maintien de la paix.

- 29 Des stages de préparation du personnel civil nouvellement recruté avant son déploiement sur le terrain ont été menés et ont rassemblé 772 nouvelles recrues du personnel civil.

L'augmentation du nombre est liée à plusieurs facteurs : les cours de formation ont été rendus obligatoires pour l'ensemble du personnel déployé pour la première fois dans des opérations de maintien de la paix, ce qui a abouti à un accroissement substantiel de la demande de formation, une accélération du recrutement du personnel devant être déployé à la MINURCAT et à la MINUAD, ainsi que la nécessité de réduire les intervalles de temps entre les cours afin d'accélérer le déploiement du personnel nouvellement recruté.

- 3 Nombre total des activités, notamment :
1 atelier organisé par le centre intégré de formation du personnel des missions et
1 formation des formateurs dans le domaine de l'évaluation de la formation, qui ont été menés à l'intention de toutes les catégories de personnel affectées à des missions des Nations Unies.

Une évaluation de la formation en cours de mission, dispensée au personnel civil nouvellement recruté avant son déploiement sur le terrain, a été menée à la MINUL.

Le chiffre est moins élevé que prévu du fait de l'harmonisation des priorités du Service intégré de formation avec la stratégie de formation au maintien de la paix et du fait de l'évaluation approfondie des besoins de formation au Siège et sur le terrain.

2 stages du programme de préparation des hauts responsables avant leur entrée en fonctions	1 Un stage du Programme de préparation des hauts responsables avant leur entrée en fonctions a été organisé et a rassemblé 9 participants. Le second cours du programme a été repoussé d'un mois (jusqu'en juillet 2008) du fait de la non-disponibilité des participants.
3 visites d'aide à la formation avant le déploiement et 4 visites d'évaluation dans les États Membres	Non Les visites d'aide à la formation avant le déploiement ne sont effectuées qu'à la demande expresse des États Membres, et aucune demande de ce type n'a été reçue au cours de l'exercice.
2 ateliers d'élaboration de programmes de formation dans les domaines d'activité touchant au maintien de la paix	12 Des ateliers d'élaboration de programmes de formation dans les domaines d'activité touchant au maintien de la paix ont été organisés dans 8 États Membres. Le nombre est plus élevé que prévu en raison de la nécessité de mettre au point des supports pédagogiques pour la formation de la police au titre de la nouvelle mission au Darfour (MINUAD) et de l'actualisation des supports de formation standard.
2 stages pilotes fondés sur de nouveaux supports de formation	3 Des stages pilotes fondés sur de nouveaux supports de formation ont été organisés à l'intention des équipes traitant de l'égalité des sexes dans les opérations de maintien de la paix, de l'équipe opérationnelle intégrée de la MINUAD et des programmes de gestion, d'encadrement et de perfectionnement.
Élaboration d'un scénario de référence pour les cours à l'intention des hauts responsables de mission	1 Plutôt que d'élaborer un nouveau scénario de référence pour les cours à l'intention des hauts responsables de mission, le scénario existant a été actualisé en se fondant sur les enseignements tirés de son utilisation dans le cadre des 9 cours à l'intention des hauts responsables de mission qui ont été organisés à ce jour.
Élaboration du Programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources (programme SMART) à l'intention du personnel supérieur d'appui aux missions	Oui 2 des 6 modules d'apprentissage en ligne du Département de l'appui aux missions et du programme SMART afin d'améliorer la gestion sur le terrain dans les composantes finances, gestion des achats et des marchés relatifs aux opérations de maintien de la paix et personnel ont été lancés et menés à bonne fin. En outre, deux ateliers de perfectionnement ont été tenus à la BSLB, et ont été assortis d'un dialogue personnalisé établi avec chaque participant par d'anciens hauts responsables des opérations de maintien de la paix, agissant en qualité d'encadreurs du programme SMART.

Élaboration de modules d'apprentissage en ligne sur des questions relatives au maintien de la paix	L'élaboration d'autres modules de ce programme continuera au cours de l'exercice 2008/09.
	Non Les définitions et les exigences relatives à un programme d'initiation en ligne ont été établies et la mise au point d'un cours devrait être menée à bien d'ici à juin 2009. Les retards accusés dans l'établissement de la version définitive du programme d'initiation en ligne sont dus à des complications imprévues rencontrées lors de la mise au point des supports.
Gestion de la publication des supports de formation au maintien de la paix (jusqu'à 5 000 exemplaires par document)	1 300 Des exemplaires des documents de formation à l'intention des spécialistes des affaires politiques et des spécialistes de l'appui logistique ont été publiés, comme l'ont été des exemplaires des documents à l'intention de 4 États Membres et de 9 missions de maintien de la paix. Les supports ont été diffusés comme suite aux demandes formulées par les États Membres et comprenaient notamment le module de formation générique normalisé, des cartes au format poche où figurent les normes de conduite des Nations Unies, les critères de sélection et les directives de formation applicables aux observateurs militaires des Nations Unies et des brochures sur le VIH/sida.
Aide à l'organisation et au suivi de l'ensemble des activités de formation du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, dans leurs domaines de spécialisation respectifs	128 Les activités de formation du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions dans leurs domaines de spécialisation ont été favorisées et suivies par le Service intégré de formation. 720 agents ont suivi ces activités de formation, qui comprenaient des cours, des ateliers, des séminaires, une formation individuelle ainsi que des conférences dans les domaines fonctionnels ou techniques des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions, dont les finances, la logistique, le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) et l'égalité des sexes.
2 ateliers d'évaluation pour la mise à jour des supports de formation standard Formation préalable au déploiement pour les missions nouvellement créées	2 Ateliers d'évaluation 2 Des activités de formation préalable au déploiement à l'intention de la MINUAD ont été organisées tant dans la mission qu'à la BSLB. Une équipe de 5 agents du Service intégré de formation a passé près de 2 mois à la

MINUAD afin de dispenser des cours de recyclage à l'intention des anciens agents et membres des contingents de la MUAS transférés à la MINUAD ainsi qu'un stage d'accueil dans la mission à l'intention du personnel nouvellement arrivé. En outre, 3 cours pour les équipes de protection rapprochée ont été organisés dans la mission, alors que le programme standard à l'intention des équipes de protection rapprochée a continué d'être dispensé à la BSLB.

Section de l'évaluation

6 évaluations complètes de mission, y compris le contrôle de la suite donnée aux recommandations

5 Des missions d'évaluation ont été menées à bien à l'ONUST (évaluation complète de mission), à la MINUSTAH (Centre d'opérations civilo-militaire et centre d'analyse militaire conjointe des Nations Unies), ainsi qu'à la MINUS, à la MINUAD et à MINUT (évaluation de la mise en œuvre de la politique relative au Centre d'opérations civilo-militaire et au centre d'analyse militaire conjointe des Nations Unies). La sixième évaluation n'a pu être effectuée faute de personnel.

Mise à disposition de capacités d'évaluation rapides pour l'examen des incidents ou tendances critiques dans les missions

Non Les capacités d'évaluation du Département des opérations de maintien de la paix ont été établies en février 2008, la priorité étant accordée à l'élaboration des politiques globales du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions relatives à l'évaluation des missions et à l'auto-évaluation du Siège.

Élaboration et mise à l'épreuve de politiques, de directives et d'instructions permanentes pour l'appréciation du degré de préparation opérationnelle des contingents et des unités constituées de police

Non Avec la création de l'équipe d'évaluation en février 2008, la priorité a été accordée à l'élaboration des politiques globales du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions relatives à l'évaluation des missions et à l'auto-évaluation du Siège. Ces politiques étaient indispensables pour étayer les activités d'évaluation entreprises par les deux départements en mai 2008.

Section des partenariats

Directives relatives aux initiatives opérationnelles conjointes avec la Banque mondiale

Oui Les directives relatives aux initiatives opérationnelles conjointes avec la Banque mondiale ont été mises au point et affichées sur le site Web des opérations de paix en novembre 2007.

1 initiative conjointe avec la Banque mondiale dans une situation d'après conflit

Oui L'initiative opérationnelle conjointe du Département des opérations de maintien de la paix, de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a été instituée en Haïti en mars 2008 et est en cours d'exécution.

2 échanges avec la Banque mondiale sur la réforme du secteur de la sécurité et certaines questions connexes

Oui Des échanges avec la Banque mondiale sur la réforme du secteur de la sécurité ont eu lieu les 13 et 14 juin 2007.

Mise en place de mécanismes de coordination conjoints avec l'Union européenne pour les opérations menées par celles-ci en appui aux missions de maintien de la paix des Nations Unies

Un officier de liaison de l'ONU a été placé au siège opérationnel de l'UE au Mont Valérien (France), en janvier 2007, afin d'assurer la coordination entre l'EUFOR-Tchad et la MINURCAT.

Les autres mécanismes de coordination entre l'Union européenne et les Nations Unies comprenaient des visioconférences bilatérales de siège à siège ainsi que des visioconférences trilatérales avec l'équipe de planification de l'Union européenne et la MINUK afin de traiter des questions touchant à la planification et aux opérations.

Directives relatives à l'appui fourni par l'Union européenne aux opérations de paix des Nations Unies créées en coopération avec elle

Oui Les directives relatives à la planification conjointe Nations Unies-Union européenne telles qu'elles sont applicables aux missions sur le terrain existantes ont été établies sous leur version définitive avec l'Union européenne le 13 juin 2008.

B. Département de l'appui aux missions

1. Bureau du Secrétaire général adjoint

a) Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> <i>Observations</i>
Tenue de 10 réunions d'information à l'intention du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de l'Assemblée générale et d'autres organes délibérants	30 Réunions d'information. Chiffre supérieur aux prévisions

Tenue de 25 réunions et réunions d'information à l'intention des États Membres et des organisations régionales	Environ 130	Réunions et réunions d'information tenues par le Directeur chargé du Département
Présentation de 10 exposés sur le maintien de la paix à des conférences, séminaires ou autres rencontres publiques	13	Exposés
Tenue de 10 réunions d'information pour la presse ou interviews	9	Interviews et réunions d'information
12 voyages dans des pays qui sont les plus gros bailleurs de fonds ou les principaux fournisseurs d'effectifs militaires ou de personnel de police, ou dans d'autres États Membres	14	Voyages

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
8 voyages sur le terrain permettant de discuter avec la direction d'une mission et d'évaluer l'efficacité et la cohérence des services d'appui fournis	16	Voyages à la MINUS (juillet 2007 et janvier, avril et juin 2008); à la MINUAD (janvier, avril et juin 2008); à la FINUL (juillet 2007); à l'ONUST (juillet 2007 et avril 2008); à l'UNFICYP (juillet 2007); à la MINUEE (septembre 2007); à la MINURCAT (janvier 2008); à la MONUC (janvier 2008); à la BSLB (juin 2008); et un voyage conjoint à la MINUS et à la MINUAD	En outre, 6 missions politiques spéciales ont été menées, notamment à la Commission d'enquête internationale indépendante (IIIC) (juillet 2007); auprès du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence au Libéria (juillet 2007); au Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient (juillet 2007); à la MINUNEP (décembre 2007); à la MANUA (décembre 2007); et à la MANUI (avril 2008).
Création d'un fichier de candidats qualifiés pour des postes importants de personnel civil, militaire ou de police, et élaboration d'un plan de prospection permettant de monter des partenariats avec certaines cibles, qu'il s'agisse d'États Membres, d'associations professionnelles, d'organisations gouvernementales ou non gouvernementales ou bien d'organismes, fonds et programmes des Nations Unies	Oui	La structure de la base de données a été achevée et la base chargée. L'affinement et la mise à jour des données se poursuivent. Le personnel du Siège est de plus en plus doté des moyens spécialisés de communiquer des informations utiles et décisives aux candidats potentiels et de recentrer les efforts en vue d'établir un plan de prospection avec certaines cibles, qu'il s'agisse d'États Membres, d'associations	

Prévisions concernant la libération des postes de haute responsabilité (militaires, police, personnel civil) et administration de la sélection et de la nomination des personnes à recruter pour occuper ces postes

Fourniture de conseils à 16 opérations de maintien de la paix sur l'évaluation des risques et l'application de mesures de réduction des risques, y compris grâce à l'élaboration et à la diffusion de principes et de directives concernant les problèmes de risque

4 voyages sur le terrain permettant d'évaluer les risques, ainsi que les mesures prises pour les réduire

professionnelles, d'ONG ou bien d'organismes, de fonds ou de programmes des Nations Unies.

Oui De nombreux rapports internes sont en cours de production et de diffusion afin d'améliorer les mécanismes de prévision : notamment mise à jour et distribution sur une base mensuelle de la liste des hauts fonctionnaires sur le terrain; préavis de 6 mois avant l'expiration pour les nominations à la classe D-2 et au-dessus; suivi de l'état des recrutements à la plupart des postes élevés sur le terrain; suivi interne des statistiques pour les rapports trimestriels sur la représentation par sexe et la représentation géographique à l'intention des hauts fonctionnaires. Les efforts se poursuivent en vue d'améliorer l'appui fourni et d'affiner les processus d'administration, de sélection et de nomination pour la plupart des postes élevés.

Non La création envisagée du groupe de gestion des risques et les ressources nécessaires pour exécuter ce produit n'ont pas été approuvées.

1 Un projet pilote d'évaluation des risques au démarrage des missions a été lancé en août 2007 avec pour but d'achever une évaluation pilote des risques au démarrage de la mission au Darfour avant la fin octobre 2007.

Groupe de la déontologie et de la discipline

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
20 séances d'information à l'intention des parties prenantes, y compris les États Membres, les responsables de haut rang au Siège et dans les missions, sur la mise en œuvre de la stratégie globale visant à éliminer l'exploitation et les abus sexuels commis par le personnel des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	Environ 25	Réunions d'information tenues en rapport avec l'élaboration d'une stratégie d'aide aux victimes, de rapports sur le bien-être et les loisirs et d'un système de suivi des fautes professionnelles, et avec les partenaires bilatéraux en ce qui concerne l'aide extrabudgétaire

En outre, des réunions d'information ont été organisées à de multiples occasions à l'intention des États Membres (Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Costa Rica, Danemark, États-Unis, Japon, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Royaume-Uni), des États membres du Mouvement des pays non alignés et des ONG, du Comité international de la Croix-Rouge, de Save the Children UK, du Comité international de secours, entre autres.

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Orientation et contrôle dans 18 missions de maintien de la paix ou missions politiques spéciales des Nations Unies et à la BSLB à l'intention de toutes les catégories de personnel quant aux mesures relatives à la prévention des comportements répréhensibles, au suivi de l'application des normes de conduite des Nations Unies, au traitement et au suivi des allégations et des cas de faute, aux procédures et mesures disciplinaires	Oui	Appui technique systémique et opérationnel fourni concernant l'applicabilité des normes aux diverses catégories de personnel de maintien de la paix et quant à l'interprétation des normes et à leur application. Des conseils techniques ont été dispensés normalement aux équipes de la déontologie et de la discipline sur le traitement des cas de comportement répréhensible et des affaires disciplinaires. Un film de sensibilisation produit conjointement par le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et d'autres organismes a été diffusé au printemps de 2008. Le Groupe d'étude du Comité exécutif pour les affaires humanitaires et du Comité exécutif pour la paix et la sécurité s'est réuni de nouveau en 2007; cinq groupes de travail ont été constitués en septembre 2007 pour faire progresser les travaux du Groupe d'étude dans les domaines suivants : appui aux réseaux sur le terrain; répression; respect de la déontologie par l'encadrement; aide aux victimes; directives pour l'application de la circulaire du Secrétaire général publiée sous la cote ST/SGB/2003/13 sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels et datée du 9 octobre 2003. Ce dernier groupe de travail avait pour chef de file le Département de l'appui aux missions qui a participé à tous les autres groupes de travail. Ce département a fourni une contribution de

	fond pour l'élaboration des documents de travail sur les diverses questions, pour examen par le Groupe d'étude du Comité exécutif pour les affaires humanitaires et du Comité exécutif pour la paix et la sécurité. Le Siège de l'ONU a lancé un site Internet et un site intranet en mars 2007. Le Groupe de la déontologie et de la discipline a élaboré et diffusé en avril 2008 deux modules de formation à l'intention des cadres de niveau intermédiaire et des commandants ainsi que des principaux dirigeants. Un séminaire à l'intention des chefs des équipes de la déontologie et de la discipline des missions s'est tenu en décembre 2007. Une stratégie globale pour le bien-être et les loisirs a été élaborée et présentée au Comité spécial des opérations de maintien de la paix pour examen par l'Assemblée générale au cours de sa soixante-deuxième session.
4 visites dans des opérations de maintien de la paix et 3 ateliers à l'intention des groupes de la déontologie et de la discipline afin de fournir des informations à jour et des avis techniques sur les questions de déontologie et de discipline	2 Visites d'évaluation à la MINUS en août 2007 et à l'ONUCI en mai 2007 2 Sessions de formation concernant le système de suivi des fautes professionnelles organisées au Siège de l'Organisation des Nations Unies et à la BSLB en octobre 2007 et juin 2008 3 Ateliers visant à élaborer des stratégies propres à chaque mission afin de lutter contre la prostitution et les rapports sexuels monnayés, organisés à la MINUS, à la MINUT et à la MONUC de septembre à décembre 2007
Réponse à 92 rapports d'organismes de contrôle de l'ONU (Bureau des services de contrôle interne, Comité des commissaires aux comptes et Corps commun d'inspection)	88 Rapports d'enquête pour lesquels des réponses ont été soumises et des mesures prises concernant 141 recommandations
Suivi de l'application de 1 200 recommandations des organismes de contrôle et présentation de 55 rapports de suivi	1 150 Recommandations suivies et traitées
Auto-évaluation des systèmes de contrôle interne dans trois missions sur la base des conclusions et recommandations répétées des organes de contrôle	57 Rapports de suivi
Application des mesures disciplinaires, de la stratégie d'information et des directives à suivre en cas de comportement répréhensible dans toutes les missions sur le terrain	Non Non exécutée en raison du manque de personnel
	Oui Un groupe de travail a été créé avec le Groupe de la déontologie et de la discipline et le Groupe des affaires publiques du Bureau du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix ainsi que le Département de

Suivi des enquêtes relatives à environ 200 allégations de faute relevant de la catégorie I faisant l'objet d'enquêtes du BSCI et des missions et renvoyées au Siège, et d'environ 200 allégations de faute relevant de la catégorie II dans 16 opérations de maintien de la paix et 4 missions diplomatiques spéciales et à la BSLB, et garantie de la suite qui leur est donnée

Application des recommandations énoncées dans les rapports des premier et deuxième groupes d'experts juridiques concernant les missions de maintien de la paix

Examen et suite donnée à 200 recommandations liées aux affaires présentées par 16 missions de maintien de la paix et par la BSLB et confiées à la Commission d'enquête

l'information afin de s'attaquer aux problèmes de communication se posant dans les questions de déontologie et de discipline. Des directives sur le traitement des fautes professionnelles dans toutes les missions sur le terrain ont été élaborées et faisaient l'objet d'un examen interne au 30 juin 2008.

333 Allégations de faute de la catégorie I ayant fait l'objet d'enquêtes et de suivi

279 Allégations de faute de la catégorie II ayant fait l'objet d'enquêtes et de suivi

Le nombre d'allégations donné dans la colonne des produits ne correspond pas au nombre d'auteurs présumés, ni de victimes ni de mesures à prendre. Le suivi des allégations comporte le suivi auprès des missions de paix en vue de l'achèvement des rapports d'enquête, l'examen des rapports d'enquête et la recommandation de mesures complémentaires (par exemple des mesures disciplinaires, le rapatriement pour raisons disciplinaires).

Oui Des informations ont été fournies sur la formation concernant la déontologie et la discipline ainsi que la prévention de l'exploitation et des abus sexuels dans le contexte de l'élaboration du rapport du Secrétaire général sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies en date du 11 août 2008 (A/63/260 et Add.1).

Oui Ni la base de données du Groupe de la déontologie et de la discipline (Cyber Ark) ni les bases de données de l'actuelle Commission d'enquête n'ont la capacité de déterminer le nombre exact de recommandations examinées par le Groupe de la déontologie et de la discipline ayant trait à la Commission d'enquête. Toutefois il a été établi qu'en 2007, la Commission d'enquête avait reçu 156 affaires dont 40 % comportaient des questions de comportement répréhensible. Étant donné que les affaires traitées par la Commission entraînent presque toujours au moins 2 recommandations, il y avait au minimum 80 recommandations. Après examen des recommandations de la Commission d'enquête, les mesures appropriées ont été prises comme il convenait dans les affaires de comportement répréhensible de concert avec les

départements ou les pays fournisseurs de contingents et de forces de police concernés (demande de rapatriement pour raisons disciplinaires, recommandation de mesures disciplinaires par le Bureau de la gestion des ressources humaines du Département de la gestion).

2. Bureau de l'appui administratif

Division du personnel

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports présentés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
4 exposés aux États Membres sur les questions liées à l'administration et au personnel relatives aux effectifs des missions	18	Exposés	Chiffre supérieur aux prévisions en raison des demandes supplémentaires écrites de renseignements venant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et de la Cinquième Commission sur des questions ayant trait à la réforme des ressources humaines

Réalisation escomptée 2 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Élaboration du cadre stratégique, des mécanismes et des procédures relatifs au déploiement rapide, à l'organisation des carrières et à la gestion de 2 500 agents civils permanents du maintien de la paix, dont l'affectation exige l'acceptation d'un déploiement rapide dans n'importe quelle mission pour renforcer ainsi la capacité du Département de faire face aux impératifs en matière de déploiement rapide	Non	De plus amples détails sur la proposition tendant à créer un corps d'agents civils permanents du maintien de la paix au nombre de 2 500, qui permettrait de faire face aux besoins en matière d'effectifs et de déploiement rapide, ont été fournis à l'Assemblée générale par le Secrétaire général dans son rapport daté du 11 avril 2007 (A/61/850), qui a été examiné par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en novembre 2007. À la fin de la partie principale de sa soixante-troisième session, l'Assemblée générale a pris un certain nombre de décisions concernant la proposition du Secrétaire général	

relative aux arrangements contractuels et aux conditions d'emploi sur le terrain, avec effet au 1^{er} juillet 2009. L'Assemblée a décidé de reprendre à sa soixante-cinquième session l'examen de la proposition du Secrétaire général tendant à créer un corps d'agents civils permanents du maintien de la paix.

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Déploiement de 5 équipes de mission Assist (base de données Tiger) pour répondre aux besoins en matière de recrutement et de gestion administrative et technique des ressources humaines des missions aux moments particulièrement critiques	Oui	3 équipes de mission Assist (base de données Tiger) chargées de la sélection en matière de recrutement ont été déployées à la MINUAD, à la MINURCAT et à la MINUT. 4 équipes de mission Assist (base de données Tiger) chargées de l'organisation des carrières ont été déployées à la MINUK, à la MINUNEP, à la MONUC et à la MINUEE.
Fourniture d'un appui administratif direct (concernant notamment le recrutement, les voyages et la gestion des contrats, les salaires, les indemnités, les demandes de remboursement et les droits à prestations) à environ 7 000 fonctionnaires recrutés sur le plan international dans 33 missions	Oui	Au 30 juin 2008, la gestion des salaires, des indemnités, des prestations et des contrats de 6 566 fonctionnaires recrutés sur le plan international dans les missions et à la BSLB était assurée. 33 Missions sur le terrain
Fourniture d'orientations générales relatives aux ressources humaines à environ 7 000 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 14 000 fonctionnaires recrutés sur le plan national servant dans 33 missions, par l'intermédiaire des chefs du personnel civil	35 418	Décisions relatives au personnel traitées dans le SIG au cours de l'exercice Oui Contrôle assuré, orientations et services d'appui fournis en ce qui concerne les ressources humaines à 6 566 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 14 528 fonctionnaires recrutés sur le plan national, 720 administrateurs recrutés sur le plan national et 2 418 Volontaires des Nations Unies servant dans 18 missions, 12 missions politiques spéciales et de consolidation de la paix relevant du Département des affaires politiques, 3 missions politiques relevant du Département des opérations de maintien de la paix et à la BSLB (au 30 juin 2008)
Respect, en coordination avec le Bureau de la gestion des ressources humaines, de conditions d'emploi harmonisées dans les missions, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale	Non	L'Assemblée générale a poursuivi l'examen des propositions du Secrétaire-général tendant à harmoniser les conditions d'emploi sur le terrain, lors de la reprise de sa soixante-

de la proposition énoncée dans le document
A/61/255/Add.1

Tenue d'un fichier de candidats pour 22 groupes professionnels intéressant les opérations de maintien de la paix, comptant environ 5 000 candidats possédant les compétences techniques recherchées

Appui en ligne à tous les membres du personnel sur le terrain aux fins de leur carrière

deuxième session. Dans sa résolution 62/248, l'Assemblée a pris note des rapports du Secrétaire général sur le recrutement du personnel des missions de paix, y compris le recours aux engagements au titre de la série 300 et de la série 100, sur des propositions détaillées concernant la rationalisation des arrangements contractuels (A/62/274) et sur l'harmonisation des conditions d'emploi (A/61/861), et a décidé de continuer à examiner, au cours de la partie principale de sa soixante-troisième session, la question des arrangements contractuels et des conditions d'emploi, en vue d'une application des nouveaux arrangements à compter du 1^{er} juillet 2009. À la fin de la partie principale de sa soixante-troisième session, l'Assemblée a pris un certain nombre de décisions concernant la proposition du Secrétaire général ayant trait aux arrangements contractuels et aux conditions d'emploi dans les missions, avec effet au 1^{er} juillet 2009.

- 24 Inscription sur le fichier de 5 539 candidats approuvés sur le plan technique de 558 niveaux ou fonctions appartenant à divers groupes professionnels

Les activités de prospection comportaient des annonces sur des sites Web spécialisés (comme par exemple ReliefWeb) et dans des journaux (par exemple *The Economist*, *Jeune Afrique* et *Al-Hayayat*), des activités de sensibilisation spécifiques ciblant les programmes de maîtrise en gestion des entreprises et des anciens de ces programmes, des contacts avec les États Membres et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ainsi que des ONG (Centre for International Cooperation, Association for Aid and Relief (Japon), Africa-Japan Forum et Hiroshima Peacebuilders Centre).

- 427 Publication d'avis de vacance de poste pour 297 emplois généraux et 130 emplois pour des postes difficiles à pourvoir

- 252 446 Demandes de candidature reçues dont 154 824 ont été traitées

- Oui Appui en ligne disponible pour tous les membres du personnel sur le terrain grâce au site Web consacré à l'organisation des carrières dans iSeek. Ce site Web est mis à jour

Formation et consultation concernant l'organisation des carrières à l'intention de 300 membres du personnel dans 4 missions (MINUK, MONUC, MINUSTAH, MINUS)		périodiquement afin d'accroître sa capacité et de mieux le faire connaître sur le terrain ainsi que de renseigner les fonctionnaires voulant améliorer leurs qualifications dans toute une gamme de parcours professionnels.
Élaboration d'un cadre d'organisation des carrières, comprenant des modèles en ligne de parcours professionnels pour certains groupes professionnels, y compris la redéfinition des postes de chef de section s'agissant des fonctions liées à l'appui aux missions afin de mieux répondre aux besoins changeants des opérations sur le terrain	2 360	Consultations tenues sur l'organisation des carrières
Organisation d'une conférence des chefs du personnel civil et participation à la table ronde interinstitutions sur la gestion des carrières	860	Les fonctionnaires sur le terrain dans 4 missions ont reçu une formation : MONUC (454), MINUEE (50), MINUK (206) et MINUNE (150), et des séances d'encadrement à distance ont été organisées (par courrier électronique et téléphone) pour environ 1 500 fonctionnaires.
Mise en œuvre progressive de la délégation de l'autorité concernant le voyage des fonctionnaires nouvellement nommés dans 17 opérations de maintien de la paix, à compter de décembre 2007	Oui	La Section du recrutement, de la prospection et de l'organisation des carrières a été réaménagée et restructurée pour recruter des responsables des groupes professionnels et des groupes d'experts afin de rationaliser les procédures de recrutement, ainsi que des spécialistes de l'organisation des carrières chargés d'élaborer un cadre d'organisation des carrières et des modèles en ligne de parcours professionnels. Le document de réflexion sur la redéfinition des fonctions des chefs du personnel civil a été mis au point et approuvé à la conférence des chefs du personnel civil tenue en mai 2008.
Mise en place de mécanismes d'autocontrôle de qualité pour renforcer et favoriser la cohérence et la qualité de la délégation de la gestion des ressources humaines du Département, notamment grâce aux plans d'action concernant les ressources humaines conçus pour répondre aux besoins spécifiques des opérations de paix des Nations Unies et en examinant régulièrement les recours et les audits	Oui	La conférence des chefs du personnel civil s'est tenue en Égypte du 3 au 9 mai 2008 et a regroupé 33 chefs du personnel civil des opérations de maintien de la paix et des fonctionnaires de l'administration des missions politiques spéciales. Participation à la table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la gestion des carrières tenue en Italie les 28 et 29 novembre 2007
	Oui	Délégation de l'autorité en matière de voyages parallèlement à une délégation supplémentaire de l'autorité et de la responsabilité en matière de recrutement
	Oui	4 missions (MINUSTAH, MINUT, MINUL et MANUA) ont participé à un plan d'action pilote concernant les ressources humaines au cours de l'exercice. Les résultats du projet pilote ont été utilisés dans la mise en œuvre du plan d'action concernant les ressources humaines dans toutes

Contrôle et évaluation de l'exercice des fonctions liées à la gestion des ressources humaines dans les missions grâce à la participation aux visites de contrôle du Bureau de la gestion des ressources humaines

Réajustement des politiques, systèmes, stratégies et arrangements relatifs à la dotation en effectifs afin de répondre au mieux aux besoins des opérations de paix des Nations Unies dans le domaine des ressources humaines, et de mettre en place un cadre constitué de spécialistes des ressources humaines et de chefs du personnel civil pour les missions, sous réserve que l'Assemblée générale approuve la proposition énoncée dans le document A/61/255/Add.1

concernant les ressources humaines dans toutes les missions, laquelle a eu lieu à compter du 1^{er} juillet 2008.

Oui 2 visites de contrôle conjointes de la Division du personnel du Département de l'appui aux missions et du Bureau de la gestion des ressources humaines du Département de la gestion ont eu lieu à la MINUK du 26 au 30 novembre 2007 et à la MINUT du 28 mai au 2 juin 2008.

1 visite de contrôle du Siège à la FINUL (janvier 2008)

Oui 4 séries d'instructions permanentes ont été édictées à l'intention des opérations de maintien de la paix : recrutement des candidats; sélection dans les missions de paix; dispositions pour l'entrée en fonctions du personnel; et tableaux d'effectifs et gestion des postes.

Un mécanisme de vérification mis en place afin de mettre au point une liste de candidats qualifiés pour les postes de chef du personnel civil et de spécialiste des ressources humaines

Un programme de formation à l'intention de 10 candidats externes à des postes de spécialiste des ressources humaines a été mis au point et leur a été dispensé au Siège de mai à août 2008, suivi d'une formation en cours d'emploi de trois mois dans certaines missions; à la fin de la période de formation, une évaluation finale de chaque candidat sera menée et une recommandation sera formulée quant à l'opportunité de prolonger ou non son engagement initial de six mois dans la mission où il était affecté.

Division du budget et des finances

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :		Observations
	oui/non ou nombre		
Traitement des demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents et des	2	117	Demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents

demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (de la réception de la demande certifiée par la mission à son approbation par le Département des opérations de maintien de la paix) pour 18 opérations

Planification et exécution de tous les arrangements administratifs, y compris, mais pas uniquement, la compilation des données nationales et la publication des documents du Groupe de travail de 2008 sur le matériel appartenant aux contingents

19 exposés sur le matériel appartenant aux contingents à l'intention des missions permanentes/délégations des États Membres

17 séances d'information préalables au déploiement, concernant le matériel appartenant aux contingents et les mémorandums d'accord, à l'intention des pays fournisseurs de contingents à l'appui des opérations en cours

Mise en place sur le Web d'un système permettant aux pays fournisseurs de contingents d'accéder aux informations sur les demandes de remboursement présentées par les gouvernements

3 réunions d'information régionales sur les politiques et procédures relatives au matériel appartenant aux contingents, à l'intention des principaux pays fournisseurs de contingents

4 exposés sur les questions financières et budgétaires, à l'intention des États Membres et des pays fournisseurs de contingents

113 Demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité

273 Lettres d'attribution

18 Opérations de paix

Oui Le Groupe de travail de 2008 sur le matériel appartenant aux contingents a examiné les données en février.

20 Exposés faits à l'intention de 234 personnes au total

6 Séances d'information préalables au déploiement

Chiffre inférieur aux prévisions du fait qu'il y a eu moins de demandes au cours de l'exercice

Non Le travail préliminaire a été accompli et la mise en place doit prendre fin en juin 2009.

1 Réunion d'information tenue au Pérou

Chiffre inférieur aux prévisions du fait qu'il y a eu moins de demandes au cours de l'exercice

1 Exposé à l'intention de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Chiffre inférieur aux prévisions du fait qu'il y a eu moins de demandes au cours de l'exercice

Réalisation escomptée 2 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations

Produits supplémentaires

Des conseils concernant l'application des règles de gestion, des politiques et des procédures financières et la budgétisation axée sur les résultats au cours de la phase de démarrage ont été dispensés à 2 missions de paix grâce à 2 visites de l'équipe Abacus à la MINUAD et à la MINURCAT.

Mise en place de systèmes informatiques de gestion financière des missions à la MINUAD et à la MINURCAT

2 ateliers de lancement consacrés à la budgétisation axée sur les résultats ont été organisés à la MINUAD (26 participants) et à la MINURCAT (23 participants).

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix seront plus efficaces et efficientes.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils dispensés à 33 missions aux fins de l'établissement de projets de budget et de rapports sur l'exécution des budgets, concernant notamment le Règlement financier et les règles de gestion financières, les principes et directives, la budgétisation axée sur les résultats et les recommandations des organes délibérants	36	Missions de paix, y compris les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales, la BSLB et les bureaux de terrain
Exposés et informations générales sur les politiques, procédures et pratiques de financement opérationnel, à l'intention des organes délibérants (Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et Assemblée générale), dans le contexte de 33 missions et de questions intersectorielles	Oui	Dans le cadre de 36 missions de paix, y compris les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales, la BSLB et les bureaux de terrain
3 visites de l'équipe Abacus au titre de la mission Assist afin de fournir sur place un appui au processus d'élaboration du budget de la mission	5	Visites de l'équipe Abacus à la MONUC, à l'ONUCI, à la MINUL, à la MANUI, à l'UNOWA/Commission mixte Cameroun-Nigéria
Gestion financière de 6 missions en cours de liquidation (MANUTO, BUNUTIL, MONUA, MINUSIL, ONUB et Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan), y compris l'établissement d'états financiers mensuels, le rapprochement des soldes à régler dans les états financiers et la suite donnée aux recommandations du Comité central de contrôle du matériel	8	Missions en liquidation (MANUTO, BUNUTIL, MONUA, MINUSIL, ONUB, Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan, Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan et Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs)
Formation aux méthodes de budgétisation axée sur les résultats dispensée à 50 membres du personnel civil (personnel technique, personnel chargé des composantes militaires et forces de police et personnel d'appui) de missions	140	Personnel ayant reçu une formation : 1 atelier destiné aux missions politiques spéciales (61 participants des missions, du Département des affaires politiques, du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et du Département de la gestion); 5 séances de

	formation à la budgétisation axée sur les résultats (79 participants du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions). Le chiffre est supérieur aux prévisions du fait qu'il y a eu un plus grand nombre de demandes de formation, en particulier par suite de la rotation des fonctionnaires du budget des missions sur le terrain.
Appui informatique, notamment services d'assistance technique, maintenance technique et appui fonctionnel concernant les systèmes financiers des missions, apporté à 33 missions et à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	31 Missions de maintien de la paix, BSLB et bureaux de terrain
Appui fonctionnel aux missions concernant l'utilisation du progiciel de gestion intégrée et du logiciel budgétaire intégré	Non En raison du retard accusé dans la mise en place du logiciel intégré
Organisation et réalisation d'une moyenne de trois vidéoconférences et téléconférences par mission consacrées à des questions budgétaires, avec l'ensemble des missions de maintien de la paix appuyées par le Département de l'appui aux missions durant la phase d'élaboration du budget	6 Vidéoconférences (MINUSTAH, ONUCI, FINUL, MINUEE, MINUK, MINUT) Le nombre de vidéoconférences est inférieur aux prévisions en raison des améliorations apportées au processus budgétaire, y compris les visites de l'équipe Abacus, et du fait que les missions reçoivent des conseils consolidés du Département de l'appui aux missions.
Formation de 40 fonctionnaires des finances aux systèmes financiers avancés pour l'administration des systèmes de gestion financière sur le terrain	56 Fonctionnaires des finances des missions En outre, 6 nouveaux fonctionnaires du budget des missions ont été sélectionnés et formés au Siège de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de la constitution d'un répertoire détaillé de stagiaires.

3. Services d'appui intégré

Division du soutien logistique

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause leurs décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 exposés sur le soutien logistique et technique seront faits aux missions permanentes des pays qui fournissent des personnels militaires et de police.	31	Exposés sur le matériel appartenant aux contingents à l'intention des représentants des missions permanentes de l'Afrique du Sud

	(octobre 2007), du Brésil (janvier 2008), du Burkina Faso (mars 2008), du Canada (novembre 2007), du Chili (août 2007), de la Norvège (avril 2008), de la République-Unie de la Tanzanie (février 2008), de la Suède (4-23 février 2008) et de l'Ukraine (avril 2008)
	Exposés sur les opérations logistiques des missions de maintien de la paix à l'intention des représentants des missions permanentes ci-après : Nigéria et Pakistan pour les contingents de la MINUL et de la MONUC; République de Corée pour les officiers; Égypte pour les contingents de la MINUAD; Bangladesh et Inde pour les contingents de la MINUSTAH et de la MINUT; et Indonésie pour les contingents de la FINUL
Préparation et présentation d'informations géographiques et cartographiques à jour pour les séances d'information du Conseil de sécurité et ses séances de consultation	Oui Des cartes et d'autres informations géospatiales ont été présentées lors de 125 séances de consultation et d'information du Conseil de sécurité concernant différentes opérations du Département des opérations de maintien de la paix ainsi que du Département des affaires politiques, du Bureau pour la coordination aux affaires humanitaires et du HCR.
Organisation, à l'intention des pays qui fournissent des effectifs militaires et de police, d'un stage de formation régionale sur les besoins des opérations de paix en matière d'appui médical	2 Stages de formation organisés à l'occasion des visites préalables au déploiement au Nigéria et au Pakistan du 31 octobre au 4 novembre 2007 et du 13 au 16 décembre 2007, respectivement
3 exposés sur l'appui médical dans le cadre de l'ONU seront faits à des réunions d'organisations internationales/régionales consacrées aux questions médicales.	2 Exposés à des réunions de la Croix-Rouge militaire italienne et du Programme stratégique des dirigeants des États-Unis les 6 novembre 2007 et 8 février 2008, respectivement
Mise au point d'un outil de veille sanitaire, d'évaluation des menaces sanitaires et de diffusion de l'information pour le Département	Oui 3 réunions organisées avec des membres du Département des opérations de maintien de la paix/Département de l'appui aux missions, de l'Agence suédoise de recherche en matière de défense et l'armée suédoise en vue d'une collaboration pour la mise au point d'une méthodologie d'évaluation des menaces d'origine environnementale ou médicale pour la santé à l'intention des missions de maintien de la paix des Nations Unies; 1 réunion de suivi destinée à finaliser le rapport sera organisée à la MINUS en mars 2009, et les recommandations, de même que l'outil de diffusion de l'information, seront communiqués aux missions à la fin juin 2009.

Évaluation de la performance des divers pays fournissant des effectifs militaires et de police aux missions de maintien de la paix et analyse de leur conformité aux mémorandums d'accord qu'ils ont signés

Oui Évaluation des matériels majeurs et de la performance s'agissant du soutien logistique autonome des pays qui fournissent des contingents militaires et de police à la Mission de l'Union africaine au Soudan (août 2007) et à la MINUAD (septembre 2007); évaluation des unités de police constituées de 6 missions en août 2007; évaluation des unités constituées de génie de 9 missions en août 2007; évaluation des unités militaires de l'ONUCI en novembre 2007; de 8 missions [Service de la lutte antimines, étude du coût de l'élimination des explosifs (décembre 2007)]; de 11 missions pour une analyse des tendances concernant le matériel appartenant aux contingents en vue de l'établissement du rapport d'inventaire en fin d'année civile, mars 2008

Évaluation des équipements majeurs et du soutien autonome des pays qui fournissent des contingents concernant la production d'électricité en vue d'une étude visant à déterminer le nombre de générateurs à conserver dans les stocks stratégiques pour déploiement rapide (novembre 2007); évaluation de la performance autonome de tous les contingents de la MONUC (mars 2008); participation de toutes les unités de la MONUC à des réunions d'information en vue d'une visite d'évaluation militaire (avril 2008); et visite des unités sénégalaises de toutes les missions afin de s'informer des besoins en prévision d'une visite au Sénégal préalable au déploiement (mai 2008)

Réalisation escomptée 2 : Les opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité seront déployées et lancées rapidement.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> <i>Observations</i>
Modification de la composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide en fonction de l'évolution des besoins et des techniques	Oui La composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide pour 2007/08 a été examinée et modifiée sur la base des besoins opérationnels et des progrès techniques.
Reconstitution et réassortiment des stocks stratégiques pour déploiement rapide	Oui L'analyse des stocks et la détermination de leur composition ont été terminées en décembre 2007 et mises en œuvre dans le cadre de la procédure de réassortiment.

Mise en place de 3 partenariats stratégiques et opérationnels avec des organismes des Nations Unies et des partenaires de maintien de la paix pour accélérer le déploiement initial des missions

- 3 Accord portant sur les services communs entre le BINUB et l'équipe de pays des Nations Unies en vue d'harmoniser les mécanismes d'appui

Mécanisme entre l'ONU et l'Union africaine concernant l'appui à la planification

Accord technique entre l'Union européenne et la MINURCAT en matière de soutien logistique

Création à la Base logistique des Nations Unies du Centre d'informations géospatiales du Département des opérations de maintien de la paix pour accélérer le déploiement initial des missions et améliorer l'état de préparation opérationnelle du Département

- Oui Le Centre d'informations géospatiales est devenu opérationnel le 1^{er} octobre 2007. Il fournit des produits (cartes opérationnelles topographiques, cartes satellites et données géolocalisées) à la FINUL et à la MINUAD, et des services (analyse en vue de l'évaluation des eaux souterraines et analyse de terrain, y compris risques d'inondation pour le choix des sites des camps) à la MINUAD. Son principal objectif consiste à conserver de manière sûre les données de l'ensemble des missions et à les reproduire avec la Section de cartographie du Département de l'appui aux missions, à préparer la mise en route des missions, à organiser des stages de formation et à fournir une assistance technique sur site.

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix seront plus efficaces et efficientes.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Apport de conseils pour la planification des besoins logistiques de 16 missions de maintien de la paix, de 15 missions politiques spéciales et de la Base logistique des Nations Unies	31	Conseils pour la planification fournis à 31 missions (15 missions de maintien de la paix et 16 missions politiques spéciales), à savoir pour 3 plans de réduction des effectifs (MINUNEP, IIIC et MINUEE); le plan de liquidation du BINUSIL et la visite d'une équipe préalablement à la liquidation du BINUSIL; un plan préliminaire de cession des actifs pour la MINUEE; 6 plans budgétaires (pour le BINUSIL, le Bureau de l'Envoyé spécial pour les régions victimes de l'Armée de résistance du Seigneur, la MINUL, la MONUC, l'ONUCI et la MINURCAT); 6 plans d'appui (pour la MONUC, la MINUAD, le BANUGBIS, l'UNOWA, le Bureau de l'Envoyé spécial pour les régions victimes de l'Armée de résistance du Seigneur et la CMCN); une

	mission d'appui à la création du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive; et une mission d'assistance technique pour la MINUS au sujet des besoins de la Force et de questions d'appui entre les deux piliers et au sein de la mission, c'est-à-dire de questions de fond, administratives et de structures militaires, ainsi que pour une utilisation opérationnelle plus efficace des ressources, y compris avec d'autres missions de la région
Examen trimestriel et approbation des plans d'acquisition et de gestion des marchés pour 2007/08 de 16 missions de maintien de la paix, de 15 missions politiques spéciales et de la Base logistique des Nations Unies	Oui Coordination cycle des plans d'acquisition/de contrat des missions menée à bien. Copies des plans d'acquisition et des examens trimestriels communiquées à la Division des achats du Département de la gestion
Élaboration et envoi à 16 missions de maintien de la paix, à 15 missions politiques spéciales et à la Base logistique des Nations Unies de procédures de vérification de la conformité aux marchés conclus et de procédures d'assurance/qualité pour le secteur du génie, le secteur de l'approvisionnement et le secteur médical	Oui Rapport sur la performance du fournisseur joint à chaque contrat dans la base de données de la Base logistique des Nations Unies. S'il y a lieu, les contrats comportent des dispositions concernant les indicateurs de performance, l'assurance de la qualité et le contrôle de la qualité.
Adaptation et installation dans 10 opérations de maintien de la paix d'un système de gestion électronique des rations acquis sur le marché	Non La procédure d'achat a été menée à bien. Toutefois, au 30 juin 2008, la recommandation concernant l'octroi du contrat n'avait toujours pas été faite dans l'attente des conclusions de l'examen du système de gestion des rations afin de s'assurer de sa compatibilité avec le système PGI prévu (au 31 décembre 2008, en attendant l'examen par le Directeur général de l'informatique).
Établissement du cahier des charges, conduite de l'évaluation technique et organisation de 9 visites d'évaluation de soumissionnaires pour la mise au point de 34 contrats-cadres (1 pour la cartographie, 6 pour les services médicaux, 12 pour l'approvisionnement et 15 en génie)	Oui L'accord de commercialisation directe (avec la société Environmental Systems Research Institute) pour la fourniture du logiciel du système d'information géographique (SIG) conclu le 17 juillet 2007 a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2009. Un contrat (avec MDA Geospatial Services) pour la fourniture d'images satellite à haute résolution a été conclu le 8 octobre 2008, et un contrat (avec la société SPOT Image) pour la fourniture d'images satellite de moyenne résolution est en cours de négociation. La Section du soutien médical a passé un contrat pour la fourniture de sang, renégocié deux contrats (fourniture de médicaments et de produits pharmaceutiques et fourniture

Organisation pour les ingénieurs des missions de formation en gestion du matériel (20), gestion de projets (20), alimentation électrique (20), écologie (20), politique de l'environnement (20) et hygiène et sécurité du travail sur les chantiers (20)

Visite d'évaluation de l'environnement dans 3 opérations de maintien de la paix et établissement des rapports correspondants

Accueil et préparation de 10 ingénieurs et fonctionnaires chargés des fournitures (P-3) avant leur déploiement sur le terrain

d'appareillages et de consommables). Un contrat pour la fourniture de sang et de produits sanguins a été passé. Les contrats susmentionnés ont été les seuls touchés à la suite de l'examen au cours de la période considérée.

15 contrats pour la fourniture de divers articles ont été conclus, et 8 contrats étaient en cours de négociation au 30 juin 2008 (finalisés en décembre 2008).

20 contrats ont été examinés dans le domaine du génie, y compris la rédaction des cahiers des charges, et l'évaluation des appels d'offres/propositions reçues, l'inspection des prototypes et les négociations avec les contractants, dont 13 conclus et 7 en attente de l'achèvement de la procédure.

Oui Gestion du matériel : 28 participants à la Base de soutien logistique des Nations Unies, du 14 au 18 avril 2008

Eau et assainissement : 23 participants à la Base de soutien logistique des Nations Unies, du 25 octobre au 5 novembre 2007

Alimentation électrique : 18 participants à Belfast (Irlande du Nord), du 5 au 9 novembre 2007

Hygiène et sécurité du travail sur les chantiers : 22 participants à Turin (Italie), du 26 au 30 mai 2008

Directives concernant l'établissement de budget : 17 participants de la MINUSTAH, du 5 au 9 novembre 2007

La formation en politique de l'environnement n'a pas pu être organisée, le document d'étude n'ayant toujours pas été approuvé.

La formation à la gestion de projets n'a pas été organisée en raison d'un manque de personnel et d'autres priorités (telles que la MINUAD et la gestion des contrats).

Non Reportée en attendant le recrutement d'un spécialiste des questions d'environnement

3 Accueil des ingénieurs. En raison du déploiement du personnel auprès de la MINUAD et de la MINURCAT, la formation

Préparation de 2 modules de formation sur le matériel appartenant aux contingents pour le personnel des missions et publication de directives sur la vérification et le contrôle par les missions du matériel appartenant aux contingents et sur la gestion des mémorandums d'accord, afin de faciliter la mise au point et l'exécution de programmes de formation et de réunions d'information sur la logistique des matériels appartenant aux contingents pour les personnels concernés des missions de maintien de la paix ainsi que pour les représentants des missions permanentes auprès de l'ONU, des pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police, des groupes régionaux et du personnel du Siège

Animation d'un atelier à l'intention des chefs des sections des services généraux et de la gestion du matériel des missions

Animation de deux ateliers/conférences spécialisés pour les cadres du génie et du service de santé des missions

Animation d'un atelier à l'intention du personnel des missions chargé des réclamations et du contrôle du matériel

des fonctionnaires chargés des fournitures n'a pas été dispensée au Siège de l'Organisation.

- 2 Module 1 – visites de reconnaissance et préalables au déploiement, terminé au 30 juin 2008

Module 2 – soutien autonome, terminé au 30 juin 2008

Directives pour la vérification et le contrôle du matériel appartenant aux contingents et la gestion des mémorandums d'accord (provisoire), communiqués aux missions le 28 janvier 2008

- Oui Conférence générale sur la liquidation et la cession du matériel organisée du 31 mars au 4 avril 2008 à la Base de soutien logistique des Nations Unies

Un atelier et un stage de formation consacrés au matériel appartenant aux contingents organisés du 19 au 23 mai 2008 au Siège de l'Organisation (18 participants des missions et l'ensemble du personnel concerné du Siège ont participé à la préparation des deux modules de formation technique et aux travaux d'élaboration des 10 autres modules).

- Oui Un atelier pour les responsables du génie au Siège de l'Organisation du 4 au 7 septembre 2007

Un atelier destiné aux médecins-chefs/médecins à la Base de soutien logistique des Nations Unies du 27 au 31 août 2007

- Non En raison d'une augmentation de 82 % du stock du matériel appartenant à l'ONU au cours des 5 dernières années et du nombre de recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et le Bureau des services de contrôle interne, la priorité a été accordée à l'organisation de la conférence sur la liquidation et la cession du matériel. Cette conférence abordait cependant la question des réclamations et du contrôle du matériel.

Rédaction du cahier des charges d'un système de lecture de codes à barre pour la gestion des stocks des missions

Oui Les besoins des utilisateurs ont été communiqués à la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions et au Chef de la Base de soutien logistique des Nations Unies en vue de procéder aux essais nécessaires.

Elaboration d'un système de codification normalisée pour les produits consommables

Oui Le Bureau de la codification de la Base de soutien logistique des Nations Unies a élaboré une procédure standard de codification.

Révision et distribution à 15 missions du Manuel aéronautique (Aviation Manual) du Département, l'accent étant mis sur les services d'appui au sol, les vols de nuit, les opérations de recherche et de sauvetage et la sécurité aérienne

Non La phase initiale du projet, y compris une révision interne et une identification générale de l'importance des changements attendus et le reformatage du contenu du manuel afin de le conformer à la norme ISO 9001, a été réalisée en collaboration avec 15 missions. La fin de la révision est prévue pour le 30 avril 2009.

Élaboration et envoi à 15 missions d'un manuel de régulation et contrôle des mouvements et d'un système de gestion des conteneurs

Non Un document provisoire a été préparé et envoyé aux missions pour observation. La version finale du manuel devrait être prête au 30 septembre 2009 et soumise à l'équipe élargie de direction.

Apport de conseils en matière de sécurité routière, avec notamment la formulation de politiques en la matière, l'élaboration de modèles de compilation de statistiques sur les accidents, la conception et l'animation de programmes de formation à la sécurité routière, la diffusion des bonnes pratiques et le suivi de la sécurité routière dans 32 missions

Oui Élaboration et diffusion de conseils, notamment réalisation d'un nouveau modèle pour la collecte de statistiques des accidents, élaboration d'un programme de formation à la sécurité routière et cours de formation dans les missions. Toutes les missions ont célébré la semaine de la sensibilisation à la sécurité routière.

Dans 22 missions, des spécialistes des transports ont été chargés d'assurer la coordination des questions en matière de sécurité. Trente-deux missions ont adopté, sur demande, de bonnes pratiques en matière de sécurité routière et en ont suivi l'application.

Des directives sont en cours de rédaction et seront incorporées à la prochaine version révisée du manuel sur les transports de surface.

5 visites d'assurance-qualité et de contrôle du respect des normes techniques des opérations aériennes

5 Des inspections ont été menées auprès de la MINUAD, de la MINUS, de la MONUC, de la MINUSTAH et à la Base de soutien logistique des Nations Unies afin de déterminer si les matériels aéronautiques étaient adaptés aux besoins opérationnels et si les normes appliquées par les transporteurs aériens étaient conformes aux dispositions des contrats passés ainsi qu'aux normes de l'Organisation de

23 inspections d'évaluation et d'assurance-qualité de prestataires de services aéronautiques	
Réalisation de 20 missions d'évaluation de la sécurité aérienne dans 13 missions et prestation à 17 opérations de maintien de la paix de conseils sur la sécurité aérienne, y compris la prévention des accidents, l'analyse des risques, les enquêtes après accident, les règles, règlements et procédures tant internationaux que spécifiques à l'ONU et la formulation de politiques en matière de sécurité aérienne	l'aviation civile internationale, de l'Association du transport aérien international et du Département de l'appui aux missions. 5 Des évaluations et des inspections ont été réalisées concernant Vostok (Fédération de Russie), Abakan Avia (Fédération de Russie), Burundai Avia (Kazakhstan), Jordan Aviation (Jordanie) et Orient Thai Airlines (Thaïlande). Toutes les évaluations et inspections prévues n'ont pu être menées à bien en raison d'un manque de personnel et d'autres priorités plus importantes, telles que la fourniture d'un soutien à la MINUAD et à la MINURCAT. 7 Des évaluations de la sécurité aérienne ont été réalisées concernant la MINUL, l'ONUCI, la MINUT, la MINUSTAH, la MINUS, la MINUNEP et la MINUAD. Les diverses évaluations prévues n'ont pas pu toutes être menées à bien, en raison notamment d'un manque de ressources; une mission d'inspection à la MINUAD a été effectuée en septembre 2007 afin de formuler des recommandations au sujet de l'utilisation éventuelle des matériels aéronautiques de la MUAS par la MINUAD; une mission en novembre 2007 auprès de la MINUL et en décembre 2007 auprès de la MONUC afin de participer, en tant que représentant accrédité de l'ONU à l'enquête au sujet de l'accident d'un hélicoptère MI-8 loué par l'ONU. Des conseils en matière de sécurité aérienne ont été fournis aux missions pendant toute la période.
Mise au point des méthodes de gestion des risques opérationnels, intégration de ces méthodes dans les procédures aériennes et mise en œuvre dans 15 missions	Oui Réalisé pour les 15 missions
Atelier sur la préparation à une éventuelle épidémie de grippe aviaire à l'intention des chefs de service médical et des points de contact des missions et organisations, en collaboration avec la Section de l'appui médical et le Service intégré de formation, d'un séminaire de formation dans certaines missions	Oui L'équipe de préparation à une épidémie de grippe aviaire a participé à l'atelier d'appui médical organisé à la Base de soutien logistique des Nations Unies du 2 au 31 août 2007. Elle a préparé et distribué des matériels de formation à toutes les missions et s'est rendue auprès de la MINUSTAH du 10 au 13 juillet 2007 afin d'évaluer le plan de préparation de la Mission à une pandémie.
Rédaction et distribution à toutes les missions de directives actualisées pour améliorer les plans	Oui L'Équipe de préparation à la pandémie de grippe a examiné les projets de plans des

d'urgence en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe aviaire

Établissement d'un système d'information géographique en ligne avec visualisation d'images satellite des théâtres d'opérations des grandes missions de maintien de la paix (MONUC, MINUS et FINUL)

missions et fourni des indications complémentaires, y compris des directives et un plan type accompagné d'annexes. Les directives de mai 2008 destinées aux directeurs médicaux de l'ONU ont par ailleurs été envoyées à toutes les missions.

Oui Un système de géovisualisation (un système interactif d'information géographique pour la visualisation d'images satellite) a été mis en place et est opérationnel à la MONUC et à la Base logistique des Nations Unies. À la fin de la période considérée, les systèmes de géovisualisation étaient en cours d'installation et d'essai à la FINUL, à la MINUS, à la MINUAD et à la MINURCAT. Le système de la FINUL est devenu opérationnel en juillet 2008 et les autres le seront prochainement. Un atelier consacré à l'installation et à l'administration du système, au traitement et l'affichage des données et aux opérations a été organisé en mai 2008 au Centre d'information géospatiale de la Base logistique des Nations Unies pour 22 membres du personnel.

Le système de la Base logistique des Nations Unies sert de serveur principal au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, à partir duquel sont répliquées les informations géo-opérationnelles échangées entre les Missions et le Siège.

Division des technologies de l'information et des communications

Réalisation escomptée 2 : Les opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité seront déployées et lancées rapidement.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> <i>Observations</i>
Plans d'appui opérationnel en matière de technologie de l'information et de la communication à 16 opérations de maintien de la paix, 15 missions politiques spéciales et à la Base logistique des Nations Unies	Oui Un appui opérationnel permanent en matière de technologie de l'information et de la communication (voix, systèmes vidéo à haut débit, réseaux et applications) a été fourni à l'ensemble des opérations de maintien de la paix et missions politiques spéciales ainsi qu'à la Base logistique des Nations Unies. Un appui a également été fourni lors de la mise en route de la MINUAD et de la MINURCAT.

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix seront plus efficaces et efficientes.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'un appui en matière de technologie de l'information et de la communication à toutes les opérations de maintien de la paix et à la Base logistique des Nations Unies	Oui	Un appui a été fourni à toutes les opérations de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales ainsi qu'à la Base logistique des Nations Unies. Une équipe d'intervention rapide (i-DART) a été créée et est opérationnelle à la Base logistique des Nations Unies. Elle a fourni un appui supplémentaire aux missions en cours, en phase de lancement et en développement.
Prestation de service d'audioconférence et de visioconférence aux missions et aux autres organismes des Nations Unies dans le monde entier, y compris sous forme d'appui technique et opérationnel	Oui	2 444 vidéoconférences
Prestation de conseils et diffusion de documents sur les règles de sécurité des systèmes informatiques et des systèmes de communication en vue de garantir leur sécurité et leur intégrité technique dans toutes les missions	Oui	Un cadre normatif et des procédures concernant la sécurité des technologies de l'information et de la communication ont été élaborés pour le Département des opérations de maintien de la paix/Département de l'appui aux missions conformément aux directives desdits départements. En raison de la complexité de cette question, et conformément aux normes ISO et aux meilleures pratiques du secteur privé, un certain nombre de directives précises sont nécessaires. Les mesures concernant les deux domaines d'intervention les plus importants sur les 10 prévus, à savoir le contrôle de l'accès aux technologies et la sécurité des technologies, la continuité des opérations et la préparation aux situations d'urgence du Département des opérations de maintien de la paix, ont été réalisées. Un avant-projet a été envoyé à toutes les missions à titre d'information. Le document général devrait être approuvé par l'équipe de gestion de haut niveau du Département des opérations de maintien de la paix/Département de l'appui aux missions au début 2009, et les diverses directives seront approuvées par chaque département. D'autres documents concernant l'appui à la mise en œuvre devraient être prêts en 2009. La rédaction des dernières directives était en cours et devrait être terminée au cours de l'exercice 2008/09.

Développer et commencer à mettre en place les systèmes informatiques et les systèmes de communication dans les centres secondaires de télécommunications

Contrôler dans toutes les missions l'application effective des plans de reprise après sinistre informatique et des plans de continuité des opérations

Procéder à un exercice de simulation de relocalisation des missions et de récupération des données à la Base logistique des Nations Unies

Recenser et commencer à réviser les méthodes, structures et systèmes du Département des opérations de maintien de la paix

Fournir à toutes les missions des principes directeurs et des services de contrôle pour la planification, l'acquisition et la mise en œuvre de progiciels de gestion intégrés

Non Le 24 décembre 2008, l'Assemblée générale a approuvé la création d'un centre de télécommunications à Valence (Espagne). Les accords entre l'ONU et le Gouvernement espagnol sont en cours de finalisation, et le centre devrait être opérationnel au cours des 18 prochains mois.

Oui Des modèles types de reprise après sinistre et des plans de continuité des opérations ont été envoyés à toutes les missions le 19 juin 2008. Des visites ont été effectuées auprès de la MANUI, de la MANUA, de la MINUL, du BINUSIL, de la MONUC et de la MINUNEP.

Oui Exercices de simulation effectués à la Base logistique pour la Base logistique, la MANUI et la MINUL

Oui L'évaluation des améliorations apportées a pris fin en avril 2008. Le projet correspondant devrait être réalisé en trois phases sur une période de deux ans. La première phase, qui comprend 10 projets d'amélioration des procédures dans des domaines tels que la gestion des ressources humaines, les achats, la planification et la continuité des opérations, devrait s'achever en février 2009.

Non Le projet de progiciel de gestion intégré a été approuvé par l'Assemblée générale en décembre 2008 et, par conséquent seules les activités préparatoires, telles que le début du processus de choix du logiciel, ont pu être menées à bien.

Le Département de l'appui aux missions et des représentants des missions ont contribué à la définition des besoins pour faire en sorte que ceux des opérations de maintien de la paix soient bien pris en compte lors du choix du logiciel. Le même personnel des missions a participé à l'évaluation des propositions reçues d'un petit nombre de fournisseurs.

C. Département de la gestion

1. Bureau du Secrétaire général adjoint

a) Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services d'appui fonctionnel et services techniques de secrétariat concernant 75 réunions officielles et officieuses de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix, notamment des conseils sur les procédures, 25 projets de résolution et 20 rapports de la Commission soumis pour adoption à l'Assemblée générale	117	Réunions officielles et officieuses de la Cinquième Commission, pour lesquelles des conseils sur les procédures ont été donnés En outre, des services d'appui ont été assurés lors de consultations officieuses.
	30	Projets de résolution
	28	Rapports de la Cinquième Commission adoptés par l'Assemblée générale
Élaboration de notes sur le programme de travail et l'état de la documentation, ainsi que de 20 notes de procédure sur les questions de maintien de la paix, à l'intention des présidents de séance de la Cinquième Commission	Oui	Programme de travail mis à jour régulièrement
	23	Notes de procédures préparées
	3	Établissement des notes sur l'état de la documentation de la Cinquième Commission
Administration et tenue à jour du site Web de la Cinquième Commission au sujet du maintien de la paix	Oui	Site Web mis à jour régulièrement

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix sont gérées de manière plus efficace et plus rationnelle.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
250 fonctionnaires bénéficient de services de conseil et de représentation.	371	Fonctionnaires, dont 108 relevant des opérations de maintien de la paix, ont bénéficié de services de conseil et de représentation, outre ceux visés par des affaires en cours remontant à des exercices antérieurs.
Présentation par la Liste des conseils de 84 appels interjetés par le personnel à la Commission paritaire de recours	132	Pour des affaires soumises à la Commission paritaire de recours (3 appels ou plus présentés par affaire)

Présentation de 34 recours au Comité paritaire de discipline par la Liste des conseils	102 Pour des affaires soumises au Comité paritaire de discipline (2 recours ou plus présentés par affaire) dont certaines oralement
Présentation de 18 recours au Tribunal administratif des Nations Unies par la Liste des conseils	29 Pour des affaires soumises au Tribunal des Nations Unies (2 recours ou plus présentés par affaire)
Présentation de 20 recours à d'autres organes de recours par la Liste des conseils	14 Pour des affaires relevant d'autres procédures officielles (jurys de révision, Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès, Commission médicale)
Rédaction de 40 rapports de la Commission paritaire de recours sur des appels interjetés par des fonctionnaires en poste ou d'anciens fonctionnaires au Siège ou dans les missions de maintien de la paix	67 Rapports
Rédaction de 24 rapports sur les demandes de suspension de décisions	26 Rapports
Rédaction de 15 rapports du Comité paritaire de discipline sur des questions disciplinaires soumises par le Bureau de la gestion des ressources humaines ou sur des demandes de révision de mesures de révocation	12 Rapports
Décisions rendues au nom du Secrétaire général sur les recommandations faites par la Commission paritaire de recours, le Comité paritaire de discipline et d'autres questions disciplinaires concernant le personnel des missions	49 Décisions rendues au nom du Secrétaire général sur les recommandations faites par la Commission paritaire de recours (29 décisions) et le Comité paritaire de discipline (5 décisions), et sur d'autres questions disciplinaires (15) entre le 1 ^{er} juillet 2007 et le 31 août 2007
Suivi de l'application des décisions du Secrétaire général relatives aux recours et aux affaires disciplinaires	34 L'application de décisions du Secrétaire général relatives à des recours et à des affaires disciplinaires concernant le personnel de maintien de la paix a été suivie au cours de la période située entre le 1 ^{er} juillet 2007 et le 31 août 2007.
Suivi de l'application des jugements du Tribunal administratif des Nations Unies concernant le personnel des missions	4 L'application de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies concernant le personnel du Département des opérations de maintien de la paix et des missions a été suivie entre le 1 ^{er} juillet 2007 et le 30 juin 2008.
Mise à jour de la base de données contenant une sélection des affaires portées devant le Tribunal administratif des Nations Unies	61 Nouveaux arrêts ont été ajoutés à la base de données contenant une sélection des affaires portées devant le Tribunal administratif des Nations Unies entre le 1 ^{er} juillet 2007 et le 30 juin 2008.

Organisation de 2 séances officielles du Comité des marchés du Siège par semaine

Examen de 900 dossiers d'achat (représentant plus de 3 milliards de dollars) en vue de recommandations au Contrôleur concernant les adjudications

Organisation de 2 ateliers de formation à l'intention des homologues au sein des comités locaux des marchés et des comités locaux de contrôle du matériel

Mise au point d'une base de données d'orientation opérationnelle concernant les recommandations du Comité des marchés du Siège

Amélioration et mise en œuvre du système informatisé du Comité des marchés du Siège dans 2 missions de maintien de la paix

Examen de 400 dossiers en souffrance du Comité central de contrôle du matériel

Missions de conseil en gestion effectuées à la demande d'opérations de maintien de la paix, de la Base de soutien logistique des Nations Unies ou de services du Siège s'occupant du maintien de la paix

2,5 Réunions en moyenne par semaine (le nombre total de réunions en 2007/08 était de 123, soit 2,5 réunions en moyenne par semaine).

Non 721 dossiers soumis, soit au total 4 milliards de dollars environ. Le nombre de dossiers soumis a été moins élevé que prévu, la liste révisée des critères de base permettant aux missions de maintien de la paix de traiter un plus grand nombre de dossiers sans en référer au Comité des marchés du Siège.

23 Séances de formation organisées à l'intention des comités locaux des marchés

Oui Le Secrétariat du Comité des marchés du Siège a continué à mettre au point les bases de données concernant les recommandations.

Oui Le système informatisé du Comité des marchés du Siège a été mis en œuvre dans 14 missions de maintien de la paix.

Non Le Comité central de contrôle du matériel a examiné au total 316 dossiers.

Oui Une stratégie de gestion du changement a été définie au titre de la constitution d'équipes opérationnelles intégrées suite aux demandes du Département des opérations de maintien de la paix et un soutien a été accordé au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions à la suite de la demande de ces derniers et pour donner directement effet aux recommandations d'organes délibérants et de supervision, pour élaborer et mettre en chantier un projet global d'amélioration des modalités de fonctionnement liées à l'établissement, à la poursuite et au soutien d'opérations de maintien de la paix. Une évaluation des besoins a été effectuée pour déterminer et hiérarchiser les modalités de fonctionnement qui ont besoin d'être améliorées, et des possibilités de projets ont été identifiées. À la demande des opérations de maintien de la paix, des consultations ont été tenues sur le choix des organigrammes du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions.

2. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

Division de la comptabilité

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents afin qu'ils puissent prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Présentation des états financiers au Comité des commissaires aux comptes dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice	Oui	Des états financiers ont été présentés au Comité des commissaires aux comptes le 1 ^{er} octobre 2008.
Présentation de rapports sur l'état des contributions avant la fin du mois suivant le mois considéré	Oui	Tous les rapports sur l'état des contributions ont été présentés avant la fin du mois suivant le mois considéré, sauf dans les cas de retard d'un mois à deux survenus en rapport avec les apurements de comptes de juillet 2007 et de décembre 2007.
3 états financiers consolidés et 41 états financiers individuels accompagnés de 18 tableaux et de notes relatives aux états financiers	3	États financiers consolidés
	45	États financiers individuels
	22	Tableaux
	447 000	Opérations comptables traitées
Présentation de rapports et fourniture d'avis au Secrétaire général, à l'Assemblée générale et aux États Membres au sujet des contributions aux opérations de maintien de la paix	Oui	Présentation de rapports semi-annuels sur la situation financière de l'Organisation, y compris des opérations de maintien de la paix et fourniture d'éléments d'information et d'avis comme la demande en a été faite
22 documents d'évaluation des opérations de maintien de la paix	18	Documents d'évaluation précisant les contributions mises en recouvrement et les crédits des missions en cours et les crédits des missions achevées.
12 rapports mensuels détaillés sur l'état des contributions	12	Rapports mensuels sur l'état des contributions versées à 41 fonds de maintien de la paix
12 récapitulatifs mensuels officiels des contributions non acquittées	12	Récapitulatifs mensuels
24 récapitulatifs bimensuels officiels de l'état des contributions des 15 principaux contributeurs et des autres États Membres	12	Publications de récapitulatifs mensuels plutôt que bimensuel
Calcul de 80 quotes-parts et crédits (y compris les contributions des nouveaux États Membres)	75	Calculs des quotes-parts et des crédits

Rappel général aux États Membres concernant les contributions non acquittées	Oui Lettres de rappel précisant les montants non acquittés envoyés à 23 États Membres risquant de tomber sous le coup de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies
2 500 accusés de réception de contributions des États Membres aux opérations de maintien de la paix	2 500 Accusés de réception
10 communications concernant des contributions ou crédits	9 Communications
Notifications, avant la fin de 2007, des États Membres risquant de tomber sous le coup de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies en 2008	Oui Notifications

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix sont gérées de manière plus efficaces et plus rationnelles.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Traitement de 90 % des paiements du Siège au personnel international des missions dans les 30 jours ouvrables qui suivent la réception des justificatifs requis	Oui	Traitements : tous les traitements ont été versés à temps. Le nombre des effectifs des missions de maintien de la paix émergeant au budget a augmenté de 11 % au cours de la période considérée. Indemnités de départ : 70 % des demandes ont été traitées dans les 30 jours. Allocations pour frais d'étude : 93 % des demandes ont été traitées dans les 30 jours. Leur quantité a augmenté de 17 % par rapport à l'exercice précédent en raison du surcroît d'effectifs des opérations de maintien de la paix.
Traitement de 90 % des paiements des factures aux fournisseurs et des demandes de remboursements des frais de voyage pour le personnel dans les 30 jours ouvrables suivant la réception des justificatifs requis	Oui	Paiement des fournisseurs : 77 % des demandes de paiements des fournisseurs ont été traitées dans les 30 jours ouvrables qui ont suivi la réception de la facture du fournisseur. Il y a eu généralement moins de demandes traitées en raison du temps qu'il a fallu aux départements demandeurs pour certifier les factures à régler. Remboursement des frais de voyage : 95 % des demandes de remboursement des frais de voyage ont été traités dans les 30 jours qui ont suivi la réception des demandes dûment remplies.

Envoi de 90 % des communications aux États Membres concernant les contributions dans les 30 jours suivant l'adoption des résolutions et la réception des instructions pertinentes de la Division du financement des opérations de maintien de la paix

Directives et conseils aux opérations de maintien de la paix en ce qui concerne le Règlement financier et les règles de gestion financière, les conventions, procédures et pratiques comptables, et les assurances

Formation et orientation en matière de gestion financière sur le terrain, en ce qui concerne l'amélioration des contrôles internes et la rectification des constatations d'audit

Analyse et recommandation concernant les nouveaux principes comptables en vue de l'adoption des normes comptables internationales du secteur public, notamment en matière d'immobilisation et d'amortissement des avoirs et d'évaluation des stocks

Comptabilité précise des stocks stratégiques pour déploiement rapide et poursuite de l'élaboration de directives comptables connexes

Oui Notifications des États Membres dans les 30 jours qui suivent l'adoption des résolutions et la réception des instructions pertinentes de la Division du financement des opérations de maintien de la paix.

Oui Directives et conseils en ce qui concerne les questions financières fournies de manière continue, et analyse détaillée des comptes mensuels et des échanges de correspondance. En outre, divers thèmes pertinents ont été examinés lors de l'atelier du Séminaire organisé du 9 au 12 décembre 2007 à l'intention des chefs des sections des finances.

21 contrats d'assurance examinés, des directives et conseils donnés sur les dispositions relatives aux assurances et les clauses d'indemnisation des contrats se rapportant aux opérations de maintien de la paix complexes, ainsi que sur les risques propres au maintien de la paix prévus dans les polices d'assurance proposées au Siège.

Oui Orientation en matière de procédures financières à la MINURCAT et à la MINUAD

De hauts fonctionnaires de la Section de la comptabilité des opérations de maintien de la paix de la Division de la comptabilité ont effectué une visite auprès de la MONUC et de l'ONUCI qu'ils ont aidées sur le plan de l'orientation en matière de gestion financière et du suivi des constatations d'audit.

Oui Conformité des normes comptables internationales du secteur public établies dans les domaines ci-après :

Dispositions transitoires, comptabilisation des immobilisations corporelles au titre du régime d'assurance maladie après la cessation de service, opérations de change, informations relatives aux parties liées, comptabilisation des logiciels et progiciels de gestion intégrés, comptabilisation des bibliothèques, comptabilisation de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, comptabilisation des biens et services en nature

Oui Comptabilité précise d'une cargaison de stocks stratégiques pour déploiement rapide d'un montant de 77,2 millions de dollars et de

	reconstitution du stock d'un montant de 55,4 millions de dollars
Approbation de 19 000 décaissements en faveur d'États Membres, de membres du personnel et de fournisseurs	18 300 Décaissements approuvés
Négociation et gestion de 11 contrats-cadres d'assurance pour les opérations de maintien de la paix, notamment pour les opérations aériennes et la police mondiale d'assurance automobile	13 Polices d'assurance réparties comme suit : Négociation de 10 contrats-cadres d'assurance pour les opérations de maintien de la paix, dont une police d'assurance contre les actes de violence 1 police couvrant les biens des opérations de maintien de la paix au Siège de l'Organisation des Nations Unies Souscription de 2 nouvelles polices au cours de la période considérée pour couvrir les dommages causés par les navires militaires fournis à la FINUL au titre de lettres d'attribution et les stocks stratégiques pour déploiement rapide à la Base de soutien logistique des Nations Unies. Les risques ont augmenté de 10 % en raison du surcroît des activités de maintien de la paix.
Assurance maladie et assurance-vie pour 14 000 membres du personnel international des opérations de maintien de la paix et les personnes à leur charge	14 495 Le nombre plus élevé d'agents du personnel et de personnes à leur charge assurés, représente une augmentation par rapport à la période antérieure due à l'accroissement des activités de maintien de la paix. Tous les membres du personnel et personnes à charge pouvant y prétendre ont été couverts selon les arrangements relatifs au personnel sur le terrain
Traitement de toutes les demandes d'indemnisation présentées aux compagnies d'assurance et au Comité consultatif pour les questions d'indemnités	Oui Toutes les demandes ont été examinées et se trouvent à différents stades de règlement au 30 juin 2008. 140 nouvelles demandes ont été examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation. 4 nouvelles affaires relevant du Comité consultatif ont été examinées. 38 demandes d'indemnisation par des compagnies d'assurance présentées au Siège ont été traitées ou réglées conformément au contrat-cadre d'assurance responsabilité civile pour les opérations aériennes, à l'assurance contre les actes de violence et à la police mondiale d'assurance automobile

Appui et application des contrôles types dans les placements, les décaissements et les opérations d'arrière-guichet

Oui Les opérations de comptabilisation des placements ont été séparées des fonctions de placement et de décaissement pour se conformer aux règles établies en la matière.

Publication de 250 rapports journaliers, 12 rapports mensuels et 2 rapports semestriels sur les placements et la gestion de la trésorerie à l'intention des missions de maintien de la paix

Oui 251 rapports journaliers, 12 rapports mensuels et 2 rapports semestriels sur les placements et la gestion de la trésorerie ont été publiés.

Application de la continuité des opérations et des décaissements après l'exécution du plan antisinistre pour la Société de télécommunications interbancaires mondiales (SWIFT) et le Système de contrôle intégré du traitement des opérations (OPICS)

Non La mise en œuvre du plan de redressement du Système de contrôle intégré du traitement des opérations a été reportée en raison de sa modernisation prévue. Au 30 juin 2008, le Système de contrôle intégré du traitement des opérations était en passe d'être modernisé pour devenir la version « .NET ».

Division du financement des opérations de maintien de la paix

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports présentés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents, pour leur permettre de prendre des décisions en toute connaissance de cause relatives au maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations
26 rapports sur l'exécution du budget et prévisions budgétaires pour 13 missions en cours	28 Rapports sur l'exécution du budget et prévisions budgétaires de 15 missions en cours, dont 2 autres rapports sur le budget de missions nouvellement établies (MINUAD et MINURCAT)
1 rapport sur la situation financière actualisée de 20 missions clôturées	1 Rapport sur la situation financière actualisée de 20 missions clôturées
1 rapport sur l'exécution du budget et 1 rapport sur la liquidation définitive des avoirs (ONUB)	1 Rapport sur l'exécution du budget de l'ONUB Le rapport sur la liquidation définitive des avoirs de l'ONUB a été présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session.
2 rapports finals sur l'exécution du budget de missions clôturées (MANUTO et MINUSIL)	1 Rapport final sur l'exécution du budget de la MANUTO; le rapport final sur l'exécution du budget de la MINUSIL a été présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session.
8 rapports et notes sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, y compris le	9 Rapports et notes. Une note supplémentaire sur les ressources approuvées au titre des opérations de maintien de la paix pour

rapport d'ensemble, le compte d'appui et la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi

l'exercice 2007/08 a été publiée à la suite de mesures financières additionnelles prises par l'Assemblée générale lors de la partie principale de sa soixante-deuxième session.

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix sont gérées de manière plus efficace et plus rationnelle.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation et soutenance des rapports financiers du Secrétaire général devant les organes délibérants, et coordination des réponses écrites aux questions posées	40 879	Rapports devant les organes délibérants Pages de réponses écrites aux questions posées
Établissement des rapports mensuels sur les effectifs des contingents de 13 opérations de maintien de la paix en activité	Oui	En ce qui concerne 14 missions de maintien de la paix en cours, dont la MINUAD
Traitement des lettres trimestrielles concernant les paiements adressées aux pays fournissant des effectifs militaires ou de police	538	Lettres concernant des paiements
Autorisations de financement pour les missions et les fonds d'affectation spéciale consacrés au maintien de la paix (activité continue)	383	Autorisations de financement
Autorisations concernant les tableaux d'effectifs des missions	20	Autorisations concernant les tableaux d'effectifs
Rapports financiers à l'intention des donateurs des fonds d'affectation spéciale pour le maintien de la paix	3	Rapports financiers
Étude des exigences des utilisateurs et analyse des modalités d'exécution des tâches en vue de la mise en œuvre du projet du PGI	Oui	Participation aux ateliers consacrés à l'étude des exigences des utilisateurs du PGI
Mise en service du LBI dans les missions de maintien de la paix, ainsi qu'à la Base de soutien logistique des Nations Unies et au Siège	Non	Le projet de mise en service du LBI a été reporté à l'exercice 2008/09 en raison de l'éventualité qui avait été envisagée d'ajouter au logiciel budgétaire intégré, une application de téléchargement permettant d'exploiter la fonctionnalité d'Excel.
Conseils techniques et appui informatique pour les utilisateurs du LBI, y compris des services de dépannage et de maintenance, à l'intention du personnel du Siège et des missions de maintien de la paix	Non	Voir ci-dessus

Directives à l'intention des missions concernant la formulation d'un projet de budget ou du rapport sur l'exécution d'un budget, notamment en ce qui concerne le règlement financier et les règles de gestion financière, les politiques et procédures, la budgétisation axée sur les résultats et la formulation de recommandations à l'intention des organes délibérants

Oui 15 missions en cours ont reçu des instructions sur les modalités d'élaboration des rapports sur l'exécution des budgets de 2006/07 et des budgets de 2008/09 et des directives régulières dans ce sens.

Organisation et tenue de 14 visioconférences sur les questions d'établissement et d'exécution du budget, avec 13 opérations de maintien de la paix et la Base de soutien logistique, sur les questions (hypothèses budgétaires, justification des projets) qui se posent lors de l'établissement d'un rapport sur un budget ou sur son exécution

Non Il n'y a pas eu lieu de tenir des visioconférences avec des opérations de maintien de la paix et la Base de soutien logistique étant donné que l'ensemble des questions liées à l'établissement et à l'exécution des budgets avait été réglée par voie de correspondance.

Examen des questions des organes délibérants concernant 13 opérations de maintien de la paix en activité, la Base de Brindisi et le compte d'appui, ainsi que les questions transversales, et coordination des réponses

879 Pages de réponses écrites complémentaires

Directives à l'intention du personnel du Siège et des missions sur l'application des Normes comptables internationales du secteur public

Non L'application des normes comptables internationales du secteur public est un projet pluriannuel qui s'est poursuivi lors de la période considérée.

Formation de 200 personnes appartenant à cette mission de maintien de la paix sur le mécanisme de contrôle des mouvements de fonds

137 Personnes formées appartenant à 7 missions de maintien de la paix. Le nombre plus réduit de stagiaires tenait principalement à un plus faible taux de participation que prévu.

Perfectionnement de la base de données actuelle sur les dettes relatives au matériel appartenant aux contingents et aux unités constituées de police, aux fins du remboursement des gouvernements concernés

Non L'exécution du nouveau projet de création de base de données a été renvoyée à l'exercice 2008/09 en vue d'en déterminer la compatibilité avec le progiciel intégré.

Trésorerie

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix seront gérées de manière plus efficace et plus rationnelle.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Placement des fonds en dollars des États-Unis et en euro conformément aux instructions en vigueur à l'ONU	Oui		Placements des fonds effectués conformément aux instructions en vigueur à l'ONU
Appels d'offres quotidiens concernant les placements, destinés à réduire les frais d'intermédiaire sur les opérations			Lancement d'appels d'offres quotidiens concernant les placements

État quotidien de la trésorerie et des besoins de liquidités, destiné à permettre de faire face aux impératifs de financement en monnaies multiples	Oui États quotidiens de la trésorerie et des besoins de liquidités
3 000 virements électroniques pour 3 milliards de dollars, 300 achats de devises (principalement pour le matériel appartenant aux contingents, les remboursements au titre des contingents et les sommes à envoyer aux missions) et 5 000 liquidations de placements effectuées pour les missions de maintien de la paix	3 638 Virements électroniques pour 4 milliards 380 millions de dollars
Automatisation du calcul des soldes de trésorerie au jour le jour et des liquidités nécessaires pour répondre aux besoins de financement en devises multiples au moyen du système OPICS, connecté au SIG	4 782 Liquidations de placements
Versement des montants de 50 000 bulletins de paie autorisé par la Section des états de paie (Division de la comptabilité, soit au total 250 millions de dollars à régler à un effectif moyen de 4 167 personnes dont le poste est financé au titre des missions de maintien de la paix	540 Achats de devises
Exploitation du système ICOS (SIG-CMSCTS-OPICS-SWIFT) afin de normaliser les systèmes informatiques de paiement de l'ONU dans le monde entier et ainsi d'abaisser les coûts et d'améliorer les dispositifs de contrôle du point de vue de la gestion des risques	Non Calcul des soldes de trésorerie non automatisé faute d'informaticiens et de ressources financières à consacrer au développement de l'informatique
Mise en service de l'interface entre le système Insight de JP Morgan Chase et les systèmes Sun dans les missions	74 400 Bulletins de paie
Généralisation de l'utilisation du mécanisme sûr et économique SWIFT File-Act pour tous les paiements groupés	355 Montant total des bulletins de paie millions de dollars
Conseils donnés sur place au personnel de 5 missions de maintien de la paix sur les politiques et procédures régissant la gestion de la trésorerie et des opérations bancaires (FINUL, MINUSTAH, MONUC, MINUL et ONUCI)	6 000 Effectif moyen dont le poste est financé au titre d'une mission de maintien de la paix
	Oui Exécution en juin 2008 du projet d'exploitation du système ICOS (SIG-CMSCTS-OPICS-SWIFT) intégré à SIG, OPICS et SWIFT
	Non En raison de la vaste ampleur du projet, son exécution a été renvoyée à l'exercice 2008/09 et sera assurée par le Service de l'informatique financière.
	Oui Le système SWIFT File-Act a été mis en service en février 2008, ce qui permet de transmettre les fiches de paie et les fichiers de virement électronique quotidiens.
	Oui Conseils donnés sur place à la FINUL, à la MINUAD, à la MINURCAT et à la MINUS. Les produits exécutés découlent de la révision de l'ordre de priorité des activités liées à l'établissement de la MINUAD et de la MINURCAT.

Service de l'informatique financière

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix sont gérées de manière plus efficace et plus rationnelle.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Adaptation du système de clignotant EUREKA, aux fins de l'incorporation des données concernant le maintien de la paix	Non	En raison de l'étendue du projet
Incorporation dans ce système des données relatives aux achats du Département des opérations de maintien de la paix	Non	En raison de la vaste ampleur du projet
Contrôle en continu des données concernant le personnel des fournisseurs des opérations de maintien de la paix, par rapport à la liste établie par le Comité créé par la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité	Oui	Exécuté
Établissement de la documentation des systèmes financiers EUREKA et NOVA, conformément aux recommandations 4 et 11 formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans sa lettre d'observation à l'issue de son étude des technologies de l'information et des communications à l'ONU	Oui	Exécuté
Mise au point d'un interface entre le système Sun des opérations de maintien de la paix et le système de paiement Insight de JP Morgan Chase	Oui	Exécuté en collaboration avec la Division du budget et des finances du Département de l'appui aux missions

3. Bureau de la gestion des ressources humaines

Division des services médicaux

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Formulation et actualisation des normes, politiques et directives sanitaires relatives à la protection contre les menaces biologiques et autres risques environnementaux pour la santé de l'ensemble des membres du personnel des missions de maintien de la paix, et maintien de la capacité d'intervention	Oui	Les directives relatives à l'état de préparation des services médicaux dans l'éventualité d'une pandémie de grippe ont été actualisées.
Contrôle du travail de 14 chefs de service médical et contrôle technique médical de l'ensemble du	Oui	17 chefs de service médical et toutes les missions de maintien de la paix ont été soumis à

système d'appui médical aux missions pour maintenir la cohérence et un niveau acceptable de prestation de services médicaux

Apport, évaluation et suivi de l'aide médicale technique à 33 centres médicaux civils des Nations Unies

Examen pour certification des compétences de 300 candidats à des postes dans les services médicaux des missions de maintien de la paix (P-5, P-4, P-3 et Volontaires des Nations Unies)

Participation à deux réunions régionales de chefs de service médical

Évaluation sur place des services médicaux de quatre missions (MINUT, MINUSTAH, MONUG, MINUS)

Évaluation d'un centre régional d'évacuation sanitaire lié aux opérations de maintien de la paix (Johannesburg)

un contrôle technique administratif et médical constant.

Oui 75 centres médicaux civils (42 nouveaux et 33 existants) ont reçu un appui médical administratif et technique constant.

Oui Les compétences de 281 médecins, infirmiers et pharmaciens ont été examinées, outre celles de 120 Volontaires des Nations Unies.

5 Réunions régionales : réunion en août 2007 à la BSLB des chefs de service médical civils et militaires, organisée par le Département de l'appui aux missions à l'intention des missions de maintien de la paix; réunion annuelle en juin 2008 à Paris du Groupe de gestion du stress traumatique avec les conseillers du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de la sûreté et de la sécurité; réunion annuelle à Chamonix (France) des spécialistes du soutien antistress des Nations Unies; stage de formation en octobre 2007 à Genève à l'intention des formateurs dans le cadre du programme de préparation aux missions; formation en juin 2008 en Suède de l'Équipe d'intervention médicale des Nations Unies

4 Visites d'évaluation effectuées à la MINUSTAH, la MINUS, la MINURCAT et la MINUAD

Les visites d'évaluation effectuées à la MINURCAT et à MINUAD étaient dues à la nécessité d'assurer d'urgence un appui médical à ces missions qui venaient d'être mises en place.

Oui Une visite d'évaluation à Johannesburg a été effectuée en novembre 2007.

Une visite d'évaluation a également été effectuée au Cameroun pour étudier d'urgence la mise en place d'un centre d'orientation approprié de soins médicaux (hôpital de niveau III) pour la MINURCAT (le Cameroun a également été envisagé comme centre d'évacuation du personnel de la MINUAD, actuellement desservie par des centres médicaux qui se trouvent à Khartoum et au Caire).

Examen médical de 740 candidats à l'affectation à une mission ou à un déplacement	Une équipe s'est rendue à Saint-Domingue dans le cadre d'une visite d'évaluation à la MINUSTAH.
2 500 entretiens préparatoires et consultations préalables à l'envoi en mission sur des questions d'ordre sanitaire	237 Examens médicaux. Le nombre plus élevé reflète l'augmentation prévue des effectifs du personnel civil, de la police civile et des observateurs militaires, à la FINUL et à la MINUT.
Évaluation et suivi psychologiques et gestion de la santé mentale (diagnostic, thérapie, renvoi à une structure extérieure et visites de contrôle) préalables et ultérieurs à une mission pour 1 500 membres du personnel	1 500 Entretiens préparatoires et consultations préalables; le nombre plus élevé reflète l'augmentation prévue des effectifs du personnel civil, de la police civile et des observateurs militaires à la FINUL et à la MINUT.
Vaccination de 2 100 membres du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et des missions	306 Évaluation et suivi psychologiques et gestion de la santé mentale; le nombre de consultations plus élevé reflète l'augmentation prévue des effectifs du personnel civil, de la police civile et des observateurs militaires à la FINUL et à la MINUT.
Distribution de 2 500 trousseaux médicales à des agents des missions du Département des opérations de maintien de la paix	959 Vaccinations Le nombre de vaccinations plus élevé reflète l'augmentation prévue des effectifs du personnel civil, de la police civile et des observateurs militaires à la FINUL et à la MINUT.
Soins médicaux et consultations à l'intention de 5 000 fonctionnaires des opérations de maintien de la paix et membres du personnel des missions en visite	864 Trousseaux médicaux distribués; le nombre plus élevé reflète l'augmentation prévue des effectifs du personnel civil, de la police civile et des observateurs militaires à la FINUL et à la MINUT.
Examen et analyse des résultats de 12 700 examens médicaux suivis par des membres du personnel des missions, des candidats aux missions, des observateurs militaires et des membres de la police civile pour déterminer leur aptitude à être recrutés ou envoyés en déplacement	4 217 Consultations assurées par des médecins, notamment des radiologues et des ophtalmologues; le nombre de consultations plus faible que prévu s'explique en partie par une réduction des besoins en matière de consultations fournies par les radiologues de la Division des services médicaux, qui accepte désormais les rapports d'un radiologue externe.
	6 583 Le nombre d'exams médicaux plus élevé reflète l'augmentation prévue des effectifs du personnel civil, de la police civile et des observateurs militaires à la FINUL et à la MINUT. En outre, l'autorité de procéder à des examens et de décerner des certificats médicaux a été

Certification des congés de maladie de 7 400 membres du personnel des missions et fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix	déléguée aux principaux médecins de la MINUS et de la MINUAD, ce qui a réduit la nécessité pour le personnel au Siège de procéder à des examens médicaux.
Conseils à la Caisse commune des pensions du personnel de l'ONU concernant 64 cas de pension d'invalidité à verser au personnel des missions du Département des opérations de maintien de la paix	3 548 Certification des congés de maladie; le volume plus élevé reflète l'augmentation prévue des effectifs du personnel civil, de la police civile et des observateurs militaires à la FINUL et à la MINUT. En outre, depuis le 1^{er} janvier 2008, le nombre total de jours de congé maladie certifiés par les services administratifs ou les bureaux du personnel locaux est passé de 10 à 20 jours (ST/AI/2005/3/Amend.1). 72 Les cas de pension d'invalidité liés au personnel de maintien de la paix ont été présentés au comité de la Caisse.
Conseils au Département des opérations de maintien de la paix et aux missions concernant 1 000 évacuations et rapatriements sanitaires d'agents civils, d'observateurs militaires et de membres de la police civile et des contingents Conseils concernant l'indemnisation médicale de 500 agents civils, observateurs militaires et membres de la police civile et des contingents	611 Évacuations et rapatriements sanitaires; le nombre plus élevé reflète l'augmentation prévue des effectifs du personnel civil, de la police civile et des observateurs militaires à la FINUL et à la MINUT. 305 Avis sur l'indemnisation médicale; le nombre plus élevé reflète l'augmentation prévue des effectifs du personnel civil, de la police civile et des observateurs militaires à la FINUL et à la MINUT.
Saisie des données des examens médicaux subis par le personnel des missions dans le logiciel EarthMed (dossiers médicaux électroniques de l'ONU)	Oui Les données des examens médicaux subis par le personnel des missions ont été intégrées dans le logiciel EarthMed et rendues disponibles dans les rapports statistiques.
Appui technique au personnel des missions de maintien de la paix concernant EarthMed	Oui Les certificats médicaux d'aptitude physique concernant tous les effectifs déployés dans les missions de maintien de la paix sont disponibles sous forme électronique dans IMIS et EarthMed. L'analyse de faisabilité concernant l'accès par les chefs des services médicaux aux dossiers médicaux des agents déployés dans les missions de maintien de la paix est achevée. Le projet pilote devrait être appliqué durant le troisième trimestre de 2009.

Division des services opérationnels

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> <i>Observations</i>
Publication de 90 avis de vacance de poste pour les postes financés au moyen du compte d'appui, au Siège	131 Les avis de vacance de poste ont été publiés.
Présélection de 16 000 candidats pour pourvoir les postes vacants au Département des opérations de maintien de la paix, y compris les postes réservés à des membres du personnel militaire et de la police civile	15 000 Les candidats ont été présélectionnés, y compris des membres du personnel militaire et de la police civile.
33 recrutements de membres du personnel civil, militaire et de la police civile occupant au Siège des postes financés au moyen du compte d'appui et 25 prolongations de contrats	414 Recrutements et réengagements 60 Prolongations de contrat; le résultat plus élevé que prévu s'explique par la restructuration du Département des opérations de maintien de la paix et la création du Département de l'appui aux missions. Les deux départements bénéficient d'une délégation de pouvoir qui leur permet de prolonger la période de service d'un fonctionnaire au titre du Statut et du Règlement du Personnel : 60 prolongations ont été demandées pour des membres du personnel militaire et de la police civile qui sont détachés par des États Membres.
Certification des chefs de l'administration et des administrateurs en chef du personnel civil des missions	136 Cas de certification Le nombre de cas a augmenté du fait de l'expansion des activités de maintien de la paix et du taux de roulement élevé du personnel (51 en 2005/2006 et 74 en 2006/2007). La certification est exigée pour tous les membres du personnel qui assument des fonctions importantes en matière de gestion des ressources humaines.
Examen et approbation de 250 demandes de promotion de fonctionnaires en poste dans des missions, compte tenu des directives provisoires de février 2004	108 Les dossiers ont été revus et approuvés. Les promotions de fonctionnaires en poste dans des missions ont été déléguées au 1 ^{er} septembre 2007 à la Division du personnel et au Département de l'appui aux missions. En conséquence, les produits exécutés reflètent les dossiers reçus en juillet et en août 2008 par le Bureau de la gestion des ressources humaines, ainsi que des dossiers remontant à l'exercice précédent.

Conseils aux missions de maintien de la paix concernant la délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines, dans le cadre des services d'appui à la gestion du personnel, y compris au moyen de visites effectuées dans 5 missions, et mise au point d'un outil informatique d'appui aux activités de suivi

Mise en œuvre de plans d'action concernant les ressources humaines dans 10 missions de maintien de la paix

Conseils et appui au Département des opérations de maintien de la paix concernant la gestion des ressources humaines au Siège, notamment l'interprétation du Statut et du Règlement du personnel, les directives régissant la gestion des ressources humaines, les prestations et avantages, et les recrutements et promotions, et appui administratif au personnel du Département en poste au Siège

Conception et mise au point d'un système de gestion en ligne des recrutements et nominations afin de pourvoir les postes vacants au Siège, y compris le recrutement de membres du personnel

Oui Des conseils et des directives ont été fournis s'agissant de divers problèmes de ressources humaines à la Division du personnel du Département de l'appui aux missions; aux missions de maintien de la paix; et aux fonctionnaires.

104 Dossiers qui n'ont pas été délégués à la Division du Personnel du Département de l'appui aux missions

Les mesures à prendre sur le plan des ressources humaines qui n'ont pas été déléguées à la Division du Personnel et au Département de l'appui aux missions ont concerné les licenciements amiables, les licenciements pour raisons de santé (invalidité), les versements de pensions de retraite au-delà de trois ans, les congés spéciaux avec ou sans traitement et les exceptions aux règles et aux règlements.

Deux missions ont été effectuées sur place (MINUK et MINUT); et trois rapports de suivi ont été publiés pour la MINUK, la MINUT et la FINUL.

5 Appliqués à titre expérimental pour les missions suivantes : MINUSTAH, MINUL, MINUT, MANUA et MINUS

18 985 Cas pour lesquels des conseils ont été fournis au Service administratif du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, aux responsables et aux fonctionnaires, s'agissant de problèmes de ressources humaines concernant des fonctionnaires du Siège occupant des postes imputés au compte d'appui (indemnités pour frais d'études, allocation-logement, indemnités pour charges de famille, cessation de service, conversion d'un engagement, pension de retraite, licenciement amiable, licenciement pour raisons de santé, activités parallèles, etc.)

1 622 Candidats sélectionnés pour des postes au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions

Non L'achat d'un nouveau système de gestion en ligne des aptitudes a été finalisé et un prestataire a été trouvé. En coordination avec le prestataire, les divers éléments du système de

militaire et de la police civile pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix

gestion en ligne des aptitudes ont été élaborés et configurés. Le système fournira un appui à tout le Secrétariat, notamment au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions. La première phase du système sera lancée en juillet 2009.

Configuration et aménagement d'un système de pilotage de la formation à la gestion globale des ressources didactiques et l'accès à ces ressources

Non Les critères techniques et de fonctionnement ont été définis et la passation des marchés a été lancée pour l'acquisition d'un logiciel et de services. La mise au point du système est prévue pour 2009 et il devrait être appliqué intégralement à la fin de 2009 et au début de 2010.

Configuration et aménagement d'un système de gestion des documents pour rationaliser les processus de gestion des documents concernant les ressources humaines et répondre aux besoins de numérisation et de classement pour les besoins opérationnels quotidiens ainsi que pour l'archivage, y compris les dossiers personnels des fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix au Siège

Non Le contenu du système de gestion des documents a été défini. Un projet portant sur la numérisation des dossiers administratifs, juridiques et médicaux était à l'examen. Le Bureau de la gestion des ressources humaines coopère avec la Division de l'informatique à une stratégie globale de numérisation.

Configuration et aménagement d'un nouveau dépôt de rapports et de données pour donner aux spécialistes des ressources humaines et aux directeurs de programme dans l'ensemble du Secrétariat, y compris le Département des opérations de maintien de la paix et les missions de paix, des outils basés sur le Web pour accéder au dépôt de données afin de recueillir et d'analyser les informations sur les ressources humaines et en rendre compte en respectant mieux les délais et de façon plus globale

Non La structure du gisement de données a été arrêtée et l'acquisition du logiciel menée à bien. Le lancement est prévu pour septembre 2009.

Division de la valorisation des ressources humaines

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Traitement des demandes de révision de décisions administratives, d'affaires disciplinaires et de recours concernant le personnel civil des missions (70 affaires présentées officiellement)	226	Dossiers traités, soit :	34 demandes de révision reçues (nécessitant dans certains cas la préparation de lettres de révision), dont 29 au cours de la période considérée

	14 affaires de recours traitées, dont 12 demandes reçues au cours de la période considérée
	167 affaires disciplinaires traitées, dont 163 demandes reçues au cours de la période considérée
	Représentation de 11 défenseurs dans des procédures aux fins de suspension de l'effet de la décision contestée
	Les résultats plus élevés que prévus s'expliquent par l'augmentation du nombre d'affaires disciplinaires sur le terrain (abus de biens de l'ONU, irrégularités dans les procédures d'achats, vols de biens appartenant à l'ONU, fautes lourdes).
Avis juridiques et recommandations concernant les affaires disciplinaires d'exploitation et de violence sexuelles, à toutes les étapes de la procédure	7 Affaires traitées en matière d'exploitation et de violence sexuelles, dont 6 reçues au cours de l'exercice considéré
Formulation de conseils pratiques en vue de l'établissement de stratégies visant à prévenir l'exploitation et la violence sexuelles dans le cas du personnel civil, notamment établissement de politiques adaptées à chaque mission et conformes aux principes généraux et aux textes réglementaires applicables à l'ensemble du Secrétariat	Oui En font état les rapports du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et la violence sexuelles. Ces rapports présentent des données sur les allégations de ce type formulées au sein des organismes des Nations Unies et décrivent les progrès accomplis en matière d'adoption et d'application des mesures de prévention ou d'examen des allégations.
Conseils et mise en commun des enseignements tirés de l'expérience en ce qui concerne l'administration de la justice, à l'intention de l'ensemble des missions	Oui Grâce à des consultations avec le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et les missions sur les recours, les affaires disciplinaires et d'autres questions intéressant les ressources humaines. Des conseils ont été fournis quant à l'application de la politique relative à la prévention de l'exploitation et de la violence sexuelles.
Conseils et soutien à l'intention du Département des opérations de maintien de la paix dans le domaine de la gestion du personnel des missions, y compris l'interprétation et l'application des textes réglementaires	Oui Grâce à la fourniture d'une assistance au Département des opérations de maintien de la paix sur les questions de principe, par écrit (mémoires, courriers électroniques) et oralement (à l'occasion de réunions et autres échanges de suivi avec les fonctionnaires), les conseils et le soutien portant sur ce qui suit : Poursuite de l'application des dispositions de la résolution 59/296 de l'Assemblée générale relatives au retour échelonné des agents des

	services généraux envoyés sur le terrain; et avis sur la structure organisationnelle et les délégations de pouvoir, dans le cadre de la création du Département de l'appui aux missions
	Mise à jour, et conseils pour l'utilisation, des profils d'emploi types; précisions/avis sur les conditions d'emploi en vigueur; examen provisoire des politiques dans le cadre des efforts continus d'harmonisation des conditions d'emploi du personnel sur le terrain; et appui aux politiques avec l'éclaircissement des questions concernant les conditions d'emploi du personnel local des missions, notamment les consultants et les vacataires
Actualisation et adaptation des principes qui régissent les droits et avantages de tous les membres du personnel civil des missions	Oui Élaboration de directives sur la nomination d'agents appelés à exercer des fonctions importantes de gestion des ressources financières et humaines et du matériel; directives provisoires sur la promotion des membres du personnel des missions
	Révisions des directives provisoires sur la promotion des membres du personnel des missions
Révision des taux de l'indemnité de subsistance (missions) dans 5 missions (FNUOD, MINUEE, MINUS, MINUK et MINUSTAH)	7 Études sur place des taux de l'indemnité de subsistance (missions) dans 5 missions [ONUCI, MINUK, MINUS, MINUT et MONUC] (bureaux au Rwanda et en Ouganda)]
Réalisation d'enquêtes générales sur les salaires dans 5 missions (FNUOD, MINUEE, MINUS, MINUK et MINUSTAH) et publication de 20 barèmes de traitements applicables au personnel local des missions	5 MINURCAT, MINUEE, MINUL, MINUSTAH, MONUC
Réalisation d'enquêtes provisoires sur les salaires dans d'autres missions et publication de 60 barèmes de traitements applicables au personnel local des missions	20 Barèmes de traitements établis pour le personnel local des missions susvisées
Examen et mise au point de profils d'emploi types à l'intention des missions de maintien de la paix	44 Barèmes de traitements actualisés pour d'autres missions de maintien de la paix
	Oui Au moyen de directives sur la classification de plus de 200 postes à la FINUL, notamment pour une formation en cours d'emploi et une certification
	Examen des profils d'emploi types dans la catégorie du Service mobile, conformément à la requête du Département de l'appui aux missions. Outre la mise au point de 20 nouveaux profils d'emploi types au cours de

Formation d'un coordonnateur au programme de préparation aux missions dans 5 missions (MINUSTAH, MINUK, UNFICYP, MINURSO et FINUL) et dans les bureaux hors Siège	l'exercice 2006/07, 20 profils supplémentaires recouvrant tous les groupes professionnels pour la catégorie du Service mobile ont été établis et approuvés.
Un stage de formation à l'intention des formateurs dans le cadre du programme de préparation aux missions dans les bureaux hors Siège (Office des Nations Unies à Vienne, Office des Nations Unies à Genève, CESAP, CEPALC, CEA, CESA et Office des Nations Unies à Nairobi)	2 Visites effectuées à la MINUSTAH et à la MINURSO pour former les coordonnateurs Les déplacements prévus concernant la MINUK, la FINUL et l'UNFICYP n'ont pas été entrepris pour les raisons suivantes : réduction de la mission (MINUK); état de la sécurité (FINUL); non-disponibilité du personnel s'agissant des déplacements (UNFICYP); et autre.
Six stages de formation en vue d'aider les cadres à fournir un appui aux membres du personnel qui quittent une mission de maintien de la paix et prennent leurs fonctions ailleurs	Oui En décembre 2007, à Genève (1 participant de chaque bureau excepté de la CEA, qui n'a pas été en mesure de libérer du personnel du fait d'une charge de travail importante) Non Du fait des mouvements de personnel au bureau du Conseiller du personnel, il n'a pas été possible d'organiser les six stages de formation prévus. Des conseils personnalisés ont été fournis aux responsables pour déterminer la meilleure façon d'appuyer les membres du personnel qui sont détachés d'une mission ou qui la réintègrent dans le cadre du programme de préparation aux missions.

4. Bureau des services centraux d'appui

Service de la gestion des installations

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :		Observations
	oui/non ou nombre		
Tri et gestion du courrier, à l'arrivée et à la sortie, de la valise diplomatique et du courrier interservices pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix	Oui	1 385 810 objets postaux ont été ramassés ou distribués, soit 23,61 % de la charge de travail du Groupe de l'acheminement et de la distribution du courrier dans ce secteur; 71 254 kg de plis envoyés par valise diplomatique ont été traités, soit 12,81 % de la charge de travail du Groupe dans ce secteur; 101 955 objets postaux interservices ont été	

Inspection des valises à l'arrivée et renforcement du tri des colis expédiés dans des bureaux extérieurs	ramassés ou distribués, soit 4,25 % de la charge de travail du Groupe dans ce secteur.
	Oui 1 026 valises diplomatiques ont été réceptionnées et inspectées, soit 67,23 % de la charge de travail du Groupe de l'acheminement et de la distribution du courrier dans ce secteur; 3 383 valises diplomatiques ont été triées avant d'être expédiées, soit 95 % de la charge de travail du Groupe dans ce secteur.

Division de l'informatique

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Mise en place d'un système de gestion électronique des laissez-passer des Nations Unies	Non	En cours. Les exigences ont été satisfaites et le cahier des charges a été arrêté. Il reste à obtenir l'approbation définitive du prestataire. Il faut que les laissez-passer soient conformes aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour être reconnues au plus haut niveau. Des experts de l'OACI, les autorités compétentes des États Membres et d'autres experts ont été consultés en matière de pratiques optimales, dans un souci de rentabilité. La mise en œuvre de la phase 1 pour le Siège de l'ONU, l'Office des Nations Unies à Vienne et l'Office des Nations Unies à Genève est prévue en principe pour le 3^e trimestre de 2009, sous réserve de la confirmation du prestataire. Le programme d'exécution dans les autres lieux d'affectation n'a pas encore été définitivement arrêté.
Services d'assistance et entretien des centres de données et de l'infrastructure informatique du Département des opérations de maintien de la paix	Oui	Tous les serveurs au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions bénéficient d'un appui de niveau 1.
Services d'assistance et entretien de 32 serveurs Galaxy	Oui	Voir ci-dessus, étant donné que les serveurs Galaxy ont été intégrés au centre informatique
Assistance à l'exploitation et à l'entretien du logiciel budgétaire de la Division du financement des opérations de maintien de la paix du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	Non	La mise en place du système a été reportée à l'exercice 2008/09, en attendant d'étudier la possibilité d'inclure une application Excel de téléchargement vers l'amont ou vers l'aval.

Appui à 46 liaisons par satellite et 500 canaux spécialisés connexes (voix et télécopie) pour assurer la liaison 24 heures sur 24 et sept jours sur sept avec 14 emplacements

Appui pour le raccordement à l'intranet et au Système intégré de gestion (SIG) dans 14 bureaux de mission situés dans 14 emplacements différents

Appui pour le raccordement au SIG, à CITRIX et à d'autres applications dans toutes les missions de maintien de la paix (235 comptes d'accès à distance (CITRIX) permettant d'avoir accès au SIG dans 15 missions différentes)

Mise en place d'un système de stockage des documents pour le Département des opérations de maintien de la paix permettant d'assurer la sécurité des transmissions et la mise en commun de données par l'Internet

Mise en place d'une nouvelle génération de technologie des transmissions en faisant appel aux télécopieurs chiffants existants et aux réseaux téléphoniques

Fourniture d'identifiants sûrs permettant l'accès à distance au réseau privé virtuel (RPV) et l'accès aux systèmes d'information SIG, CITRIX, SEDOC et Système de gestion des adresses IP (IUAS)

Non Depuis le 1^{er} juillet 2007, l'appui assuré par la station terrienne déployée au Siège de l'ONU a été transféré au Département de l'appui aux missions.

Oui Tous les agents des missions sont connectés à l'intranet.

Oui 257 comptes CITRIX permettent à 24 missions d'accéder au SIG. Tous les agents des missions sont raccordés à l'intranet grâce à la BSLB.

Oui 104 comptes Cyber Ark ont été fournis au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions en remplacement des télécopieurs chiffants pour assurer la sécurité du stockage des documents et la mise en commun des données par l'Internet.

Oui Idem. Cyber Ark remplace les télécopieurs chiffants.

Oui 38 identifiants sûrs permettant l'accès à distance au réseau privé virtuel ont été fournis au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions. Par ailleurs, un réseau privé virtuel servant de plate-forme de communication pour les missions relie le Siège de l'ONU à la BSLB.

Division des achats

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Formation à la fonction achats et à la gestion des marchés dispensée à 400 membres du personnel des missions et du Siège	Oui Au 30 juin 2008, 1 156 membres du personnel en tout (soit 93 % des fonctionnaires chargés des achats dans les missions, 100 % de ces fonctionnaires au Siège, 100 % de ces fonctionnaires dans les bureaux extérieurs et 97 % des membres des comités locaux bénéficiant de contrats) avaient été formés dans les domaines suivants : règles élémentaires de	

Formation en gestion dispensée à 90 % des chefs de bureau des achats et des fonctionnaires habilités, conjointement avec le Département de l'appui aux missions	la passation de marché, meilleurs rapports qualité-prix, directives pour les présentations des comités locaux de passation des marchés et des comités des marchés du Siège et intégrité dans le secteur des achats.
Prestation à toutes les missions de conseils techniques sur les aspects les plus complexes de la fonction achats	Oui Formation de tous les chefs des services des achats dans les missions, de ceux qui détiennent des pouvoirs de délégation en matière d'achats dans les bureaux extérieurs et les centres d'information de l'Organisation; règles élémentaires de la passation de marché et directives pour les présentations des comités locaux de passation des marchés et des comités des marchés du Siège
Inscription des fournisseurs originaires de pays en développement et de pays dont l'économie est en transition	Oui Grâce à la révision du manuel des achats (juin 2008); à la traduction en français du manuel des achats; à la création d'un Groupe de travail sur le manuel des achats (constitué de membres du personnel du BSLB, de la MINUL et de la FINUL); à l'approbation d'une politique en tant que cadre structuré régissant toutes les communications à la Division des achats, qui a été conçue pour encourager des communications claires et efficaces aux niveaux tant interne qu'externe
Renforcement et mise en œuvre des mécanismes de contrôle interne par la publication de la documentation concernant un guide d'orientation à l'intention du personnel, un code de déontologie à l'intention du personnel, une formation à la déontologie dans le domaine des achats, une actualisation du manuel des achats, la création d'un système de classement des marchés et la création d'un système indépendant de contestation des adjudications	Oui Inscription de 59 fournisseurs des pays en développement, contre 38 pour l'exercice précédent et de 8 fournisseurs de pays en transition, contre 7 pour l'exercice précédent, ce qui représente des augmentations de 55 % et de 14 %, respectivement
	Oui Grâce à l'exécution d'un nouveau programme de formation à la déontologie et à l'intégrité en matière de passation des marchés au Siège et dans les missions; à l'élaboration d'une version définitive du guide d'orientation à l'intention du personnel; à la mise au point du code de conduite des fournisseurs et à sa traduction dans les six langues officielles de l'ONU; à l'actualisation du manuel des achats; à la mise au point de directives pour les entretiens avec les fournisseurs (qui faisait au 30 juin 2008 l'objet d'un examen de la part du Bureau des affaires juridiques); à la présentation d'un projet de mécanisme pour les réclamations relatives aux offres qui aboutira d'ici à avril 2009; et à la création d'un système de classement des marchés

Section des voyages et des transports

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Négociation ou renégociation de 30 accords aériens avantageux pour les personnes voyageant pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix en réduisant leurs frais de voyage	33	Accords aériens	
Inspection de 6 500 autorisations de voyage	8 477	Autorisations de voyage	Le nombre plus élevé s'explique par l'augmentation générale des déplacements des membres du personnel de maintien de la paix, y compris des observateurs militaires et des membres de la police des Nations Unies, ainsi que par le nombre de plus en plus grand d'approbations et d'autorisations requises pour les billets émis sur place.
Calcul des droits pour 5 500 demandes d'allocation d'une somme forfaitaire pour les voyages au titre du congé dans les foyers du personnel des missions	1 534	Calcul des droits	Le nombre est inférieur aux prévisions car les membres du personnel au Siège ont été moins nombreux à avoir demandé le versement d'une somme forfaitaire pour les voyages, et également du fait de la délégation de pouvoirs aux missions de maintien de la paix à partir du 13 août 2007 en vue de déterminer les sommes forfaitaires à verser pour les voyages au titre du congé dans les foyers, des visites familiales, des indemnités pour frais d'études, des frais de voyages et des primes de rapatriement.
Délivrance de 9 000 documents de voyage des Nations Unies et visas	6 439	Documents de voyage des Nations Unies et visas	Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par la réduction du nombre de laissez-passer et de certificats délivrés; on constate dans le même temps une augmentation du nombre de demandes de passeports et de visas au Siège et de l'appui administratif connexe.
Formalités pour 3 600 expéditions (envoi des effets personnels, y compris traitement des demandes d'indemnisation par l'assurance)	8 000	Expéditions d'effets personnels, notamment de souscription à une assurance et de demandes d'indemnisation	Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par l'accélération du cycle de rotation à la

		MINUSTAH, la MINURCAT et la MINUAD, ainsi que par le recours de plus en plus fréquent au service de messagerie express DHL pour l'envoi de centaines de kg d'effets personnels à l'intention des observateurs militaires et des agents de la police des Nations Unies.
Réception et livraison de fournitures, de biens et de colis à des bureaux du Département des opérations de maintien de la paix au Siège (9 500)	18 450	Fournitures, biens et colis Les chiffres supérieurs aux prévisions s'expliquent par le nombre croissant de bons de commandes qui ont été inspectés pour réception, ainsi que par la livraison de matériel informatique aux opérations de maintien de la paix au Siège.
Livraison de fournitures de bureau liées à 550 demandes adressées au Département des opérations de maintien de la paix	513	Demandes

Section des archives et des dossiers

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Recensement des dossiers d'archives à la MONUG et à la MINUS en vue de leur transfert immédiat ou futur au Siège	Oui	487 mètres linéaires d'archives de la MINURSO susceptibles de présenter un intérêt historique ont été recensées. La MINURSO a demandé de l'aide au cours de l'exercice considéré pour mettre au point un système de classification et arrêter une politique de conservation s'agissant de l'application prévue d'un système de gestion de l'information par le Département de l'appui aux missions. La MINUK a transféré au Siège 8 conteneurs de documents qui ont une valeur historique ou encore sur le long terme. Une mission d'évaluation à la MONUG a été entreprise au cours de l'exercice précédent (avril 2007). Une mission d'évaluation à la MINUS n'a pas eu lieu à la suite du recrutement en juillet 2006 d'un archiviste de la classe P-4 qui travaille en étroite collaboration avec la Section des archives et de la gestion des dossiers.

200 000 pages d'archives consacrées au maintien de la paix affichées sur le site Internet de l'Organisation des Nations Unies aux fins de consultation par le public

Non Cela a été reporté à la période 2008/09 étant donné qu'au cours de la période considérée, les efforts ont porté sur le tri des archives des opérations de maintien de la paix (avec la séparation des archives confidentielles ou strictement confidentielles qui ne peuvent pas être rendues publiques). En tout, 400 cartes historiques, tant à l'ONUST qu'au Siège, ont été répertoriées et cataloguées et les données ont été communiquées à l'ONUST à des fins de comparaison (de la carte d'origine et du fac-similé) et de référence.

Communication de documents à l'Organisation et aux États Membres en réponse à des demandes d'accès aux archives relatives au maintien de la paix (1 000 demandes)

556 Les demandes d'accès aux archives relatives au maintien de la paix entraînent la consultation d'un volume important de pages, ainsi que l'examen de documents confidentiels.

La majorité des demandes d'accès aux archives ont été faites en rapport avec des missions antérieures déployées en Haïti, à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, à la MANUTO, à la MINUSIL et à la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala. En outre, la Cour pénale internationale a demandé à avoir accès aux archives de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria et de la MINUSIL (environ 1 500 pages ont été consultées et photocopiées).

Réalisation escomptée 3 : Rationalisation et accroissement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Exécution de programmes de gestion des dossiers conformément aux règles de tenue des registres de l'ONU à la MONUG et à la MINUS	Oui	Un programme de gestion des archives conforme aux normes de l'ONU a été créé à la MINUS et à la MINUSTAH, deux missions qui ont régulièrement bénéficié de services consultatifs. Une évaluation des archives a été menée sur place à la MINURSO et 32 consultants nationaux et intermédiaires ont reçu une formation, axée sur l'utilisation d'outils de gestion des archives tels que le programme de conservation.

Conception et mise en place d'un programme d'apprentissage électronique bilingue (anglais et français) en faisant appel au Web et en utilisant des CD-ROM à l'intention des missions, le but étant de renforcer l'application des règles et des pratiques optimales de l'ONU en matière de maintien de la paix

Non Cela n'a pas été mené à bien en raison des mouvements de personnel au cours de l'exercice considéré.

D. Bureau des services de contrôle interne

a) Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1 : Amélioration de la communication de l'information au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Rapport annuel à l'Assemblée générale sur les résultats des audits et la mise en œuvre des principales recommandations des auditeurs	Oui	Rapport sur les activités du BSCI pendant la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2007 [A/62/281 (Partie II)]
Rapports d'audit expressément demandés par l'Assemblée générale	Non	Bien que l'Assemblée générale n'ait pas demandé que des rapports lui soient présentés pendant l'exercice 2007/08, le BSCI lui a soumis un rapport d'audit intégré sur l'exécution du mandat de la MINUK (A/62/807) pour examen

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix seront plus efficaces et plus efficaces.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
6 à 8 rapports d'inspection sur les opérations de maintien de la paix	4	Rapport sur l'examen de la budgétisation axée sur les résultats à la MINUS, 21 décembre 2007; rapport sur l'examen de la budgétisation axée sur les résultats à la MINUT, 29 janvier 2008; rapport sur la pertinence, l'efficacité et l'efficience de la budgétisation axée sur les résultats obtenus dans les opérations de maintien de la paix, 8 mai 2008; rapport sur l'examen de la budgétisation axée sur les résultats à la MINUL. L'objectif de 6 à 8 rapports d'inspection se fondait sur le projet de renforcement des effectifs, qui n'a pas été approuvé par l'Assemblée générale. Le produit

Offre de compétences militaires à d'autres domaines d'activité des opérations de maintien de la paix choisis en fonction des résultats de l'analyse des risques	a été exécuté avec des effectifs limités (1 P-4 et des consultants)
Examen et analyse de 800 allégations de faute professionnelle pour préparer l'adoption d'une décision quant à la juridiction compétente et au lancement éventuel d'une enquête	Oui Des compétences militaires ont été fournies pour l'audit des observateurs militaires de la MINUL, notamment pour la préparation d'enquêtes et d'autres instruments de collecte de données lors de visites sur place à la MINUL, et dans le cadre de la prestation de conseils sur l'établissement du plan d'audit final.
160 rapports d'enquête	317 Allégations reçues durant l'exercice à l'étude, qui ont donné lieu à 95 enquêtes
Transmission de 150 dossiers aux responsables de programme pour avis et suite à donner, avant l'ouverture d'une enquête ou la clôture d'une affaire par le BSCI	89 Rapports d'enquête transmis au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions Le nombre moins élevé que prévu s'explique par la tendance générale à la baisse du nombre d'allégations de cette nature dans les missions de maintien de la paix.
Soumission de 20 avis au Département des opérations de maintien de la paix et à la direction de la mission concernée sur les investigations de la catégorie I proposées ou celles de la catégorie II achevées	85 Dossiers relatifs à des fautes relevant de la catégorie II transmis à la direction du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions pour examen et suite à donner Le nombre moins élevé que prévu s'explique par la tendance générale à la baisse du nombre d'allégations reçues des missions de maintien de la paix.
10 rapports d'audit établis par les auditeurs du Siège	16 Rapports consultatifs transmis au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, essentiellement à l'occasion des formalités de recrutement de nouveaux agents certificateurs des missions de maintien de la paix
100 rapports d'audit établis par les auditeurs résidents affectés aux missions de maintien de la paix	9 Rapports d'audit couvrant différents aspects des opérations de maintien de la paix, notamment un examen des contrats-cadres, des prestations versées aux militaires et de la gestion des fonds d'affectation spéciale 56 Rapports d'audit. Le nombre moins élevé que prévu tient au fait qu'il y avait des postes vacants dans les bureaux des auditeurs résidents, en raison des difficultés à attirer et retenir du personnel qualifié sur le terrain, et de

2 rapports d'audit horizontal sur des questions transversales	Non	l'examen approfondi des rapports d'audit transmis par les missions pour s'assurer que les rapports publiés sont de la meilleure qualité.
10 évaluations des risques réalisées par des auditeurs résidents affectés aux missions de maintien de la paix	8	Au 30 juin 2008, deux rapports d'audit horizontal sur l'efficacité des comités locaux des marchés et l'achat des quantités de base à acquérir étaient en cours d'élaboration et devaient être publiés au début de 2009. L'établissement des rapports a été retardé par des difficultés dans la mise au point finale des rapports élaborés par certaines missions de maintien de la paix.
		Évaluations des risques menées à la MINUSTAH, la MINUS, l'ONUCI, la FINUL, la FNUOD, l'UNFICYP, la MINUEE et la MINUT. Le nombre d'évaluations a été moins élevé que prévu en raison du manque de personnel sur le terrain.

E. Cabinet du Secrétaire général

a) Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1 : Amélioration des rapports présentés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour qu'ils puissent prendre en toute connaissance de cause leurs décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils pour l'élaboration des rapports intéressant le maintien de la paix destinés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et aux autres organes intergouvernementaux, et révision de ces rapports une fois qu'ils ont été rédigés	Oui	Conseils fournis pour 69 rapports sur des questions de maintien de la paix présentés au Cabinet du Secrétaire général (65 au Conseil de sécurité et 4 à l'Assemblée générale)
Conseils pour la rédaction des points à aborder par le Secrétaire général ainsi que des déclarations, exposés et conférences de presse de celui-ci, et révision de ces textes au préalable	697	Points à aborder concernant les missions de maintien de la paix
	19	Exposés au Conseil de sécurité sur les questions de maintien de la paix
Conseils pour la rédaction de lettres concernant le maintien de la paix adressées par le Secrétaire général au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux, aux pays fournissant des contingents et à d'autres acteurs, et révision de ces lettres	188	Lettres et notes relatives aux missions de maintien de la paix. Aide et conseils fournis en temps opportun au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, et conseils aux États Membres

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix seront plus efficaces et plus efficaces.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i>		<i>Observations</i>
	<i>oui/non</i>	<i>ou nombre</i>	
Communication en temps opportun au Département des opérations de maintien de la paix et aux missions, par le Cabinet du Secrétaire général, d'orientations et de conseils sur les questions de maintien de la paix	Oui		Orientations et conseils fournis au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions dans des délais moyens de 2,5 jours ouvrables
Réunions du Comité des politiques sur les questions de maintien de la paix	8		Réunions du Comité des politiques convoquées par le Département des opérations de maintien de la paix, au cours desquelles le Comité a adopté 30 décisions.
Conseils pour la rédaction des rapports sur les questions de maintien de la paix destinés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et aux autres organes intergouvernementaux, et révision de ces rapports avant publication	Oui		Examen, assorti d'observations, de 116 rapports présentés par le Département des opérations de maintien de la paix, et observations et conseils fournis aux officiers traitants du Département dans le contexte des rapports du Secrétaire général

F. Bureau de l'Ombudsman de l'ONU**a) Cadre de budgétisation axée sur les résultats****Réalisation escomptée 1** : Efficience et efficacité accrues de la conduite, de la gestion, de la direction et du soutien des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i>		<i>Observations</i>
	<i>oui/non</i>	<i>ou nombre</i>	
Prestation d'une aide visant à résoudre des problèmes de relations du travail faisant l'objet de 400 dossiers	266		Le personnel de maintien de la paix a sollicité l'aide du Bureau durant l'exercice. Les 266 dossiers ont été examinés et classés. Le Bureau a été saisi d'un moins grand nombre de dossiers que prévu.
Analyse de 400 dossiers en vue d'alerter rapidement la direction des missions de maintien de la paix où des problèmes ou des conflits apparaissent systématiquement, conformément au mandat du Bureau de l'Ombudsman	266		Dossiers reçus et analysés pour déceler les problèmes systémiques qui surviennent dans les opérations de maintien de la paix. Les observations faites ont été signalées aux responsables des missions de maintien de la paix. Les problèmes systémiques mis en lumière ont été abordés dans le rapport annuel du Bureau (A/63/283, par. 39 à 52).

Visites effectuées dans 7 missions et distribution de 1 000 brochures pour faire connaître le Bureau de l'Ombudsman, notamment au personnel local et national et aux agents des services généraux, et faciliter leur accès aux services du Bureau dans des conditions d'égalité

4 réunions trimestrielles avec le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix sur les activités de l'Ombudsman concernant ces opérations; préparation des observations sur les pratiques, politiques et procédures de l'Organisation qui seront présentées à ces réunions trimestrielles

260 réunions avec le Service d'appui à la gestion du personnel du Département des opérations de maintien de la paix

4 bulletins trimestriels publiés sur le site Web de l'Ombudsman des Nations Unies

2 Visites effectuées dans des missions sur le terrain (MINUT, du 7 au 18 février 2008, et ONUCI, du 1^{er} au 7 mars 2008). Les visites effectuées dans les missions de maintien de la paix ont été limitées en raison du retard pris dans la désignation du nouvel Ombudsman et de la nécessité pour le personnel du Bureau de suivre les débats de l'Assemblée générale sur le projet de nouveau système d'administration de la justice, tenus de septembre à décembre 2007.

1 000 Brochures, prospectus et fiches sur la gestion des conflits ont été distribués.

2 Réunions

En outre, 1 réunion a été organisée avec le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et 4 réunions ont été tenues avec les représentants spéciaux du Secrétaire général.

L'objectif visé n'a pas été entièrement atteint étant donné qu'un nouvel Ombudsman n'avait pas été désigné et en raison de facteurs externes.

260 Réunions et communications hebdomadaires

En outre, le nouvel Ombudsman a participé à la vingt-neuvième session du Comité de coordination entre l'administration et le personnel, tenue le 23 juin 2008.

Non Au 30 juin 2008, une stratégie globale de communication était à l'étude, suite à la décision de l'Assemblée générale de créer un Bureau intégré de l'Ombudsman. Le premier bulletin doit être publié en août 2009.

G. Bureau des affaires juridiques

a) Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix seront plus efficaces et plus efficaces

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :	
	oui/non ou nombre	Observations

Appui et assistance juridique sous forme d'avis et de conseils juridiques, équivalant à 12 années de travail, fournis régulièrement et en fonction des

besoins aux missions de maintien de la paix et aux services d'appui (Département des opérations de maintien de la paix, Division des achats, etc.) concernant :

Les aspects réglementaires des missions de maintien de la paix, notamment les questions de gouvernance et les conditions d'application des règles et directives de l'Organisation (70 produits)

Les accords institutionnels et opérationnels (accords sur le statut des forces, accords sur le statut des missions et autres accords analogues, questions générales de droit international public, règles d'engagement), y compris la négociation, l'interprétation et l'application des dispositions prises avec les gouvernements et les institutions internationales à propos de ces accords (215 produits)

Les enquêtes sur les allégations de violations répandues et systématiques du droit humanitaire et du droit relatif aux droits de l'homme dans le cadre des opérations de maintien de la paix, les violations commises contre des Casques bleus et le personnel associé, et la coopération avec les tribunaux pénaux internationaux, le cas échéant (20 produits)

Les aspects commerciaux, notamment les contrats et les grands marchés de fournitures, de services logistiques, d'assurance, de déminage et opérations de même nature, la liquidation des biens, et les opérations d'affrètement pour les transports aériens et maritimes (195 produits)

Les demandes d'indemnisation, notamment l'aide au règlement de litiges contractuels et de contentieux immobiliers, et au titre des dommages causés aux biens et en cas d'invalidité et de décès (15 produits)

Les questions financières, y compris l'élaboration et l'interprétation des règles et règlements financiers, les opérations de trésorerie et les arrangements de garde et de services bancaires complexes touchant les opérations de maintien de la paix (15 produits)

Les litiges et affaires contentieuses, avec représentation de l'Organisation devant des juridictions arbitrales, judiciaires, quasi judiciaires et administratives (5 produits)

154 Mémoires et autres textes juridiques (y compris les projets) concernant les questions visées dans les produits prévus

293 Mémoires et autres communications écrites et orales concernant des questions visées dans les produits prévus

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande d'avis juridiques.

60 Mémoires et autres communications écrites et orales concernant des questions visées dans les produits prévus

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande d'avis juridiques.

741 Projets de contrat, communications connexes avec des fournisseurs et autres parties, conseils pour les négociations et mémoires sur les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande de services juridiques.

37 Examen et gestion des demandes d'indemnisation, notamment avis communiqués par écrit et correspondance

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande de services juridiques.

17 Mémoires et documents connexes et avis sur les règles et règlements financiers touchant les opérations de maintien de la paix

1 Procédure d'arbitrage en cours (au 30 juin 2008) et représentation en justice connexe

La défense des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de ses opérations de maintien de la paix devant des juridictions judiciaires, quasi judiciaires et administratives (80 produits)

Les questions relatives au personnel, quant à l'interprétation et l'application du Règlement et du Statut du personnel, aux droits et obligations des fonctionnaires, et à leurs prestations et indemnités (75 produits)

Les affaires portées devant le Tribunal administratif des Nations Unies (5 produits)

Les aspects juridiques de la sécurité, y compris la promulgation et l'application du Manuel de sécurité des Nations Unies (50 produits)

99 Produits relatifs aux privilèges et immunités, notamment correspondance à caractère juridique et représentation en justice connexe

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande de services juridiques.

246 Mémoires et analyses juridiques connexes

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de la forte demande de services, notamment pour vérifier les qualifications des conseillers juridiques des missions

7 Cas de représentation

58 Mémoires et analyses juridiques connexes

H. Département de l'information

a) Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1 : Amélioration de l'information fournie au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause leurs décisions en matière de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Production de 15 sujets par mois, en moyenne, sur des questions intéressant les opérations de maintien de la paix de l'ONU et distribution de ces sujets par satellite à plus de 700 organismes de radiotélédiffusion, y compris 500 clients d'Associated Press Television News (APTN), ainsi que 60 membres de l'Union européenne de radiotélévision et 160 membres de l'Union asiatique de radiotélévision (Asia-Pacific Broadcasting Union)	17,5	Sujets par mois en moyenne Les sujets produits sont plus nombreux que prévu parce que le recrutement de personnel supplémentaire en 2008 a permis d'accroître les capacités
Reformatage et transfert sur le Web de 15 sujets par mois en moyenne pour téléchargement par les radiodiffuseurs	Oui	Entre juillet 2007 et mai 2008, tous les sujets ont été reformatés et transférés sur le site Web d'UNIFeed pour prévisualisation. En mai 2008, UNIFeed a commencé à tester son site Web pour offrir des images vidéo de qualité télévisuelle à télécharger par les radiodiffuseurs. En juin 2008, 23 sujets sur des questions de maintien de la paix ont été reformatés et téléchargés sur le Web pour radiodiffusion et prévisualisation

Production et distribution à l'échelle mondiale de 5 sujets par an sur le maintien de la paix, pour la série « l'ONU en action »

1 Reportage intitulé *West Darfur: Night Patrol* (Darfour Ouest : patrouille de nuit)

Les produits sont moins nombreux que prévu en raison de contraintes financières.

Production sur le terrain de 2 reportages de fond sur des sujets intéressant le maintien de la paix pour l'émission de télévision mensuelle *XXI^e siècle* du Département

Non En raison de contraintes financières

Production de vidéos pour des exposés au Conseil de sécurité ou à des pays fournisseurs potentiels de contingents, selon les besoins

Oui Vidéo promotionnelle en anglais, français et espagnol, intitulée *In the Cause of Peace* (Pour la cause de la paix), à l'occasion du sixantième anniversaire des opérations de maintien de la paix (la vidéo a une durée de 13 minutes, soit l'équivalent de deux émissions *XXI^e siècle*)

Réalisation escomptée 2 : Mise sur pied et déploiement rapide des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations
Déploiement de la composante information du quartier général d'une nouvelle opération de maintien de la paix dans un délai de 30 à 90 jours à compter de la résolution du Conseil de sécurité portant création de cette opération	Oui Planification des composantes information de 2 opérations de maintien de la paix récemment créées (MINUAD et MINURCAT). Les principaux fonctionnaires chargés de l'information dans les missions ont été sélectionnés, ont subi des entretiens et ont reçu des instructions en vue de leur déploiement sur le terrain dans un délai de 90 jours.
Organisation d'un stage de formation spécialisée d'une semaine à l'intention de membres du personnel d'information des missions et du Siège présélectionnés en vue d'un éventuel déploiement rapide dans une nouvelle mission	Oui Stage de formation portant sur la gestion et l'information stratégique organisé au Siège de l'ONU du 16 au 20 juin 2008. Vingt-quatre chefs de service et autres hauts responsables de l'information représentant 19 missions, ainsi que de nombreux membres du personnel du Siège avec le Département des opérations de maintien de la paix. Un rapport a été établi et distribué à tous les participants et autres intéressés.

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix seront plus efficaces et plus efficaces.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations
80 % des membres du personnel de maintien de la paix interrogés se disent satisfaits de la qualité de l'appui qu'ils reçoivent	Oui Un questionnaire a été envoyé aux composantes information de 12 missions de maintien de la paix, leur demandant de noter le niveau de soutien fourni par la Section de la paix et de la sécurité du Département de l'information. Les 11 missions qui ont répondu ont toutes indiqué qu'elles jugeaient l'appui fourni excellent ou satisfaisant.
Orientations générales et appui stratégique fournis depuis le Siège ou sur place à 8 missions de maintien de la paix (MINUSTAH, MONUC, FINUL, ONUCI, MINUL, MINUK, MINUS et MINUT) pour la formulation et l'exécution de stratégies d'information	Oui Orientations et appui fournis à 8 opérations de maintien de la paix existantes (MINUSTAH, MONUC, ONUCI, MINUL, MINUK, MINUS, FINUL et MINUT) et à 2 missions nouvellement créées (MINUAD et MINURCAT) 2 2 visites sur place (MONUC et MINURCAT) pour aider à formuler et appliquer des stratégies d'information et 1 visite à Bruxelles pour participer à une réunion d'information avant le déploiement de la MINUAD. La réunion était organisée conjointement par le Département des opérations de maintien de la paix et l'Union européenne.
Conseils fournis à 5 missions (MINURSO, FNUOD, UNFICYP, MINUEE et MONUG) sur les questions d'information	Oui Conseils sur des questions d'information fournis à 5 opérations de maintien de la paix (MINURSO, FNUOD, UNFICYP, MINUEE et MONUG)
Actualisation et administration de 7 pages Web pour chacune des 12 missions suivantes : MINURSO, MINUSTAH, MONUC, FNUOD, UNFICYP, FINUL, ONUCI, MINUEE, MINUL, MINUS, MINUT et MONUG	Oui Actualisation et administration d'environ 7 pages Web dont la maintenance est assurée au Siège pour chacune des 13 missions suivantes : MINURSO, MINUSTAH, MONUC, ONUB, FNUOD, UNFICYP, FINUL, ONUCI, MINUEE, MINUL, MINUS, MONUG et MINUT En outre, mise au point et administration de sites Web créés au Siège et sur place à l'intention de la MINUAD et de la MINURCAT nouvellement constituées Conseils aux missions sur la mise au point et la maintenance des sites locaux Contribution à la mise au point, à l'amélioration et à l'administration des aspects des sites Web des opérations de maintien de la paix dont la

	maintenance est assurée par le Département des opérations de maintien de la paix
	Mise au point, avec le Département de l'appui aux missions, d'un nouveau système de gestion des contenus pour transformer, simplifier et personnaliser les sites Web locaux des missions. Au total, 14 missions ont adapté ou ont entrepris d'adapter le nouveau modèle, ce qui améliorera sensiblement le coût-efficacité
Révision annuelle du document de politique et d'orientation relatif à la fonction information dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	Oui Plusieurs parties du document d'orientation ont été révisées, notamment celles concernant la maintenance des sites Web locaux, les photographies à fournir et les instructions pour les vidéos

I. Département de la sûreté et de la sécurité

a) Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3 : Les opérations de maintien de la paix seront plus efficaces et plus efficaces.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 rapports de visites d'assistance aux missions en matière de sécurité (MINUSTAH, MONUC, FNUOD, FINUL, MINUEE, MINUL, MINUS, MINUT, ONUCI et MONUG)	20	Rapports d'évaluation de la gestion de la sécurité dans les missions ont été publiés [MINUSTAH (1), FNUOD (1), UNFICYP (1), FINUL (2), MINUEE (2), BSLB (2), MINUK (1), MINUL (1), MINUS (2), MINUT (1), ONUCI (1), ONUST (1), MINUAD (1), MINURCAT (3)], plus 2 rapports à l'intention du Département des opérations de maintien de la paix Le nombre de rapports est plus élevé que prévu en raison de la création de deux nouvelles missions et de l'évolution des conditions de sécurité dans les missions en cours.
Formation organisée à l'intention de 10 équipes de gestion de la sécurité (200 personnes) : MINUSTAH, MONUC, FNUOD, FINUL, MINUEE, MINUL, MINUS, MINUT, ONUCI et MONUG	7	Stages de formation (MINUK, octobre 2007; MINUSTAH, janvier 2008; MONUC, mars 2008; MINUL, avril 2007; MINUEE, octobre 2007; MONUG, juin 2007; et FNUOD, juin 2008) La formation des équipes de gestion de la sécurité de la FNUOD, de la FINUL, de la MINUS, de la MINUT, de l'ONUCI et de la MONUG a été reportée faute de disposer du personnel voulu de formation et en raison d'une

Établissement d'évaluations et fourniture de réponses écrites pour faciliter l'application de 20 directives sur la sécurité établies par le Département de la sûreté et de la sécurité

modification des rangs de priorité concernant les besoins de formation des missions.

Oui Contributions par écrit dans les domaines suivants : respect des protocoles concernant les missions de maintien de la paix; rôles et obligations des responsables désignés et des coordonnateurs régionaux pour la sécurité; possibilités d'application du système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies aux militaires et aux policiers; conséquences sur le plan de la sécurité des personnes à charge dont la présence dans les missions n'est pas autorisée; participation des missions aux dépenses communes de sécurité; appui sur le terrain aux agents de sécurité du Département de la sûreté et de la sécurité administrés par le PNUD; directives sur l'usage des armes à feu dans les missions; mesures d'atténuation des risques liés aux engins explosifs artisanaux; missions intégrées; sécurité des centres d'opérations communs et des centres communs d'analyse des missions; sécurité des opérations touchant les carburants dans les missions; protection rapprochée; évaluation des risques de sécurité; intégration des systèmes de télécommunication des équipes de pays des Nations Unies et des missions de maintien de la paix; détention par des militaires, policiers et agents de sécurité des missions de maintien de la paix des Nations Unies; sécurité aérienne; enquêtes internes; normes techniques applicables au matériel de sécurité; opérations de trésorerie dans les missions; transfert de fonctionnaires recrutés sur le plan national et de leurs ayants droit; Volontaires des Nations Unies et fonctions en matière de sécurité

Conclusion avec des partenaires extérieurs de 24 mémorandums d'accord, arrangements ou engagements d'assistance en matière de sécurité

4 Un arrangement en matière de sécurité conclu entre la MINURCAT et l'EUFOR au Tchad

Une lettre d'attribution signée (MINUAD)

Deux projets de lettres d'attribution avec les Gouvernements portugais et roumain, dont la signature doit avoir lieu durant l'exercice 2008/09

Les produits sont moins nombreux que prévu parce qu'on avait surestimé les résultats escomptés.

Organisation et secrétariat de deux sessions du Comité permanent de la sécurité

Non Les sessions ayant eu lieu en juin 2007 et juillet 2008, aucune n'a été organisée durant l'exercice. Le Comité permanent a décidé en

	juillet 2008 qu'il se réunirait à l'avenir tous les trois mois.
Organisation et animation du stage annuel de perfectionnement auquel participeront 18 conseillers principaux en matière de sécurité, agents-chefs de sécurité, conseillers en matière de sécurité et fonctionnaires chargés de la sécurité en poste dans des missions politiques et des missions de maintien de la paix	Oui Le stage a été organisé en mars 2008 à la BSLB, avec 41 participants représentant 22 missions, 3 équipes de pays, le HCR, la BSLB, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de la sûreté et de la sécurité.
Organisation et animation d'un stage sur la gestion de l'information concernant la sécurité dans le cadre des missions de maintien de la paix et des missions politiques, auquel participeront 13 personnes	Non Un stage a été organisé à la BSLB durant l'exercice précédent (du 12 au 23 mai 2007), avec 20 participants représentant 14 missions, une équipe de pays, la CEA et le Département des opérations de maintien de la paix.
Organisation de 4 stages de formation en matière de sécurité à l'intention des cadres supérieurs des missions de maintien de la paix	2 Stages organisés en Inde (janvier 2008) et au Nigéria (mars 2008), avec 40 participants. Le Département des opérations de maintien de la paix a décidé de n'organiser que deux des quatre stages prévus pour l'exercice à l'examen
Organisation, pour le Département des opérations de maintien de la paix, de 12 stages de pré-déploiement portant sur les questions de sécurité	Non Compte tenu du grand nombre de stages de pré-déploiement organisés par le Département des opérations de maintien de la paix à la BSLB, il n'était pas économiquement justifié de déployer du personnel de formation du Siège. La formation en matière de sécurité a été transférée du Siège au centre de formation de la BSLB.
Exposés sur les questions de sécurité lors de 10 réunions-débats organisées pour le personnel du Département des opérations de maintien de la paix	2 Réunions-débats Les produits sont inférieurs aux prévisions parce que le nombre de réunions-débats requis par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions avait été surestimé.
5 ateliers régionaux de formation portant sur la sécurité des systèmes exploités par le Département des opérations de maintien de la paix (administration, finances, logistique), organisés à l'intention d'agents de sécurité de première classe	Oui Atelier annuel sur la sécurité organisé à la BSLB en mars 2008, avec la participation de toutes les missions de maintien de la paix, sauf la MONUG. On a jugé superflu et inefficace d'organiser des ateliers régionaux en raison de la forte participation à l'atelier annuel.
Exposés sur les questions de sécurité dans le cadre des réunions de chefs de mission, commandants de la force, chefs de la police et chefs de l'administration des missions organisées par le Département des opérations de maintien de la paix (18 réunions par an)	6 Réunions d'information En outre, de nombreux hauts responsables des missions ont suivi des séances d'information individuelles sur les questions de sécurité avant leur déploiement sur le terrain. Les produits sont moins nombreux que prévu parce que le nombre de réunions nécessitant un exposé sur les questions de sécurité avait été surestimé.

Exposés sur les questions de sécurité dans le cadre de 2 sessions du Comité spécial des opérations de maintien de la paix

Exposés sur les questions de sécurité dans le cadre de 10 réunions des pays fournissant des contingents militaires ou de police organisées par le Département des opérations de maintien de la paix

12 évaluations des risques stratégiques, 12 analyses de suivi portant sur les risques opérationnels et 17 analyses de risques ponctuels, à l'appui de 12 opérations de maintien de la paix

Examen de 24 analyses des risques auxquels sont exposés les missions; 2 missions par an

Examen de la composante sécurité des projets de budget de 12 missions de maintien de la paix

Évaluation technique de 1 500 candidatures à des postes d'agent de sécurité soumis à recrutement sur le plan international pour des opérations de maintien de la paix des missions politiques

2 Exposés

2 Réunions

La participation du Département de la sûreté et de la sécurité n'a pas été jugée nécessaire ni requise par le Département des opérations de maintien de la paix.

74 Évaluations des risques au total; 35 évaluations des risques stratégiques, à l'appui de 12 opérations de maintien de la paix, portant sur les risques mondiaux de violence terroriste, extrémiste et criminelle; 23 analyses de suivi portant sur les risques opérationnels, à l'appui de la MINUS, de la MINUAD, de la MINURCAT, de la FINUL, de la MINURSO, de la MONUC et de l'ONUCI; 16 analyses de risques ponctuels visant à recenser les mesures de sécurité prises à l'appui des activités des hauts fonctionnaires des Nations Unies dans les zones d'opérations des missions suivantes : MINUAD, MINUK, MINURCAT, MINUS, ONUCI, MINUSTAH et MINUT

Les activités sont plus nombreuses que prévu en raison des besoins opérationnels effectifs.

46 Examens d'analyses des menaces et des risques en matière de sécurité effectuées pour 17 missions et la BSLB

Le nombre d'examens est plus élevé que prévu en raison de la création de la MINUAD et de la MINURCAT, de l'inclusion de la BSLB et du plus grand nombre d'évaluations des risques de sécurité reçues de la MONUC et de la FINUL.

12 Examens

9 610 Candidatures évaluées et 3 467 candidats jugés aptes à s'acquitter de fonctions de sécurité dans les missions de maintien de la paix

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de l'amélioration des procédures de vérification des compétences techniques des candidats et du nombre important d'agents de sécurité qu'il a fallu recruter pour la MINUAD et la MINURCAT.

500 évaluations de présélection et vérification des compétences techniques de 100 candidats à des postes vacants d'agent de la protection rapprochée dans les missions de maintien de la paix

Examen technique de 12 projets de contrat portant sur la prestation de services de sécurité, préalablement à leur présentation au Comité des marchés du Siège par la Division des achats

Évaluation technique des soumissions reçues à la suite de 10 appels d'offres portant sur la fourniture de matériel de sécurité

Examen technique de 30 projets de spécifications ou normes applicables au matériel de sécurité

Assistance psychosociale au personnel des missions de maintien de la paix

Révision des consignes permanentes à l'intention des spécialistes du soutien antistress du Département des opérations de maintien de la paix, compte tenu de l'expérience acquise lors des crises récentes, et diffusion de ces consignes sur les sites Web du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de la sûreté et de la sécurité

Élaboration et affichage sur les sites Web du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de la sûreté et de la sécurité de directives à l'intention des cadres du Département des opérations de maintien de la paix sur la marche à suivre pour rendre plus efficace l'assistance psychosociale dispensée en cas de crise

3 134 Candidatures évaluées et 155 candidats jugés aptes à s'acquitter de fonctions de protection rapprochée dans les missions de maintien de la paix

Les produits sont plus nombreux que prévu en raison de l'amélioration des procédures de vérification des compétences techniques des candidats et du nombre important d'agents de sécurité qu'il a fallu recruter pour la MINUAD et la MINURCAT.

1 Contrat de louage de services

Aucun autre examen technique n'a été requis pendant l'exercice.

2 Évaluations techniques, dont une évaluation concernant la sécurité des détecteurs manuels d'explosifs, effectuée à la demande expresse d'une mission (FINUL)

Aucune autre évaluation n'a été requise durant l'exercice.

Non Les évaluations techniques de matériel de sécurité ont été reportées en attendant que le rôle et les responsabilités du Département de la sûreté et de la sécurité soit mieux définis dans le cadre des évaluations techniques. Cette question sera abordée dans le cadre d'une analyse de la gestion, qui a débuté à la fin de 2008.

Oui 13 612 sessions d'assistance psychosociale ont été organisées dans les missions et 12 395 membres du personnel des missions de maintien de la paix ont participé à des ateliers de formation.

Oui Les consignes permanentes ont été révisées et adoptées par tous les conseillers sur le terrain.

Oui Des directives ont été élaborées à l'intention des cadres et adoptées par les conseillers. En outre, au 30 juin 2008, des directives concernant les situations d'urgence complexes étaient en cours d'élaboration pour mise à l'essai dans des missions sur le terrain avant leur diffusion générale prévue pour le début de 2009.

Organisation d'un stage annuel de perfectionnement à l'intention de 10 conseillers chargés du soutien psychologique auprès de missions de maintien de la paix

Organisation, à l'intention de 900 agents et fonctionnaires des services de sûreté et de sécurité des missions de maintien de la paix, de cours de

perfectionnement portant sur les normes, principes, directives, plans et procédures en matière de sécurité et sur l'usage des armes à feu

Chaque année, sélection et formation d'agents de sécurité spécialisés dans la protection rapprochée, mis à disposition par des États Membres à la demande de l'ONU

Chaque année, ou à intervalles réguliers, organisation de cours de remise à niveau et de cours de prédéploiement et de postdéploiement à l'intention de 60 agents de sécurité spécialisés dans la protection rapprochée qui sont mis à disposition par des États Membres à la demande de l'ONU pour des missions de maintien de la paix

Sélection et recrutement de 17 instructeurs/animateurs de formation pour les groupes de formation en matière de sécurité des missions de maintien de la paix

Chaque année, validation des compétences des nouveaux instructeurs et animateurs de formation et revalidation de celles des 34 formateurs chargés de concevoir, organiser et animer des stages spécialisés pour le perfectionnement du personnel de sécurité des missions

Évaluation du travail accompli par les unités de formation et de perfectionnement des missions en vue de garantir la qualité de leurs prestations et de veiller à l'harmonisation de leurs pratiques et à leur bonne gestion et d'assurer la bonne exécution de leurs programmes actuels et futurs d'entraînement, de formation en matière de sécurité, de lutte contre les incendies et de mise au courant des agents de sécurité nouvellement recrutés

Non Stage organisé en juin 2007. Tous les conseillers principaux du personnel ayant été certifiés, la formation prévue pour l'exercice ne s'est donc pas avérée nécessaire.

982 Agents et fonctionnaires des services de sûreté et de sécurité ont suivi une formation dispensée par 3 929 unités spécialisées.

Six missions ont reçu un appui à la formation (MINUT, MINUSTAH, MINUS, MINUL, ONUCI et MINUK).

35 Agents de sécurité spécialisés dans la protection rapprochée ont été sélectionnés et ont suivi deux stages de formation dans ce domaine.

Non Les équipes mises à disposition par des États Membres ont suivi des stages animés par les équipes de formation basées dans les missions. Aucune formation supplémentaire n'a été requise par les États Membres.

22 Instructeurs

16 Candidats ont été jugés compétents ou ont été requalifiés et ont été déployés dans trois missions (MINUK, MINUT et MINUL).

Les produits sont moins nombreux que prévu en raison du manque de personnel.

Non Effectifs insuffisants pour procéder aux évaluations, le personnel étant déjà occupé par les cours de perfectionnement et de mise à niveau et la formation de certification

Entraînement aux tactiques défensives de protection de 5 spécialistes de la protection rapprochée affectés à des missions

346 Spécialistes affectés à des missions ou devant être affectés à la MINUL, l'ONUCI, la MINUK, la MINUSTAH et la MINUS

Les produits sont plus nombreux que prévu parce que les besoins d'entraînement et de perfectionnement des missions en cours et de deux nouvelles missions (MINURCAT et MINUAD) en matière de tactiques défensives avaient été sous-estimés.

Déploiement rapide, en cas de crise, d'agents de sécurité venant renforcer le dispositif de sécurité des opérations de maintien de la paix

Non Le cas ne s'est pas présenté pendant l'exercice.
